UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Contribution à l'analyse socio-économique de la réintégration des déplacés de guerre et des rapatriés dans les provinces densément peuplées de Kirundo-Ngozi-Muyinga

Gatoto, Félix

2018-09
UB, FABI
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/242

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI



FACULTE DES SCIENCES AGRONOMIQUES

DEPARTEMENT DE SOCIO-ECONOMIE RURALE

CONTRIBUTION A L'ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA REINTEGRATION DES DEPLACES DE GUERRE ET DES RAPATRIES DANS LES PROVINCES DENSEMENT PEUPLEES DE KIRUNDO-NGOZI-MUYINGA

Par

GATOTO Félix

Sous la direction de :

Dr. Ir. NDIMUBANDI Jean

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade d'Ingénieur Agronome

Bujumbura, Septembre 2018

DEDICACES

A Dieu tout puissant, pour son amour, son intervention, sa miséricorde et sa protection ;
A mon regretté Père qui est partie très tôt ;
A ma chère mère ;
A ma chère épouse ;
A mes enfants ;
A mes frères
A mes sœurs
A mes cousins ;
A mes cousines ;
A tous mes ami (e) s.

Je dédie ce Mémoire

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, il nous tient à cœur et par nos propres convinctions, d'exprimer notre reconnaissance aux multiples personnes ayant contribué de près ou de loin à sa réalisation.

Qu'il nous soit permis tout d'abord de témoigner notre profonde gratitude à Monsieur Dr. Ir. NDIMUBANDI Jean, Professeur à la FACAGRO et Directeur de Mémoire de recherche. Sa spontanéité avec laquelle il a accepté de guider mes premiers pas de nous restera inoubliable et incomparable. Ses conseils judicieux, ses remarques pertinentes, sa patience et sa rigueur scientifique, nous ont été d'un précieux concours. Toutefois, nous n'allons pas nous servir de lui comme alibi pour justifier les erreurs, le retard connu et les insuffisances de ce travail. Nous assumons avec sincérité des imprécisions qui auraient échappées à notre attention.

Nos remerciements vont également à l'endroit des professeurs, respectivement Président et membres du Jury pour avoir consacré une partie de leur temps à lire ce travail et d'en faire du Jury d'évaluation.

A Madame UWIMBABAZI Josette, ma femme ; aux familles NTIRUSHWAMABOKO Eddy, NKUSI Charles, RISHIRUMUHIRWA Théodomir, RUGENGAMANZI Joseph, aux familles feux BIKINO Jean Marie Vianney et GAKWAVU Prudence ; les administrateurs et les populations des Communes Bugabira, Kiremba et Giteranyi avec lesquels nous avons travaillé pendant plus de trois mois sous un soleil accablant, à tous mes collègues de service, nous leur sommes très reconnaissant.

Nos sentiments de gratitude vont également à l'endroit de tous les professeurs de la FACAGRO et aux enseignants qui nous ont formé moralement et intellectuellement depuis l'école primaire jusqu'à l'Université.

Que la famille feu SEMPUNDU Séverin trouve dans ce mémoire le couronnement de ses efforts.

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFJ : Association Des Femmes Juristes
BAD : Banque d'Afrique de Développement
BRB : Banque de la République du Burundi
CDF : Centre de Développement Familial
CPLS : Comité Provincial de lutte contre le Sida
CTS : Comité Technique de Suivi
DEA : Disponibilités Energétiques Alimentaires
DPAE : Direction Provincial de de l'Agriculture et de l'Elevage
FACAGRO : Faculté des Sciences Agronomiques
FIDA : Fonds International pour le Développement Agricole
FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la Population
FAO : Food Agriculture Organisation
FSEA : Faculté des Sciences Economiques et Administratives
GRADIS : Groupe de Recherche et de Développement des Initiatives Démocratiques
HCR : Haut-Commissariat des Réfugiés
Kcal : Kilo-calorie
Kg : Kilogramme
Km : Kilomètre
Mininter : Ministère de l'Intérieur
MPDR : Ministère de la Population et du Développement Rural
MRRDR : Ministère de la Réinstallation et de Réinsertion des Déplacés et des Réfugiés
OCHA : Organisation des Nations Unies pour la Coordination des Aides Humanitaires
ONG : Orgabisation non Gouvernementale
PAM : Programme Alimentaire Mondiale
PCAC : Projet d'Appui aux Communautés Vulnérables
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PRASAB : Projet de Réhabilitation Agricole et de Gestion Durables des Terres
PUF : Presse Universitaire de France
PV : Procès-Verbal
SPs : Sans projet
UB : Université du Burundi
^{0}C : Degré Célicius

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Précipitation à la station DPAE-KIRUNDO : amplitude moyenne, mensuelle et annuelle des précipitations en mm.....6

Tableau n° 2 : Température mensuelle (en °c) de 1984-2000 de la station DPAE Kirundo (altitude 1449m, latitude sud 2° 51', longitude Est 30°0'.....7

Tableau n°3 : Répartition et densité de la population de Ngozi par commune (2005).....9

Tableau n°4 : Répartition de la population de Kiremba (2005) par tranche d'âges.....10

Tableau n°5 : Evolution de la population en commune KIREMBA.....10

Tableau n° 6 : Population de Giteranyi par tranche d'âges (2005).....12

Tableau n°7 : Evolution de la population de la commune Giteranyi.....13

Tableau n°8 : Accroissements de la production et de la production Agricole (1980-1995).....15

Tableau n°9 : Niveau et croissance alimentaire par habitant dans différentes parties du monde.....16

Tableau n° 10 : Disponibilités énergétiques alimentaires par habitant des pays d'Afrique Subsaharienne (moyenne 87-89).....17

Tableau n° 11: Evolution des principales productions vivrières 1987-1997.....18

Tableau n°12 : Production agricole de Bugabira par rapport à la production provinciale / l'unité est exprimée en tonne.....20

Tableau n°13 : Evolution de l'élevage dans la commune de Bugabira/ Par tête.....24

Tableau n°14 : Evolution des cultures dans la commune en tonnes (2001-2005)/ l'unité est exprimée en tonne.....27

Tableau n°15 : Evolution des espèces animales dans la commune Kiremba (2001-2005). L'unité est exprimée par tête.....29

Tableau n°16 : Production comparative des cultures dans la commune de 2001 – 2005 / l'unité est exprimée en tonne.....33

Tableau n°17 : Evolution de l'élevage dans la commune Giteranyi/ par tête.....34

Tableau n° 18 : Incidence des maladies du bétail / Nombre de cas.....35

Tableau n°19 : Situation d'enfants en difficultés dans la commune.....36

Tableau n°20 : Cartographie et action des intervenants dans l'assistance socio-économique des sinistres.....39

Tableau n°21 : Effectif des déplacés par province au 31/10/2002.....41

Tableau n° 22: Effectif des rapatriés par province au 31 octobre 2002.....42

Tableau n°23 : Etat des lieux de l'habitation dans les zones enquêtées.....44

Tableau n°24 : Situation de l'habitat chez les déplacés enquêtés dans la commune Kiremba.....45

Tableau n° 25 : Situation de l'habitat dans chez les rapatriés enquêtés dans la commune Kiremba.....46

Tableau n°26 : Situation de l'habitat chez les déplacés enquêtés dans la commune Bugabira.....48

Tableau n°27 : Situation de l'habitat chez les rapatriés enquêtés dans la commune Bugabira.....50

Tableau n°28 : Situation de l'habitat chez les déplacés enquêtés dans la commune Giteranyi.....51

Tableau n°29 : Situation de l'habitat chez les rapatriés enquêtés dans la Commune Giteranyi.....52

Tableau n°30 : Production moyenne des cultures dans les zones étudiées (Chaque fois c'est avant la crise et après la crise) : l'unité est en tonne.....54

Tableau n° 31: Etat des biens sociaux dans les zones enquêtées.....58

Tableau n°32 : Situation de l'éducation (toujours c'est avant la crise et après la crise).....61

Tableau n°33 : Situation du matériel agricole dans les ménages enquêtés (conformément aux paramètres du formulaire).....65

Tableau n°34 : Situation des propriétés dans les zones d'étude (avant la crise et après la crise).....67

Tableau n°35 : Etat de l'élevage dans les zones enquêtées (avant la crise et après la crise).....69

Tableau n°36: Source des revenus des ménages dans les zones enquêtées.....76

Tableau nº 37 : Prix des denrées alimentaires en BIF.....82

Superficie totale : Code 1.....91

RESUME

Le présent travail se concentre sur 2 hypothèses principaux qui sont : (H1) Le morcellement parcellaire des champs dû à la pression démographique élevée et l'instabilité politique sous divers angles constituent un frein important au non-retour des déplacés et des rapatriés dans leurs collines d'origines; (H2) Les déplacés comme les rapatriés ont dû mal à retourner aux collines d'origine suite au manque de confiance des anciens voisins et aux mauvaises souvenances de la guerre civile durant la crise de 1993.

Avant de commencer la rédaction de ce mémoire, nous avons commencé à délimiter la zone d'étude où le ciblé est les provinces du nord dansement peuplé et qui ont été affecté par la crise de 1993. On a ainsi retenu les provinces de Ngozi, Kirundo et Muyinga respectivement dans les communes de Kiremba, Bugabira et Giteranyi.

Le problématique central de ce travail est la réinsertion effective des déplacées de guerre et des rapatriés vis-à-vis de la population qui est restée sur les collines.

Pour pouvoir entrer en profondeur du problématique, un questionnaire d'enquête (en annexe du manuel) a été préparé et un échantillon de 60 ménages à raison de 10 ménages des déplacées de guerre et 10 ménages des rapatriés dans chacune des 3 communes ont été interviewés.

Partout, la cause profonde de la non réinsertion des déplacés de guerre et des rapatriés est presque similaire et se résume en manque de pris en charge effective des sinistrés.

C'est surtout le manque d'habitat où 80% et 70% des maisons respectivement chez les déplacés de guerre et les rapatriés ont été détruites et par conséquent se retrouvent dans l'incapacité de se reconstruire d'autres maisons.

Le manque de l'outillage agricole, de matériels de premier nécessité, des infrastructures publiques et des moyens financiers pour la survie et la scolarité des enfants constituent aussi une handicape au second rang pour la non réinsertion effective de ces deux groupes. Les détails sont indiqués dans le narratif du manuel.

De tous ces défis, des recommandations ont été émis aux détenteurs des pouvoirs /administrations et différents acteurs et aux parties prenantes (les rapatriés et les déplacements de guerres).

Pour rendre effective la réinsertion socio-politico-économique des déplacés et des rapatriés il est indispensable de traiter le problème séparatiste des sinistrés tout en intégrant la population d'accueil

Corollairement à la qualité des soins d'accueils indiquée dans le présent mémoire, il faut éviter le traitement différentiel des tous les sinistrés devant l'assistance en direction de ceux-ci. Ainsi, la réhabilitation des maisons détruites, la distribution des fertilisants et des semences, la prise en charge des soins de santé, le développement des activités génératrices de revenu et la certification de l'indigence à l'endroit des enfants scolarisés relèvent de l'urgence et ne doivent pas être traités différemment suivant les catégories des sinistrés.

TABLE DES MATIERES

DEDICACES.....i
REMERCIEMENTS.....ii
SIGLES ET ABREVIATIONS.....iii
LISTE DES TABLEAUX.....iv
RESUME.....vi
TABLE DES MATIERES.....vii
0. INTRODUCTION GENERALE.....1
0.1. Intérêt du sujet.....1
0.2. Problématique.....2
0.2.1. Série chronologique des famines et disettes.....2
0.2.2. Effet de la crise de 1993.....3
0.3. Hypothèses.....4
0.4. Délimitation du sujet.....4
0.5. Approche méthodologique.....4
I ère Partie : THEORIES ET GENERALITES.....5
CHAP I : DESCRIPTION ET PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE.....5
I.1. Localisation de la Zone d'étude.....5
I.2. Présentation physique du milieu.....5
I.2.1. La Province de Kirundo.....5
I.2.1.1. Situation Géographique de Bugabira.....5
I 2.1.2. Le Climat.....6
I 2.1.3. Situation pédologique de la Commune de Bugabira.....7
I.2.1.4. L'hydrographie.....7
I.2.1.5 : Situation démographique.....7
I. 2.2. Commune Kiremba.....8
I. 2.2.1. Situation géographique.....8
I. 2.2.2. Relief et hydrographie.....8
I.2.2.3. Le climat.....8
I. 2.2.4. Sols, Flore et Faune.....8
I.2.2.5. La démographie.....9
I.2.2.5.1. Répartition de la population.....9
I.2.2.5.2 : Evolution de la population.....10
I.2.3 : Commune Giteranyi.....11
I.2.3.1 . Situation géographique.....11
I.2.3.2 . Paramètres Climatiques.....11
I.2.3.3.Démographie.....12
I.3. Dynamique de la croissance démographique au Burundi.....13
I.3.1 Mesure de la pression démographique.....13
I.3.1.1. Mesure de la densité de la population.....13
I.3.1.2.Tentative d'explication des densités au Burundi.....13

I.3.2. Théories générales sur la pression démographique.....14
I.3.3. Croissance démographique et disponibilité alimentaire par habitant.....14
CHAP II : ACTIVITE AGRO-PASTORALE DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPEMENT ECONOMIQUE.....16
II.1. Notion de disponibilité alimentaire.....16
II.2. La sécurité et l'insécurité alimentaire.....16
II. 3. Production agricole au Burundi.....17
II.4. Système d'exploitation agricole en commune Bugabira.....19
II.4.1 Introduction.....19
II.4.1.1 Système de production.....19
II.4.1.2. Analyse comparative de la production agricole.....20
II.4.1.3 . Cultures industrielles.....21
II.4.1.4. Facteurs de production.....21
II. 4.1.5. Contraintes.....23
II 4.1.6 Potentialités :.....23
II.4.2. Système d'élevage.....23
II.4.2.1. Santé animale.....25
II.4.2.2. Contraintes et Potentialités.....25
II.4.3. Pêche et pisciculture.....26
II.4.3.1. Pêche.....26
II.4.3.2. Pisciculture.....26
II.4.4. Action sociale.....26
II.4.5. Commune Kiremba.....27
II.4.5.1. Système agricole.....27
II. 4.5.2. Système d'élevage.....28
II.4.5.3.Apiculture.....30
II.4.5.4. Pêche et pisciculture.....30
II.4.5.5. Réintégration, réinsertion et réhabilitation.....30
II.4.6. Commune Giteranyi.....32
II.4.6.1. Système agricole de la commune Giteranyi.....32
II.4.6.2.Système d'élevage.....34
II.4.6.3. Contraintes.....35
II.4.6.4. Pêche et pisciculture.....36
II.4.6.4.1. Pêche.....36
II.4.6.4.2. Pisciculture.....36
II.4.6.4.3. Action sociale.....36
II.4.6.4.4. Réintégration.....37

II^{ème} PARTIE : CAPACITE DE REINTEGRATION DES DEPLACES DE GUERRE ET DES RAPATRIES DANS LE MILIEU RURAL.....38
CHAP.III : EFFET DE LA CRISE DANS LES ZONES D'ETUDE.....38
III.1. Introduction.....38
III.1.1. Programme du Gouvernement.....38
III.1.2. Plan des opérations du pays pour l'an 2007.....39
III.2. Contexte et historique des sites.....40
III.2.1. Données et statiques.....40
III.2.2. Perception et aspiration des populations sinistrées.....41
III.2.2.1. Les déplacés.....41
III. 2.2.2. Les rapatriés.....42
III.3. Mode de vie des sinistrés de guerre avant et après la crise.....43
III.3.1. Habitation.....43
III.3.1.1. Action de M.R.R.D.R. et des humanitaires.....43
III.3.1.2. Situation de l'habitat dans les zones enquêtées.....44
III.3.1.2.1. Situation de l'habitat dans la commune Kiremba.....45
III.3.1.2.2. Situation de l'habitant dans la commune de Bugabira.....48
III. 3.1.2.3. Situation de l'habitat dans la commune de Giteranyi.....50
III.3.2. Agriculture.....52
III.3.2.1. Pratique culturale de la commune Kiremba.....55
III.3.2.2. Pratique culturale de la commune de Bugabira.....56
III.3.2.3. Pratique culturale de la commune Giteranyi.....57
III.3.3. Situation de bien-être dans les zones enquêtées.....58
III.3.3.1. Commune Kiremba.....59
III.3.3.2. Commune Bugabira.....59
III.3.3.3. Commune Giteranyi.....60
III. 3.4. La scolarité.....60
III.3.5. Aide alimentaire.....63
III.3.6. Satisfaction en matériels d'exploitation (outillage agricole).....64
III.3.6.1. Distribution des kits de réinsertion, une réussite (Kirundo, Ngozi et Muyinga).....64
III.3.6.2. Satisfaction en matériel d'exploitation dans les zones d'étude.....64
III.3.7. Disponibilité des propriétés et système d'exploitation des terres.....66
III.3.8. Elevage.....68
III.3.9. Maladies et ressources fourragères.....70
III.3.9.1. Les maladies.....70
III. 3.9.2. Ressources fourragères.....70

CHAP.IV : IMPACT DE LA CRISE SUR LA REINTEGRATION EFFECTUEE DANS LES COLLINES D'ORIGINE.....72
IV.1. Introduction.....72
IV.2. Problématique de réintégration, l'insertion et réinstallation.....72
IV.2.1. Perception et aspiration des populations sinistrées.....73
IV.2.2. Disponibilité en propriétés chez les sinistrés.....73
IV.2.3. Cohabitation pacifique.....75
IV.3. Activités ménagères génératrices de revenus.....75
IV.4. Activités agro-sylvo-zootechniques génératrices de revenus.....77
IV. 5. Situation financière du ménage hors exploitation.....78
IV. 5.1 . Commerce.....78
IV. 5.2 . Salaire.....79
IV.5.3. Artisanat.....79
IV.6. Principale source de revenus.....79
IV.7. Etat des besoins dans les ménages enquêtés.....80
IV.8. Etude socio-économique comparée : situation d'avant, pendant et d'après-guerre.....81
CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS.....83
BIBLIOGRAPHIE.....86
ANNEXES.....89

0. INTRODUCTION GENERALE

Dès son indépendance, le Burundi a connu une instabilité sociopolitique chronique. On dénombre des troubles répétitifs en 1965, 1972,1988 et en 1991. Le pire des pires commence en 1993, période sanglante où commence la crise dépassant ces autres en durée et en intensité.

Alors que les autres crises touchaient seulement certaines circonscriptions, celle de 1993 s'étend sur tout le pays avec des pertes et dégâts très énormes. Les tueries s'accentuent tandis que les pillages et vols se généralisent dans presque tout le pays.

A part les pertes des vies humaines, on enregistre des destructions des biens matériels tant publics que privés. Finalement une catastrophe s'installa dans le pays. Une partie de la population prend le chemin d'exile vers les pays limitrophes tandis qu'une autre restante se rassemble à l'intérieur du pays et forme des camps de déplacés de guerre, le plus souvent au chef lieux des communes.

Le secteur agricole qui occupe près de 90% de la population (RUKUNDO ,1999) est sensiblement touché ; ce qui provoque une grande chute de la production. En conséquence, c'est la misère et la pauvreté qui envahissent la population en général et les déplacés en particulier. En cette période, tout le monde tourne les yeux vers les aides, surtout alimentaire, distribuées par certaines Organisations Non Gouvernementales (ONGs).

Avec la crise qui perdure, certains ménages regroupés dans les camps commencent à s'adapter en cherchant des terres à mettre en valeur (location ou achat) autour du camp, d'autres regagnent leurs lieux d'origine suivant le retour de sécurité. Arrivés dans les collines, ils travaillent les champs et continuent à bénéficier d'aides en attente de la première récolte.

Ceux qui sont réfugiés dans les pays voisins essentiellement la Tanzanie ne vivent que grâce aux aides des ONGs comme le HCR ou autres et sont privés des biens de première nécessité.

0.1. Intérêt du sujet

Actuellement, la préoccupation des dirigeants burundais est l'autosuffisance alimentaire des ménages et le retour de la paix et de la sécurité sur tout le territoire national. Toutefois la sécurité alimentaire n'est pas facile à maintenir étant donné l'inégale répartition des terres arables et l'insécurité climatique.

A côté de l'inégale répartition des terres et l'instabilité climatique, c'est de grand intérêt de savoir pourquoi certains déplacés de guerre préfèrent exploiter leurs champs en provenance des camps alors que d'autres se sont déjà installés dans les collines d'origines. Nous avons voulu prendre connaissance de la manière qu'utilise les déplacés pour vivre et rester dans les camps en absence d'un éventuel secours. Comment parviennent-ils à exploiter les champs malgré le long trajet d'aller-retour du camp ? Nous tenons à découvrir aussi les facteurs qui pourraient empêcher les déplacés à retourner au village.

Quant aux rapatriés, ils sont dépourvus de tous les biens et pour cela une assistance spéciale et un effort particulier s'avèrent indispensables pour mettre en valeur et améliorer leurs exploitations. L'objectif ici et de relever toutes les contraintes liées à l'exploitation des champs longtemps abandonnés, au mode de conduite du bétail et à l'accueil que leur réserve les voisins qui sont restés dans les collines. Grosso modo, nous tenons à dégager des manquements liés à l'incertitude, à l'ignorance ou à l'incapacité financière et finalement préconiser une contribution à y apporter.

0.2. Problématique

Actuellement, des experts estiment que dans des régions les plus densément peuplées du pays, plus de 40% des familles disposent de moins de 40 ares pour produire leur nourriture alors que 50 ares sont considérés comme minimum (PNUD-BURUNDI, 1997).

L'exiguïté des terres dans certaines régions du pays handicape très sérieusement la production agricole et affecte ainsi l'autosuffisance alimentaire de la population. C'est le cas des provinces très peuplées du Nord et celles du centre comme KAYANZA, NGOZI, MUYINGA, GITEGA, KIRUNDO et autres.

Avant la crise de 1993, la population burundaise était caractérisée par une autosuffisance alimentaire stable. Toutefois, le BURUNDI a connu dans le temps une série des famines et disettes surtout au début de la période coloniale (MUNYAMPETA, 2002). Mais avec la crise qu'a connu la situation s'est empiré et l'insécurité alimentaire a pris le large que ça soit dans les camps déplacés, dans les camps des refugiés et même dans les ménages qui ont resté aux collines.

0.2.1. Série chronologique des famines et disettes

Pour mentionner quelques périodes de disettes et famines, il faut d'abord définir ces deux termes qui semblent clés dans ce sous point comme le stipulent MUNYAMPETA (2002)

- Disette : Pénurie des vivres suite à une sécheresse, de mauvaises conditions climatiques ou des troubles dans une contrée ;
- Famine : Une situation de sous-alimentation grave qui découle de conditions plus ou moins exceptionnelles comme une importante et longue guerre dans un pays ou dans une région. (Microsoft Encarta Junior, 2009)

KAVAKURE (1982) donne deux périodes plus caractéristiques en famines ou disettes.

Sous le protectorat allemand (1903-1916) :

- 1904-1905 : famine dans le Kirimiro et tout l'Est du pays
- 1905-1909 : crises alimentaires presque continues dans le Nord-Est du pays
- 1910-1911 : disettes dans les régions de Muyaga, Kanyinya et Buhonga respectivement dans Ruyigi, Kirundo et Bujumbura rural
- 1915 : famine due au deuil royal

- 1916-1917 : Famine due aux mauvaises saisons dans Kanyinya et Mugera

Sous la colonisation belge (1916-1962) :

-1922-1923 : disette grave à Busoni dans Kirundo
-1928-1929 : famine terrible au Rwanda-Burundi
-1930-1940 : nombreuses disettes suite aux invasions des sauterelles surtout au Nord-Est du pays
-1943-1944 : famine « MANORI » qui fût la dernière

Comme le dit MUNYAMPETA (2002) c'est important de signaler les conséquences de la sécheresse durant la période de 1999-2000 sur la production agricole de la province de Kirundo qui a abouti à une famine. A ne pas oublier la période sombre de disette de 2004-2005 dans les provinces de Kirundo, Muyinga, Ruyigi et Rutana.

A entendre certains commentaires sur la province de Kirundo lors de la famine et de la disette qui en a été la conséquence, on a malheureusement l'impression que tous ces problèmes sont d'un passé récent alors que l'histoire explique que la province Kirundo a été pendant longtemps une cible privilégiée de la sécheresse et de la famine.

Hormis la province de Kirundo et les autres contrées ci hautes citées, le reste du territoire national a été depuis longtemps bien portant sur la question d'autosuffisance alimentaire.

0.2.2. Effet de la crise de 1993

Avec la crise de 1993, la situation est devenue autre. Les cultures de rente qui étaient au départ bien entretenues, tombent dans l'oubli et la majeure partie disparaît. Le revenu agricole que récoltait le pays diminue, voire inexistant. Les cultures vivrières auto-consommées disparaissent suite au non-accès aux champs à cause de l'insécurité. Même ceux qui en avaient l'accès, étaient toujours perturbés par des attaques des corps armés ou des vols à mains armées.

S'agissant des déplacés de guerre et des rapatriés, la situation est dramatique. Les déplacés sont très éloignés de leurs champs, ce qui cause un problème pour les exploiter convenablement. Même ceux exploités sont profités par des malfaiteurs comme les voleurs ou d'autres démunis affamés. Pour ceux ne disposant pas assez de terre proche du camp de déplacés, ils essaient de créer des jardins de case autour de leurs maisons mais avec une récolte toujours minime ou incertaine.

Revenus des pays d'exile, les rapatriés ont peu ou pas de biens à part des aides des ONGs, dont ils bénéficient. Ils n'ont ni maison, ni stock et matériel. Ils doivent travailler assidûment pour mettre en valeur leurs terres.

Toutefois, on peut émettre deux hypothèses que nous allons essayer de prouver après analyse des données recueillies sur terrain.

0.3. Hypothèses

H.1 Le morcellement parcellaire des champs dû à la pression démographique élevée et l'instabilité politique sous divers angles constituent un frein important au non-retour des déplacés et des rapatriés dans leurs collines d'origines.

H.2 Les déplacés comme les rapatriés ont dû mal à retourner aux collines d'origine suite au manque de confiance des anciens voisins et aux mauvaises souvenances de la guerre civile durant la crise de 1993

0.4. Délimitation du sujet.

Comme déjà indiqué dans l'introduction, la presque totalité du territoire national a vécu la crise de 1993. On observe dans presque toutes les provinces des camps des déplacés de guerre et des retours incessants des rapatriés en provenance de l'étranger.

Nous envisageons de travailler avec un échantillon dans les provinces densément peuplées de Kirundo, Ngozi et Muyinga. Ces trois provinces ont été fortement affectées par la guerre. A voir l'étendue de toute une province c'est difficile de la parcourir lors d'une enquête sur terrain. Nous comptons visiter un camp des déplacés et un autre des rapatriés dans chacune des provinces dans les communes de Bugabira, Kiremba et Giteranyi respectivement dans les provinces de Kirundo, Ngozi et Muyinga et faire une comparaison. Nous prendrons dix ménages par site pour arriver à un total de 60 ménages.

0.5. Approche méthodologique.

Notre travail de recherche a consisté à faire des visites dans les ménages. Un questionnaire a été préparé et soumis aux chefs des ménages pour de plus amples précisions. Les visites des champs les plus proches ont permis de se rendre compte des modes d'exploitation des propriétés et de leur état de mise en valeur. Le travail de terrain a été complété par une recherche documentaire, des ouvrages, des mémoires, des revues et des recherches sur internet.

I ère Partie : THEORIES ET GENERALITES.

CHAP I : DESCRIPTION ET PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE.

I.1. Localisation de la Zone d'étude.

Le présent travail cible les Provinces du Nord-Est densément peuplées à savoir Ngozi, Kirundo, Muyinga. Ledit travail s'articule sur la réintégration socio-économique des déplacés de guerre et des rapatriés. Ces trois Provinces ne sont pas choisies au hasard. D'une part parce qu'elles sont d'une croissance démographique galopante et d'autre part, parce qu'elles ont largement vécu les durs moments de crise de 1993. Faisant allusion à cela, Nous y trouvons par conséquent plusieurs camps de déplacés et un nombre élèvé des sites de transition des rapatriés surtout dans la commune Gasorwe de la province Muyinga.

Ces trois provinces se localisent dans trois régions naturelles différentes. Nous avons Kirundo qui se situe dans le Bugesera, Ngozi dans le Buyenzi et Muyinga dans le Bweru à part la commune Giteranyi se qui situe à la fois dans le Bweru et dans le Bugesera.

I.2. Présentation physique du milieu.

I.2.1. La Province de Kirundo

La province Kirundo compte au total 7 communes à savoir : Bugabira, Busoni, Bwambarangwe, Gitobe, Kirundo, Ntega et Vumbi. La commune Bugabira qui fera l'objet de notre travail de recherche se trouve dans son entièreté dans la dépression de Bugesera.

Cette dépression est développée en contre bas fond des plateaux centraux. Plat et monotone, le paysage morphologique du Bugesera rappelle celui de l'Est du Rwanda ou de la Tanzanie « Cette monotonie du relief influence sans doute directement ou indirectement sur le climat de la dépression du Bugesera en général et de Bugabira en particulier » (CAZENAVE-PIARROT,1970).

I.2.1.1. Situation Géographique de Bugabira

La Commune Bugabira est délimitée :

- Au Nord, à l'Est et à l'Ouest par le Rwanda
- Au Sud - Ouest Par la Commune Ntega,
- Au Sud - Est par la Commune Kirundo,

La Commune Bugabira est subdivisée en 3 Zones et 12 Collines. Ces zones sont Kigoma, Kigina, Kiyonza et le quartier Ruhehe, centre communal, qui est assimilée à une quatrième zone. Quant aux Collines, nous avons Gaturanda, Gitwe, Kigina, Kigoma, Kiri, Kiyonza, Nyamabuye, Nyakarama, Nyabikenke, Rubuga et Rugasa et Ruhehe.

La dimension spatiale de la Commune de BUGABIRA est de 235,32 Km^2 dans une Province qui compte 1703,34Km^2 soit 13,82% et dans un pays qui a 27834 Km^2 soit 0,85% (Rapport Communal 2007).

La Commune de BUGABIRA s'étend sur la région naturelle de Bugesera qui est géographiquement et climatiquement caractérisée par :

- Une altitude comprise entre 1300 m et 1500 m dans la partie orientale.
- Un climat extériorisant deux saisons ; la saison des pluies débutant généralement vers le mois de septembre et se terminant vers le mois de mai. La saison sèche s'étale entre les mois de juin et septembre tandis que la petite saison va de janvier à février.
- Une température moyenne annuelle de ± 21°C
- Une pluviométrie moyenne annuelle comprise entre 1000 et 1200 mm
- Une savane arborée.

La population à charge est légèrement supérieure à la population active dans la Commune BUGABIRA (40872 sur 33378, soit un rapport de dépendance de 1,33), c'est-à-dire les personnes qui ont moins de 15 ans et celles plus de 65 ans.

I 2.1.2. Le Climat

L'analyse du climat de la Commune de Bugabira n'est pas du tout faible d'autant plus qu'elle ne dispose pas des stations climatologiques (météorologiques) d'où un manque de données fiables pour son étude objective. Ainsi nous nous référons aux données fournies par la station de DPAE KIRUNDO, située à une vingtaine de kilomètre du centre Communal.

Tableau n°1 : Précipitation à la station DPAE-KIRUNDO : amplitude moyenne, mensuelle et annuelle des précipitations en mm

Station	Altitude (mm)	Moyenne mensuelle des précipitations (mm)												Moyenne annuelle (mm)
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
DPAE Kirundo	1449	91,3	92,3	130 ,9	196,2	94,3	16,8	3,64	20,03	59,7	130,9	136,2	120,8	1093, 07

Source : Auteur (2007)

Les précipitations, dans la province de Kirundo, sont relativement importantes si l'on considère une longue période avec une irrégularité dans le temps.

Quant aux températures, la Commune de Bugabira, située entièrement dans la dépression, est caractérisée par une chaleur élevée et une insolation relativement importante. La température avoisine 20°C.

Tableau n° 2 : Température mensuelle (en °c) de 1984-2000 de la station DPAE Kirundo (altitude 1449m, latitude sud 2° 51', longitude Est 30°0'

Station	Période D'observation	Moyenne mensuelle de température en °C												Moyenne mensuelle en °c
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
DPAE Kirundo	1984-2000	21,1	21,3	21,2	21,1	21,1	21	21,1	22,2	22,3	21,5	20,8	20,8	21, 3

Source: Auteur (2007)

I 2.1.3. Situation pédologique de la Commune de Bugabira

Les sols de Bugabira sont en quatre catégories (Bucumi, 2003):

- Les hygroxeroferralsols : Ils sont les plus repandus et occupent les sommets et les flancs des collines ;
- Les sols d'altération récente : ils se rencontrent dans des zones à topographie plane. On les trouve sur les bords du lac cohoha ;
- les hygroxeroferrisols : ils sont observés en grande partie à Kiri et à Nyakarama ;
- Les sols organiques : ils tapissent le fond de la vallée marécageuse de Kanyaru et les zones qui se trouvent en bordure du lac Cohoha.

I.2.1.4. L'hydrographie

Le relief hydrographique de la région de Bugesera comprend un nombre élevé de lacs et un nombre très réduit des rivières. Parmi les huit lacs que compte la province de Kirundo à savoir : Cohoha, Rweru, Rwihinda, Kanzigiri, Gacamirinda, Gitamo, Mwungere et Narungazi ; la Commune de Bugabira n'en héberge que deux à savoir le lac Cohoha et le lac Gacamirinda. Bugabira fait frontière aussi avec le Rwanda par la rivière Kanyaru.

Selon l'administrateur de la commune Bugabira, ce réseau hydrographique approvisionne à large spectre le gros des protéines animales (poissons) et assure aussi la monétarisation du monde démuni entre autres les rapatriés (pêcheurs et petits commerçants) qui n'ont pas eu la première récolte. La pêche y est artisanale.

I.2.1.5 : Situation démographique

La commune Bugabira qui fait partie intégrante de la province Kirundo est dotée d'un peuplement récent qui serait dû au processus antérieur d'expansion du peuplement vers le nord suite aux mutations des chefs et à des crises politiques qui ont marqué l'ensemble de la région.

Les effectifs que nous disposons proviennent de deux sources à savoir les résultats du recensement général de la population et de l'habitant 1990 qui donne un total de 49786 personnes avec une densité de 212 hab./Km^2. Les estimations du FUNUAP en 2001 donent un total de 66177 personnes avec une densité de 244,1

hab./km^2. En faisant une comparaison de ces deux chiffres, on remarque une grande montée qui résulte pratiquement des mouvements naturels (BUCUMI, 2003).

Les principales caractéristiques de la population de la commune Bugabira nous montrent que c'est une population très jeune voire le poids démographique des plus jeunes qui est très important. En effet, la tranche des moins de 25 ans représente près de 68,5% de la population (Minenter, 2006).

La commune présente une densité moyenne de 315 hab. /Km^2 alors que celle de toute la province est de 351 hab. /Km^2.

Comparativement à la population de tout le pays qui est de 7 610 584 habitants avec une densité moyenne de 273 hab. /Km^2, la province de Kirundo est généralement très dense ainsi que la commune Bugabira (Mininter, 2006).

I. 2.2. Commune Kiremba

I. 2.2.1. Situation géographique.

La Commune de Kiremba est située dans la partie Nord-Est de la Province NGOZI. Elle a une superficie de 243,43 Km^2 soit 16,46% de la Province (147,86 Km^2) et 0, 87% du Pays. Elle est délimitée au Nord par les Communes Marangara et Vumbi ; au sud par la Commune Tangara, à l'Est par la Commune Gashoho de la Province Muyinga et à l'Ouest par les Communes Nyamurenza et Gashikanwa.

La Commune Kiremba est subdivisée en 4 zones qui sont Kiremba, Gakere, Musasa et Bugina et compte 45 Collines (Rapport Communal, 2006).

I. 2.2.2. Relief et hydrographie.

Le relief de la commune Kiremba est caractérisé par des pentes relativement faibles. La commune est irriguée par des rivières et des ruisseaux dont les plus important sont la Nyamuswaga et la Buyongwe

I.2.2.3. Le climat.

La commune Kiremba est située dans la région naturelle de Buyenzi qui se caractérise par une altitude moyenne entre 1 500 et 1 900 m et un climat tropical humide avec une pluviométrie moyenne annuelle comprise entre 1 200 et 1 500 mm. Les températures moyennes se situent entre 17 et 20°c, les plus grands écarts apparaissent en saison sèche.

I. 2.2.4. Sols, Flore et Faune.

Les sols de Kiremba sont argileux, lourds et fertiles. Sur les pentes, les sols sont très profonds et exposés à l'érosion.

A Kiremba, la végétation naturelle est presque inexistante. Quelques espaces vierges sont caractérisées par une végétation d'Eragrostis caractéristique d'une dégradation poussée de terre. La fertilité provient du fumier ou de l'engrais vert chez les fermiers.

I.2.2.5. La démographie

Les données sur la population de la commune Kiremba prennent en considération des projections démographiques 2003-2010 réalisées par l'unité de planification de la population (U.P.P) en se basant sur le taux d'accroissement naturel spécifique à chaque province considérée constant au cours de la période de 1990-2010. Le taux d'accroissement de la province Ngozi est 0,0292.

Selon U.P.P, en 2005, la population de la commune Kiremba est estimée à 95854 habitants. Cette population est répartie sur une superficie de 243.43Km^2 (16.64% de la province) ; d'où sa densité moyenne de 394 hab./km^2 inférieure à la densité moyenne de la province (475hab/km^2). Cette densité est l'une des moins élevées de la province de Ngozi.

Tableau n°3 : Répartition et densité de la population de Ngozi par commune (2005)

Communes	Population	Superficie en km	Densité (hab. /km)
Busiga	72828	121.32	600
Gashikanwa	59798	142.78	419
Kiremba	95854	243.43	394
Marangara	73358	182.29	402
Mwumba	77628	128.70	603
Ngozi	107416	184.46	582
Nyamurenza	63078	96.98	650
Ruhororo	72429	154.10	470
Tangara	78049	219.80	355
Total	700438	1473.86	

Source : MININTER/UPP/ Avril 2006

I.2.2.5.1. Répartition de la population

Comme pour la commune Bugabira, la répartition de la population par groupes d'âges et par sexes est que :

- les femmes sont plus nombreuses que les hommes ; elles représentent 52% de la population de la commune
- la population de la commune Kiremba est extrêmement jeune : 63354 soit 66% de la population sont âgées de moins de 25ans ;
- les personnes âgées de moins de 60 ne représentent que 6% de la population ;

- la population active est estimée à 43 904 soit 46% de la population totale. Cela indique que chaque personne active doit prendre en charge plus d'une personne, soit un plus jeune soit un plus vieux.

Tableau n°4 : Répartition de la population de Kiremba (2005) par tranche d'âges

Groupes d'âges	sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	1 0533	10 946	21479
5-9	7 739	7 876	15606
10-14	5 293	5 588	10881
15-19	3 958	4 037	7995
20-24	3 512	3 881	7393
25-29	3 129	3 519	6648
30-34	2 896	3 379	6274
35-39	2 147	2 222	4369
40-44	1 406	1 729	3135
45-49	1 072	1 234	2306
50-54	1 026	1 330	2356
55-59	796	789	1675
60-64	770	983	1753
65-69	441	533	974
70-74	483	605	1088
75-79	344	390	734
Plus de 80 ans	612	576	1188
Total	46 157	49 697	95854

Source : MININTER /UPP/Mars 2006

I.2.2.5.2 : Evolution de la population

En 2005, la population de la commune Kiremba était estimée à 95854 habitants. Les perspectives de l'an 2010 indiquent que la population de Kiremba atteindrait environ 113.025 habitants, soit une croissance de 18% entre 2005 et 2010. La population de la commune Kiremba observe un rythme élevé de croissance.

Tableau n°5 : Evolution de la population en commune KIREMBA.

Année	Estimation			Projection				
commune	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Kiremba	92401	95099	95854	100734	103675	106703	109818	113025

Source : MINENTER/ UPP/ Avril 2006

I.2.3 : Commune Giteranyi

I.2.3.1 : Situation géographique

La commune Giteranyi est délimitée :

- au Nord par la préfecture de Kibungo au Rwanda
- au Sud par la commune Butihinda
- à l'Est par la République Unie de Tanzanie
- à l'Ouest par les communes Bwambarangwe et Busoni de la Province Kirundo

La commune Giteranyi est subdivisée en 3 zones à savoir Ruzo, Giteranyi et Mugano. Les différentes zones sont à leur tour subdivisées en 35 collines. Cette commune a une superficie de 397,82KM^2 dans une province qui couvre 1 836,26KM^2 soit 21,66% par rapport à la province et 1,42% comparativement à la superficie nationale.

I.2.3.2 : Paramètres Climatiques

La commune de Giteranyi s'étend sur deux régions naturelles à savoir le Bweru et le Bugesera. La région naturelle de Bugesera couvre pratiquement la majeure partie de la commune, soit 92,7% et est caractérisée par :

- Une moyenne qui varie entre 1400 m et 1600 m
- Un réseau hydrographique composé pour l'essentiel par la Kagera et le lac Bweru
- Une température moyenne annuelle estimée à 18,5°C
- Une pluviométrie moyenne annuelle comprise entre 1000 et 1100 mm
- Une végétation constituée par la savane arborée (reliques des savanes et bosquets xérophiles).

La région naturelle de Bweru qui ne représente que 7,3% est caractérisée par :

- Une altitude comprise entre 1400 et 1600 m.
- Un climat à deux saisons de pluie avec une irrégularité notable,
- Une pluviométrie moyenne variant entre 1000 et 1100 mm/an
- une température moyenne de 18,5°c
- Un réseau hydrographique dense avec des rivières orientées du Nord à l'Est.
- Un relief caractérisé par une série de collines et des plateaux orientés du sud vers le Nord à l'Est.
- Un relief caractérisé par une série de collines et de plateaux orientés du sud vers le Nord et de l'Ouest vers l'Est. Ces collines sont séparées par des vallées marécageuses
- Une végétation de savane arborée.

I.2.3.3.Démographie

Comme les deux autres communes ci- haut parlées, la commune Giteranyi est densément peuplée. La population totale de la commune Giteranyi s'élève à 80912 habitants alors que la province en compte 591711 hab. En terme de pourcentage de Giteranyi par rapport à la province, la démographie est de 13,6% et par rapport au pays, elle n'est que 1,06%. La province de Muyinga a une densité de 296 hab./km^2 tandis que la commune Giteranyi n'en a que 203,7 hab./km^2. Donc, elle est inférieure à la densité moyenne du pays qui est de 273 hab./km^2 et à celle de la province.

Sur la population de 80921 habitants que compte la commune de Giteranyi en 2005, 38641 sont des hommes et 42280 sont des femmes. Cela représente environ 92 hommes pour 100 femmes. Les données montrent également que la population de la commune Giteranyi est extrêmement jeune comme le montre le tableau suivant.

Tableau n° 6 : Population de Giteranyi par tranche d'âges (2005)

Groupes d'âges	Sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	8657	9174	17831
5-9	6461	6544	13006
10-14	4276	4321	8596
15-19	3117	3208	6379
20-24	2774	2993	57 67
			51579
25-29	2968	3368	6334
30-34	2657	2985	5643
35-39	1987	2112	4101
40-44	1139	1350	2489
45-49	841	1051	1892
50-54	730	1149	1879
55-59	741	1085	1827
60-64	814	1099	1913
65-69	473	599	1073
70-74	430	576	1006
75-79	276	340	616
80+	243	328	571
Total	38641	42280	80921

Source : Mininter (2006).

La population à charge est dans l'ensemble légèrement supérieure à la population active. C'est-à-dire 4269 soit un rapport de dépendance de 1,12. Ceci signifie qu'une personne active de Giteranyi dont l'âge se situe entre 15 à 64 ans doit prendre en charge 1,12 personne (Mininter, 2006). Ce taux de dépendance est élève si on considère que la plupart d'élèves et d'étudiants fait partie des personnes inactives. La population de la commune Giteranyi, estimée à 80912 en 2005, atteindra 95440 personnes en 2010.

Tableau n°7 : Evolution de la population de la commune Giteranyi

Année Commune	Estimation			Projection				
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Giteranyi	75737	78281	80912	83631	86441	89345	92345	95440

Source : Mininter (2006)

Cette croissance extrêmement rapide pose un problème économique et social très sérieux eu égard aux possibilités d'emploi offert tant au niveau local que national. Au cours de ces 7 dernières années, la population a subi un accroissement de 26%, soit une croissance annuelle moyenne de 3,7%.

I.3. Dynamique de la croissance démographique au Burundi.

I.3.1 Mesure de la pression démographique

I.3.1.1. Mesure de la densité de la population.

La densité de la population est un indice permettant de saisir la distribution spatiale de la population. Du point de vie mathématique, elle exprime le quotient entre le nombre d'habitants et la superficie du territoire sur lequel ils vivent. Quant à la mesure de la concentration, elle est basée sur la comparaison de la proportion des terres nationales occupées par cette unité retenue. Des critiques peuvent être formulées à l'endroit de la densité. En effet, elle ne prend pas en compte les variations de la qualité du sol dues aux facteurs climatiques, à la fertilité du sol ou à d'autres facteurs physiques.

La densité économique, une relation entre la population et les données de la production du secteur primaire, se présente comme un indicateur plus scientifique. Elle a l'avantage de tenir en ligne de compte le niveau de la qualité de la production, le type d'inputs et le niveau de la technologie ainsi que d'autres facteurs (NIYUNGEKO 1984).

I.3.1.2.Tentative d'explication des densités au Burundi.

Cette tentative provoque des polémiques et des contradictions entre auteurs (NIYUNGEKO, 1984).

Selon Gouron (1953), le critère d'explication, souvent privilégié est celui de l'altitude. Des constatations empiriques montrent que la population du Burundi est essentiellement concentrée sur les plateaux centraux. Le climat d'altitude qui y prévaut serait caractérisé par une certaine salubrité qui exerce une action vivifiante directe sur les hommes et le bétail. Toutefois en poussant l'analyse par zone d'altitude ; il ne joue certainement pas le rôle déterminant. Il essaie d'expliquer ensuite la densité de la population par la fertilité du sol. En effet la population se serait agglutinée dans la partie Nord des plateaux centraux caractérisés par une très grande fertilité.

Toutefois ces facteurs naturels qui établiraient une liaison entre le milieu et le peuplement sont loin de faire l'unanimité selon MALDANT (1968). Le facteur naturel ne saurait avoir qu'un rôle accessoire dans l'allure des distributions de la production agricole et de la population. Selon lui, le facteur climat joue peu dans la détermination de la densité de la population. Ensuite le sol n'a pas d'importance qu'on lui attache traditionnellement. Pour lui, les facteurs explicatifs sont d'ordre technologique agricole assez rudimentaire ; ce qui exige une main d'œuvre très abondante.

I.3.2. Théories générales sur la pression démographique.

Beaucoup d'auteurs se sont penchés sur ce phénomène de démographie. Les uns comme Malthus et les Néo-Malthusiens considèrent la croissance démographique comme un fléau qu'il faut à tout prix combattre. D'autres avec leur chef de file Esther Bosserup voient en croissance démographique un facteur d'innovation technique permettant d'accroître la production pour parier au déséquilibre population / production vivrière qui engendrait une catastrophe. Ainsi selon Bosserup, la pression démographique favorise l'apparition de nouvelles adaptations (BEN HAMMOUDA,
1990-1991)

I.3.3. Croissance démographique et disponibilité alimentaire par habitant.

Selon le rapport de CNUCED 1997, cité par RUKUNDO (1999), la croissance démographique influe sur la situation alimentaire de plusieurs façons :

- Une croissance démographique plus élevée qu'une croissance de la production réduit les possibilités alimentaires par habitant ;
- L'agriculture burundaise étant une agriculture de subsistance où la plus grande partie de la production vivrière et autoconsommée (environ80%), la rapidité de la croissance démographique augmente la part de la production qui est autoconsommée, ceci réduit en conséquence la production commercialisée
- La croissance de la production entraîne généralement un phénomène d'émigration des hommes vers les villes créant ainsi une demande alimentaire élevée face à une offre alimentaire de plus en plus petite. Il s'en suit une hausse des prix des denrées alimentaires

Tableau n°8 : Accroissements de la production et de la production Agricole

(1980-1995)

Année	1980-1990	1990-1995	1993	1994	1995
Production agricole totale	2,8	-2,2	-3,2	-13,5	6,5
Production agricole par habitant	-0,1	-0,1	-0,6	-16,4	3,3
Production vivrière total	27	-2,3	-1,6-	-16,4	9,2
Production vivrière par habitant	-0,2	-5,2-	-4,6	-18,8	6,0

Source : CNUCED. Rapport 1997.

Ce tableau montre clairement que la décennie 1980-1990 se caractérise par un taux d'accroissement de la production tant agricole que vivrière totale positive en général. Dans cette même décennie, nous remarquons que le taux d'accroissement de la population est plus rapide que la production. Par contre les années 1990-1995 se caractérisent par des taux d'accroissement négatifs ce qui montre l'accroissement de la population plus rapide que la production. Par contre les années 1990-1995 se caractérisent par des taux d'accroissement négatifs suite sans doute à la baisse de la production vivrière due à la crise socio-politique qu'à connu le Burundi depuis 1993.

CHAP II : ACTIVITE AGRO-PASTORALE DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPEMENT ECONOMIQUE

II.1. Notion de disponibilité alimentaire.

Au niveau mondial, l'agriculture a subi des évolutions considérables et contradictoires dans les différentes parties du globe. La notion de sécurité alimentaire mondiale fait référence à la situation annuelle des disponibilités alimentaires par rapport aux besoins estimés. La production et la consommation mondiale déterminent chaque année le niveau des stocks, des prix et le niveau du commerce international. De multiples facteurs interviennent pour déterminer le niveau annuel de la sécurité alimentaire mondiale : les productions nationales, les politiques nationales, l'état du sol; la situation démographique et autres (Azoulay et al, 1993).

Tableau n°9 : Niveau et croissance alimentaire par habitant dans différentes parties du monde

	Niveau des DEA (Kcal/hab./jour)			Taux de croissance (en%)	
	1969-71	1979-81	1988-90	69-71/79-81	79-81/88-90
Monde	2430	2580	2700	0,6	0,5
Régions développées	3190	3290	3400	0,3	0,4
Régions en développement	2120	2330	2470	0,9	0,7
Afrique	2140	2180	2200	0,2	0,1

Source : FAO, 1992 : Disponibilités alimentaires et prévalence de la sous alimentation dans les régions en développement

II.2. La sécurité et l'insécurité alimentaire

La sécurité alimentaire mondiale, considérée seulement du point de vue des disponibilités alimentaires, est globalement assurée d'année en année. La production alimentaire globale excède les besoins alimentaires mondiaux. Les ressources et les moyens techniques disponibles permettent à moyens termes, d'accroître la production alimentaire mondiale aussi vite que la demande.

Mais dans le même temps, un nombre croissant d'individus et de larges groupes de population dans le monde subissent la famine ou bien ne satisfont pas de manière adéquate leurs besoins nutritionnels. Le taux de malnutrition est élevé dans de nombreux pays d'Afrique subsahariens. La principale cause, depuis longtemps reconnue, en est la pauvreté et non pas l'insuffisance de la capacité de la production alimentaire.

L'évolution de la situation alimentaire mondiale à travers des Disponibilités énergétiques alimentaires (D.E.A), qui constituent la traduction en termes calorifiques des disponibilités quantitatives, se caractérise par les trois éléments suivants selon le rapport de F.A.O (1991) :

- un écart de 390 calories par jour et par habitant sépare actuellement les pays développés des pays en développement,
- l'évolution de ces disponibilités énergétiques dans les deux zones est divergente durant la décennie 1980. La croissance des D.E.A. s'est poursuivie dans les pays développés,
- les évolutions sont divergentes au sein des pays en développement. L'Afrique est la seule région, avec l'Amérique latine, où les D.E.A. sont restés stables dans la décennie de 1980. Alors que la croissance des D.E.A. était déjà la plus faible dans les années1970. L'apport calorique moyen a diminué (0,2%/an) entre 1979-1981 et 1986-1988 pour se stabiliser en 1990.

Tableau n° 10 : Disponibilités énergétiques alimentaires par habitant des pays d'Afrique Subsaharienne (moyenne 87-89)

DEA inférieures à 2000 Kcal		DEA comprises entre 2000 et 2300 Kcal		DEA supérieures à 2300 Kcal	
Mozambique	1665	Centre Afrique	2009	Seychelles	2329
Angola	1802	R.D.C	2061	Sénégal	2375
Tchad	1809	Togo	2141	Sao Tomé	2381
Comores	1894	Madagascar	2181	Guinée Bissau	2471
Rwanda	1945	Guinée	2193	Gabon	2473
Burundi	1998	Cameroun	2197	Côte d'Ivoire	2579
		Mali	2236	Mauritanie	2601
		Bénin	2246	Congo Brazzaville	2603
		Burkina Faso	2286	Cap-vert	2716
		Niger	2297	Iles Maurice	2826

Source : F.A.O, 1991. Situation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation, 1990

II. 3. Production agricole au Burundi

L'année agricole au Burundi comprend trois saisons culturales échelonnée sur toute l'année :

- la petite saison de pluie ou « agatasi » appelée également saison A, commence au mois d'Octobre à mis Janvier
- la grande saison de pluies ou « impeshi » appelée également saison B, couvre les mois de Février à Juin
- la saison sèche ou saison des marais qu'on appelle saison C va de Juillet à septembre où on fait la culture des vivres dans les marais

La saison B donne une production alimentaire élevée de l'ordre de 50%, suit la saison A avec 40% de production et en dernière position vient la saison C qui n'offre que 10% de la production alimentaire (RUKUNDO, 1999).

Les principales cultures vivrières produites au Burundi sont :

- le maïs qui est trop productif comparativement aux autres céréales comme le sorgho, le riz, l'éleusine et le blé ;
- le haricot qui est trop dominant parmi les légumineuses comme l'arachide, le petit pois et les autres ;
- le bananier qui est produit le long de toute l'année
- les racines et tubercules à savoir le manioc, la patate douce , les pomme de terre, et les taro qui sont produites toute l'année à part la pomme de terre qui est saisonnière.

A cette liste des cultures vivrières s'ajoutent les cultures de rente comme le caféier qui est la principale, le théier, le tabac, les tournes sol, la canne à sucre et les autres. A cela s'ajoute aussi les cultures maraîchères et les arbres fruitiers.

Tableau n° 11: Evolution des principales productions vivrières 1987-1997

Produit	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	Croiss. annuelle moyenne 87/93	1994	1995	1996	1997	Croissance moyenne annuelle 93/97
Céréales	279	292	295	293	300	306	300	5.7%	213	290	273	300	-3.63%
Légumineuses	355	360	357	366	375	383	374	3.4%	292	345	324	310	-10.5%
Tubercules	1369	1403	1400	1411	1448	1485	1442	4%	1155	1403	1364	1388	-3.0%
Bananes	1471	1209	1524	1547	1586	1626	1585	2.4%	1305	1564	1544	1527	1%
Total	3474	3264	3576	3647	3709	3801	3708	3.5%	2926	3602	3505	3526	-2.1%

Source : NIMUBONA D. (FAO, 1997) : Stratégie nationale pour l'environnement au Burundi. Thème : sécurité alimentaire, Octobre 1997 page 17

Ce tableau fait remarquer une croissance annuelle moyenne élevée avant la crise (3,5%) qui a fortement chuté avec la crise pour devenir –2,1%. Les années 1993 et 1994 qui correspondent au début de la crise montrent une chute de production très prononcée.

A part les années de crise, les productions vivrières ont été toujours croissantes. Ce n'est qu'avec la crise de 1993 qu'elle a baissé du fait des troubles. Enfin, on enregistre déjà en 1993 une baisse de la valeur ajoutée agricole vivrière de 5% par rapport à 1992, puis de 17,5% de 1993 à1994. Ainsi, de 1992 à 1994 la valeur ajoutée de l'agriculture vivrière est passée de 55661,8 millions de francs burundais à prix constant 1960 à 43648,5 millions soit au total une baisse de 22% entre1992 et 1995 (Bulletin mensuel de la BRB cité par RUKUNDO, 1999).

II.4. Système d’exploitation agricole en commune Bugabira

II.4.1 Introduction

La commune de Bugabira est l’une des communes les plus affectées par la crise alimentaire dans ces derniers temps. Elle se situe dans la région naturelle de Bugesera qui fait actuellement face à des périodes cycliques de sécheresse. Cette situation a lourdement pesé sur la production agricole qui a beaucoup chuté en général, la production du manioc, de patate douce et du haricot en particuliers.

II.4.1.1 Système de production

Le système de production est traditionnel et présente les mêmes caractéristiques que celles rencontrées dans toutes les autres communes et provinces du pays. Il repose sur une multitude d’exploitations familiales de faibles superficies alors que la commune dispose encore de vastes étendues de terre. L’extension des superficies est limitée par le manque d’intrants agricoles aussi bien les semences que les fertilisants. Les paysans utilisent un outillage rudimentaire et une main d’œuvre familiale essentiellement féminine. La production vivrière est avant tout destinée à l’autoconsommation et le surplus au marché.

Les engrais chimiques et les produits phytosanitaires sont d’usage rare si pas inexistant. Ceci explique clairement les faibles rendements. Toutefois il y a lieu d’ajouter les techniques culturales rudimentaires, l’insuffisance d’intrants, la dégénérescence des semences et autres. Certaines cultures comme le bananier, le manioc et le caféier sont cultivées au cours de toute l’année.

La Commune Bugabira connaît une malnutrition à cause de la sécheresse, de la pauvreté et des habitudes alimentaires. L’alimentation de base est composée principalement d’aliments à prédominance glucidique notamment les féculents dont en ordre d’importance : la banane, le manioc et la patate douce auxquels s’ajoute le haricot qui est presque la seule source protidique. Par manque d’huile, les lipides font défaut dans la consommation alimentaire journalière.

II.4.1.2: Analyse comparative de la production agricole

Tableau n°12 : Production agricole de Bugabira par rapport à la production provinciale / l'unité est exprimée en tonne

Culture / Année	banane	haricot	maïs	manioc	Patate douce	Pomme de terre	riz	arachide	sorgho	colocase	Production totale
2001	34650	1540	5	4200	6750	25	-	36	5283	-	
2002	27947	1274	23	2739	3738	0	-	-	9461	125	
2003	58080	4560	83	263	1229	45	-	-	4572	-	
2004	65200	4290	74	19	669	57	-	12	3810	200	
2005	62625	4320	67	-	1167	36	-	0	5812	0	
Production moyenne de la commune	47900	3196	50	1805	2710	40	0	24	4731	163	62413
Proportion de la production de chaque culture dans la commune	81	5	0	3	3	0	0	0	9	0	100
Classement de la production totale	1	3	6	3	4	7	9	8	2	5	

Source : DPAE Kirundo (2005).

Concernant l'importance des cultures dans la commune, la banane occupe la première place avec 81% de la production totale des cultures, suivi par le sorgho (9%) et le haricot (5%). En 2001 et en 2005, toutes les cultures ont connu des augmentations de la production à l'exception du manioc dont le rendement va à la baisse voire s'annuler à cause de la mosaïque. Par rapport à la production totale de la province, la commune de Bugabira produit 9,1% et occupe la 4ème place au niveau provincial. Les premières communes les plus productrices étant Gitobe, Bwambarangwe, Ntega et Vumbi. Cependant, la commune Bugabira produit 27,5% de la production totale du sorgho au niveau provincial et 11,5% de la production du haricot.

II.4.1.3. Cultures industrielles

Dans la province Kirundo, les cultures industrielles recensées dans la commune Bugabira sont le café et le tournesol.

La superficie agricole utile dans la province de Kirundo est de 4987 ha en 2005 soit 77 % de la superficie emblavée au niveau national. La taille moyenne d'une exploitation familiale de caféiers est de 0,075 ha soit 200 pieds de caféiers par ménage (en tenant compte du fait que 2.666 pieds de caféiers occupent 1 ha). Les caféiers sont plantés exclusivement en monoculture.

La production du café a connu une chute dramatique dans la commune entre 2003, 2004 et 2005. Les statistiques provinciales montrent que la zone Kirundo-Muyinga a représenté 14,2 %, 16,8 % et 0,016 % de la production totale nationale des cerises respectivement en 2003, 2004 et 2005 (SOGESTAL Kirundo-Muyinga, 2006).

II.4.1.4. Facteurs de production.

Le développement du secteur agricole passe obligatoirement par l'utilisation rationnelle des facteurs production. Les facteurs sont nombreux et variés. Certains contribuent directement à la production (terre, main d'œuvre agricole, intrants,….) tandis que d'autres lui viennent en appui (recherche, vulgarisation, financement,..)

Les marais non encore aménagés constituent un potentiel pouvant dégager des surfaces importantes pour l'agriculture. En 2005, les superficies des marais dans la commune BUGABIRA se présentent comme suit :

- superficie totale des marais de la Commune : 4836 ha ;
- superficie totale provinciale : 23858 ha ;
- superficie aménagée de la Commune : 0 ha ;

- la proportion est de 20,26 %.

II. 4.1.5. Contraintes

Selon la DPAE Kirundo (Rapport 2005), les principales contraintes qui affectent les cultures vivrières sont :

- l'irrégularité de pluies et chute dramatique des productions allant jusqu'à causer des famines sévères ;
- la faible disponibilité des intrants (semences et engrais) ;
- l'encadrement inadéquat (manque de moyens, de motivation du personnel, des préoccupations sécuritaires primant sur les autres) ;
- la recherche moins appliquée ;
    - o menaces de disparition du manioc suite à la mosaïque.
    - o menaces sur les colocases et sur le bananier.

Pour les cultures Industrielles :

- l'anthracnose du caféier est une des causes majeures de la chute de production du café ;
- les prix aux producteurs sont trop faibles provocant des tentatives d'arrachage ou d'abandon des vergers et la fuite de la production vers le Rwanda où le prix y est très élevé;
- la conjoncture internationale des prix défavorables ;
- l'insécurité des années 1993-2005 a forcé les populations aux déplacements hors de leurs foyers et la détérioration de la qualité d'entretien des vergers.

II 4.1.6. Potentialités :

- gamme variée de spéculations agricoles (riz, sorgho, haricot, tournesols….) ;
- une demande toujours croissante en produit agricole ;
- main d'œuvre abondante et laborieuse ;
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements.

Quant aux actions à mener:

- Varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses.
- Implanter un centre de multiplication de semences dans la Commune
- Organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions facilement commercialisables comme le haricot, le sorgho et la farine de manioc.

II.4.2. Système d'élevage

Dans la Commune BUGABIRA, le système extensif est le principal mode de production animale mais des systèmes semi – intensifs commencent à se développer sous l'effet de la pression démographique et le besoin d'intégrer l'élevage à l'agriculture pour la restauration et le maintien de la fertilité du sol.

Les difficultés de gardiennage d'animaux suite à la scolarisation du plus grand nombre d'enfants poussent aussi les familles rurales à l'intensification de l'élevage. Le cheptel bovin de la commune est constitué de la race locale Ankolé, parfois croisé avec Sahiwal et rarement avec Montbéliard et la Frisonne. L'essentiel de l'alimentation provient des parcours naturels.

Le système semi-intensif ou intégré qui est préconisé par les projets et ONGs qui appuient dans le repeuplement du cheptel, évolue lentement. En effet, la diminution des pâturages due à la pression démographique dicte le besoin d'une intensification et d'une intégration agro-sylvo-zootechniques avec plus d'utilisation de fumier et des résidus de récolte.

Les petits ruminants sont élevés presque exclusivement en mode extensif traditionnel, même si un début d'intégration commence à s'observer surtout pour les caprins distribués dans le cadre des projets.

Les systèmes d'élevage porcin se répartissent en trois cas : l'élevage traditionnel, l'élevage semi – intensif et l'élevage intensif. On rencontre dans la commune BUGABIRA des porcs sous abris en permanence comme on en rencontre sur les routes ou dans des pâturages.

Le système d'élevage avicole repose exclusivement sur le système traditionnel où on élève le plus souvent en liberté quelques poules. L'élevage avicole traditionnel ne dégage pas de revenus importants, mais en revanche, il ne coûte pratiquement rien et ne requiert aucun travail particulier.

La guerre qui a éclaté en octobre 1993 a fortement touché le sous – secteur élevage, car dès le début de la crise, le bétail et les infrastructures d'élevage ont été et sont restés les cibles privilégiés des malfaiteurs et des bandits qui ont profité de l'insécurité.

Tableau n°13 : Evolution de l'élevage dans la commune de Bugabira/ Par tête

Année	Bovins		Ovins	Caprins	Porcins	Volailles
	A	L				
2001		4915	180	1566	723	5604
2002		5242	180	3097	266	1420
2003		5643	193	3432	560	1005
2004	61	3553	556	16678	1207	8307
2005	66	4053	580	16600	1002	8560
Augmentation		- 862	400	1503	729	- 2956
Pourcentage		- 17,5	222	960	100	- 156

Source : DPAE Kirundo (2005)
A : race améliorée L : race locale

L'élevage bovin a régressé de 1997 à 2005 de 17%. Ce sont les effets de la crise qui font que les agri-éleveurs prennent du temps pour s'engager dans une spéculation qui a été fortement frappée par les pillages. Le repeuplement est d'autant plus difficile que les populations soient devenues trop pauvres suite aux effets combinés de la guerre et de la sécheresse.

L'élevage ovin, caprin et porcin, après une période de chute continue des effectifs (avant 1997 à 2003), connaît actuellement une augmentation très sensible allant de 100% pour les porcins, à plus de double pour les ovins et près de 10 fois pour les caprins. Ceci est une conséquence immédiate des facteurs combinés de l'amélioration de la sécurité, du taux important de fécondation de ces espèces, de la facilité de reconstitution par des ménages pauvres étant donné le coût relativement accessible de ces animaux ainsi que les efforts du Gouvernement, des Projets et ONGs à travers le programme de repeuplement de ces animaux.

La commune de BUGABIRA détient les 21% des effectifs bovins de la province et se place au 2ème rang au niveau provincial c'est-à-dire derrière la commune BUSONI.

II.4.2.1. Santé animale.

Au regard du nombre de cas recensés chez les bovins, les maladies les plus importantes dans la Province sont la strongylose, la distomatose et les maladies parasitaires. Pour les caprins, ce sont principalement les strongyloses et les maladies parasitaires. Pour les porcs, c'est la peste porcine qui a fait près d'un millier de cas en 2005.

II.4.2.2. Contraintes et Potentialités.

Sur le plan des contraintes, la baisse de la productivité du sous-secteur élevage est due d'une part aux contraintes structurelles vieilles de plusieurs décennies et d'autre part aux contraintes conjoncturelles liées à la crise.

Contraintes structurelles :

- la pression démographique qui, liée au régime social de succession, provoque l'atomisation et la surexploitation des propriétés familiales. Ce qui conduit finalement à la baisse de la fertilité de terres et au déclin de l'élevage traditionnel.
- la faible formation des agri-éleveurs, des chercheurs et des agents d'encadrement réduit le niveau du savoir-faire et des innovations technologiques ; ce problème est plus préoccupant pour les femmes qui jouent un grand rôle dans la production agro-pastorale.

Contraintes Conjoncturelles :

Les Contraintes nées de la crise ont aggravé celles décrites ci – dessus et sont essentiellement :

- les difficultés d'approvisionner les populations rurales en intrants d'élevage manufacturés (produit et matériels vétérinaires, produits et matériels d'insémination artificielle, etc.….) et les animaux de races améliorées ;
- la perte du cheptel animal fournisseur d'aliments d'origine animale (viande, lait, bœuf) et du fumier destiné à l'amélioration de la qualité du sol ainsi que les dégâts énormes sur les infrastructures et équipements d'élevage ;
- la destruction et l'abandon des infrastructures d'élevage jadis réparties dans toutes les zones.

Pour les potentialités, les atouts ne manquent pas pour le développement de l'élevage :

- les habitants de la Province Kirundo en général et en particulier ceux de la commune BUGABIRA possèdent une culture ancienne dans le domaine de l'élevage ;
- l'élevage garde son rôle prépondérant dans la vie sociale et économique des ménages (relations sociales, épargne, fertilisation organique) ;
- la demande en produit d'élevage est toujours croissante ;
- avec la restauration de la paix et de la sécurité, le Gouvernement, les différents bailleurs de fonds (Banque Mondiale, FIDA, Union Européenne, BAD, PNUD et la FAO), les ONG et les privés sont disposés à apporter des fonds nécessaires pour le financement du sous-secteur élevage (DPAE Kirundo, 2005).

II.4.3. Pêche et pisciculture

II.4.3.1. Pêche

Dans la commune Bugabira, la pêche est pratiquée sur les lacs Cohoha et Gacamirinda où on identifie pas moins de huit plages de pêche à savoir Kiyonza, Nyamabuye,Gaturanda,Kigoma, Rugasa, Kigina, Kiri et Gaturanda. Les espèces rencontrées dans ces lacs sont les Tilapia (sp), Clarias, Claridae et Haprochromis. La production est estimée à 128 tonnes de poissons en 2004 et 70 tonnes en 2005. La chute de la production est due à plus de rigueurs en matière de réglementation de la pêche mais aussi de la sécheresse (NGABONZIZA, 2005).

II.4.3.2. Pisciculture

La distribution des alevins dans la commune Bugabira est faite dans les années 2004 et 2005 respectivement 500 et 600 alevins. Ces alevins ont été ensemencés dans les étangs de la commune qui connaissent actuellement un sérieux problème de dessèchement. Les populations se rabattent à la pêche lacustre.

Le secteur de la pêche est laissé à lui-même. Les faibles quantités produites, malgré leur importance considérable dans l'alimentation protidique, expliquent le faible intérêt des pouvoirs publics et des partenaires au développement.

II.4.4. Action sociale

Dans la province de Kirundo en général et en particulier dans la commune de Bugabira, beaucoup de familles rencontrent des difficultés de subsistance. Cela se remarque surtout au vu du grand nombre de différents groupes de vulnérables à savoir : les enfants chefs des ménages, les sinistrés de la guerre, les veufs (ves) et les personnes âgées. Il est d'importance capitale que des actions spécifiques à ces groupes soient menées afin qu'il y ait un développement durable et harmonieux de la société. Ces groupes des vulnérables connaissent de très graves difficultés à savoir : la scolarisation, le manque de nourriture, le manque de logement, le manque de soins de santé, le manque d'habits, le manque du soutien moral, etc.

Statistiquement, la commune Bugabira détient 2 enfants chefs de ménage, 18 enfants soldats et un total d'enfants orphelins de 178. Aucun enfant orphelin n'est assisté que ce soit par les ONG's ou autre centre oeuvrant dans ce sens. (selon un rapport conjoint de la Ligue ITEKA + AFJ, centre des handicapés de Kanyinya, 2005).

II.4.5. Commune Kiremba

II.4.5.1. Système agricole

La pratique culturale de la commune Kiremba est du type traditionnel, assurée pratiquement par les paysans selon les méthodes traditionnelles. Elle est non améliorée et caractérisée par l'emblavement de petites superficies d'une moyenne de plus ou moins 40 ares par ménage, d'un outillage rudimentaire et de main d'œuvre essentiellement familiale. La production est destinée avant tout à l'autoconsommation et le surplus au marché. L'association des cultures est le mode de culture prédominant avec des associations de trois à quatre cultures. Il en résulte donc des rendements généralement faibles ainsi qu'une production qui génère peu de revenus. Les spéculations agricoles sont regroupées en cultures vivrières, industrielles, maraîchères et fruitières.

Selon la DPAE Ngozi, les principales cultures vivrières de la commune Kiremba sont par ordre d'importance, la banane, le manioc, la patate douce, le haricot, le riz, la pomme de terre et le maïs. D'autres cultures sont également exploitées mais à faible échelle. Il s'agit de la colocase, du sorgho, de l'arachide, de la courge, du soja et du petit pois. Signalons que la commune Kiremba est septième commune productrice des vivriers. Ainsi, elle est la première pour la banane, la deuxième pour le manioc, la troisième pour la patate douce, la quatrième pour le haricot, la cinquième pour le riz, la sixième pour la pomme de terre et la septième pour le maïs.

Tableau n°14 : Evolution des cultures dans la commune en tonnes (2001-2005)/ l'unité est exprimée en tonne

Cultures	Banane	Haricot	Maïs	Manioc	Patate douce	Pomme de terre	Riz	Production totale
2001	11800	661	9	11977	5580	32	167	30226
2002	14300	643	8	5066	2773	14	174	22978
2003	12126	651	13	2460	2136	19	177	17582
2004	18715	6101	64	20704	151	287	406	61296
2005	22794	6109	64	20002	15129	275	408	64794
Production moyenne	15947	9833	32	12042	8127	125	266	39372
Proportion	40,50	7,20	0,08	30,59	20,64	0,3	0,68	100
Classement	1ère	4ème	7ème	2ème	3ème	6ème	5ème	

Source : DPAE Ngozi (2006).

Pour les cultures industrielles, la seule pratiquée est le caféier. Il est cultivé sur toutes les collines de la commune. Les caféiculteurs sont encadrés par la SOGESTAL Ngozi qui leur distribue à crédit ou au comptant des intrants et matériels caféicoles, transforme du café cerise en café fully washed et paie les caféiculteurs au niveau des usines de dépulpage et lavage du café.

La commune Kiremba dispose de 9 usines de dépulpage et lavage du café sur les collines Ruhana, Kubuye, Gitaro, Masaro, Nyabikenke, Kiremba, Bugina, Musasa et Gahere.

Pour les cultures maraîchères, les principales pratiquées à Kiremba sont les choux blancs, la tomate, les oignons blancs et rouges, les aubergines, les poivrons, les épinards, les carottes, les céleris, les persils et les laitues. La production des cultures maraîchères est mal connue par manque d'un système de collecte de données et des structures d'exploitation organisée.

Quant aux cultures fruitières, les principales exploitées à Kiremba sont les avocatiers, les goyaviers, le maracoudja, les papayers, l'ananas et les agrumes. Les quantités de fruits produits et commercialisés ne sont pas connues. La production est exclusivement consommée à l'intérieur de la commune.

En ce qui concerne les facteurs de production, ils sont constitués par des intrants qui rentrent directement dans la production ainsi que d'autres facteurs qui leur viennent en appui. Il s'agit essentiellement de la terre, de la main d'œuvre et des intrants agricoles (semences améliorées, fertilisants, produits phytosanitaires surtout par les cultures maraîchères). Il sera aussi question de l'encadrement technique des agriculteurs et du financement des activités agricoles. La main d'œuvre est familiale et non rémunérée surtout que l'agriculture est pratiquée par les paysans.

Cette main d'œuvre est pour la plupart constituée par des jeunes. Malheureusement l'exode rural de ces derniers vers Bujumbura et autres milieux urbains est très développé à cause de l'exiguïté des terres, du manque d'activités régénératrices de revenus et des conditions sociales très difficiles conduisant ainsi à un déséquilibre de main d'œuvre.

Les contraintes liées à l'agriculture relèvent de :

- l'exiguïté des terres,
- l'insuffisance en intrants agricoles à savoir les semences améliorées, les
- fertilisants, les produits phytosanitaires, …
- l'insuffisance du personnel d'encadrement,
- manque de formation / recyclage pour le personnel technique,
- manque de financements,

II. 4.5.2. Système d'élevage

La pression démographique élevée de la commune Kiremba explique clairement l'insuffisance des pâturages constitués essentiellement d'éragrostis qui est non seulement pauvre en valeur nutritive mais aussi un signe de dégradation poussée de la fertilité du sol.

L'élevage pratiqué dans la commune Kiremba est de type traditionnel et est constitué surtout par des bovins, caprins, ovins, porcins et de volaille. Les animaux présents sur les collines de Kiremba sont pour la plupart de la race locale « Ankolé »

pour les bovins mais il existe quelques têtes d'animaux de races améliorées. Ces animaux bénéficient rarement de soins de santé de base et d'un supplément alimentaire.

La commune Kiremba occupe ainsi la sixième place en termes d'importance du cheptel. Concernant les effectifs des différentes espèces, Kiremba occupe la cinquième place quant à l'importance numérique des bovins, la huitième place pour les caprins avec 9% de la totalité des caprins de la province. Elle occupe respectivement la quatrième et la cinquième place quant à l'importance numérique des porcins et de volaille. Avec 1352 ovins, soit 4% des moutons de la province, Kiremba occupe la neuvième (dernière) position au niveau provincial.

Au niveau de la commune, l'importance numérique se présente de la manière suivante :

- première espèce : caprins avec 9.746 têtes soit 43%,
- deuxième : volailles avec 31%,
- troisième : porcins avec 11%,
- quatrième : bovins avec 9%,
- cinquième : ovins avec 6%

Tableau n°15 : Evolution des espèces animales dans la commune Kiremba (2001-2005). L'unité est exprimée par tête

Année / Espèces	2001	2002	2003	2004	2005	Ecart	%
Bovins	1950	2241	1344	1949	1956	12	0,5
Ovins	6576	9606	4688	1922	1352	-5224	-79
Caprins	8275	9256	5303	8969	9746	1471	17
Porcins	5651	6341	4427	831	2596	-3059	-54
Volailles	6210	6512	5382	4302	7016	806	13
Total	28662	33956	21144	17973	22662	-5694	-21

Source : DPAE Ngozi / mars 2006.

La santé animale constitue la préoccupation majeure pour le développement de l'élevage de la commune Kiremba. Le manque des produits vétérinaires, d'équipements adéquats, du personnel qualifié ainsi que l'insuffisance de traitement tant préventif que curatif concourent à l'éclosion des foyers des maladies à travers l'élevage de la commune.

Selon le vétérinaire de la commune, les principales maladies rencontrées sont :

- pour les bovins : la théilériose, la fièvre de 3 jours, la conjonctivite, les verminoses et la dermatose nodulaire.
- pour les petits ruminants (caprins et ovins) : les verminoses, l'ecthyma contagieux et la kerato conjonctivite.
- pour les porcins : les verminoses et des fois la peste porcine

- pour la volaille : le choléra aviaire, la pasteurellose, le newcastle desease, la pseudo-peste aviaire qui décime les poules et la coccidiose.

II.4.5.3.Apiculture

L'élevage des abeilles est pratiqué de manière traditionnelle dans toutes les collines de Kiremba par des individus et des associations d'apiculteurs qui produisent du miel pour la consommation locale et pour la vente dans les milieux urbains de Ngozi. Certains apiculteurs produisent de l'hydromel et de la cire qui sont vendus à la population locale. Les ruches sont pratiquement inexistantes.

Même si cette activité est pratiquée de façon très traditionnelle, des contraintes ne manquent pas. Il s'agit principalement :

- du manque d'encadrement technique,
- de la mauvaise organisation des associations pour la gestion et la commercialisation du miel,
- du manque de financement.

II.4.5.4. Pêche et pisciculture

La pêche n'est pas pratiquée en commune Kiremba par le fait qu'il n'y a ni lacs, ni grandes rivières ou tout simplement une grande étendue d'eau.

Quant à la pisciculture, elle a été introduite à Kiremba grâce à l'appui du Projet DAPA (Département de l'Agriculture et de la Pêche Artisanale). Huit étangs d'une superficie moyenne de 200 m² par étang ont été aménagés et ne sont plus fonctionnels actuellement. Cette situation est due à la fermeture du projet DAPA qui assurait l'encadrement technique des pisciculteurs.

Comme contraintes, il s'agit :

- de l'aménagements des étangs non conformes aux normes techniques,
- de la méconnaissance de la gestion et des pratiques piscicoles,
- de l'absence d'une structure d'encadrement technique,
- des difficultés d'approvisionnement en alevins,
- du manque de financement,
- de l'absence du centre de formation en matière de gestion et conduite des étangs piscicoles.

II.4.5.5. Réintégration, réinsertion et réhabilitation.

La commune Kiremba est l'une des communes de la province Ngozi qui a été secouée par la crise de 1993. Les effets de cette crise ont entraîné les mouvements de la population de cette commune vers l'étranger et l'intérieur du pays.

D'après les données du HCR, la commune Kiremba compte 1889 rapatriés sur un total de 9.300 que compte toute la province, soit 20% du total provincial.

Pour les déplacés, la commune Kiremba compte 2 sites à savoir le site de Kiremba et le site de Gatobo. Dans les sites de Kiremba et aux environs, on y trouve des infrastructures de base permettant aux sinistrés de satisfaire leurs besoins

fondamentaux. Ainsi, ces infrastructures sont : les sources d'eau, les latrines, les écoles primaires et secondaires, les centres de santé et l'habitant. Toutefois, elles sont en mauvais état et insuffisantes si l'on considère les effectifs desdits déplacés.

Les sites comptent des enfants en âge de scolarisation. Sur un effectif de 940 enfants, 172 enfants fréquentent l'école soit 1/6 du nombre total des enfants à l'âge de scolarisation. Ce faible taux est dû aux parents qui ne sont pas sensibilisés sur le bien-fondé de l'enseignement formel. Les enfants abandonnent très tôt l'école, surtout que la plupart d'entre eux sont des chefs de ménages. La santé des habitants des sites est assurée par deux centres appuyés par l'hôpital de Kiremba. S'agissant de l'habitat, 420 maisons sont en briques adobes et 14 en motte de terre. Les toitures de ces maisons sont en tôles ou en tuiles cuites.

Pour aboutir à ce stade même si non satisfaisant, des interventions sont menées en l'endroit des sinistrés. Il s'agit surtout :

- PAM : disponibilisation des aides alimentaires,
- HCR : rapatriement et construction des maisons,
- Projet : PRASAB dans l'appui aux associations des agri-éleveurs,
- SWAA Burundi,
- CPLS : Comité Provincial de Lutte contre le SIDA
- CARE et les associations locales.

Malgré les différentes interventions, des contraintes ne peuvent pas manquer. Il s'agit principalement de :

- moyens limités face aux problèmes très nombreux,
- la mauvaise définition de l'indigence,
- la déchirure du statut social,
- la complicité de l'autorité locale dans l'établissement des fausses listes des bénéficiaires des aides,
- la mauvaise coordination des aides,
- la faible implication de l'Etat dans l'action sociale,
- l'étroitesse des maisons dans les sites,
- crainte des rapatriés et des déplacés de ceux qui sont restés sur collines,
- la paresse des sinistrés qui préfèrent tendre les mains au lieu de s'adonner au travail.

Comme incidence de la crise sur l'habitat, pendant la crise de 1993, 2019 maisons ont été détruites. Aujourd'hui, seulement 50 ont été reconstruites par le HCR. Cette situation s'explique par des contraintes comme le manque de crédits en faveur des producteurs de matériaux locaux de construction, l'absence de circuit de commercialisation de produit à base de terre cuite et le non-respect des normes pour les produits fabriqués.

II.4.6. Commune Giteranyi

La commune de Giteranyi se situe dans les régions naturelles de Bugesera et Bweru qui font actuellement face à des périodes cycliques de sécheresse. Cette situation a lourdement pesé sur la production agricole de la commune qui a beaucoup chuté ces dernières années. L'agriculture occupe la majorité de la population qui s'adonnent principalement à la production des cultures vivrières et industrielles et à une moindre mesure aux cultures maraîchères et fruitières.

II.4.6.1. Système agricole de la commune Giteranyi.

Le système de production est traditionnel et présente les mêmes caractéristiques que celles rencontrées dans toutes les autres communes et provinces du pays. Il repose sur une multitude d'exploitations familiales de faible superficie alors que la commune dispose encore de vastes étendues de terre. Elle est la plus grande commune de Muyinga et une des moins densément peuplée. L'extension des superficies est limitée par le manque d'intrants agricoles aussi bien les semences que les fertilisants. Les paysans utilisent un outillage rudimentaire et une main d'œuvre familiale essentiellement féminine. La production est avant tout destinée à l'autoconsommation et le surplus au marché surtout que la production des vivres est de l'ordre de 33% et se classe en 1ère position au niveau provincial.

Les engrais chimiques et les produits phytosanitaires sont d'usage rare si pas inexistants, ce qui explique les rendements faibles non seulement à cause des facteurs ci-haut cités, mais également à cause des techniques culturales rudimentaires, l'insuffisance d'intrants, la dégénérescence des semences et autres, …). Le mode de culture qui prédomine est l'association des cultures. Le régime foncier pratiqué dans la commune est de type coutumier reconnaissant les droits de propriété et d'exercice aux familles au sein desquelles les individus ont des droits et des devoirs. La famille se partage l'espace et les ménages l'exploitent.

L'alimentation de base est composée principalement d'aliments à prédominance glucidique notamment les féculents dont, en ordre d'importance : la banane, le manioc et la patate douce. A signaler que la ressource protéinique reste les haricots.

Tableau n°16 : Production comparative des cultures dans la commune de 2001 – 2005 / l'unité est exprimée en tonne

Culture / Année	Arachide	Banane	Haricot	Maïs	Manioc	P.douce	P.terre	Riz	Sorgho	Total
2001	3000	577530	10296	6000	5616	8670	440	1400	100	
2002	2250	581130	13370	6400	3180	4715	524	4200	80	
2003	1500	626220	11442	7000	2640	8390	450	5000	90	
2004	3000	11760	5248	321	0	1642	440	1148	100	
2005	1500	15520	5752	472	0	1520	410	1298	80	
Production moyenne annuelle / culture (tonne)	2250	362432	9222	4039	2887	4987	453	2609	90	388969
Proportion de la production de chaque culture (%)	0,6	93,2	2,4	1	0,7	1,3	0,1	0,7	0	100
Classement de la production de la culture par rapport aux autres cultures	7	1	2	4	5	3	8	6	9	

Source : DPAE Muyinga, rapports annuels (2001 – 2005)

Concernant l'importance des cultures dans la commune, la banane occupe la première place vers 93% de la production totale des cultures, suivi par le haricot (2,4%), la patate douce et le maïs. Par rapport à la production de la province, la commune Giteranyi produit 33% et occupe la première place. Le détail des productions comparées ainsi que l'évolution des productions vivrières entre 2001 et 2005 varient d'année en année. Les fluctuations des productions sont principalement dues aux aléas climatiques et aux maladies.

La densité moyenne de la commune est de 203 habitants / km² et c'est une des plus faibles que compte la province de Muyinga. Cette situation explique que la commune dispose encore des terres vierges où l'on peut implanter des centres semenciers ou autres projets ou encore initier d'autres cultures de grande importance. A signaler que les marais non encore aménagés constituent un potentiel pouvant dégager des surfaces importantes pour l'agriculture.

Comme contraintes, on peut signaler :

- irrégularité des pluies et chute dramatique des productions,
- faible disponibilité des intrants (semences et engrais),
- manque d'encadrement,
- manque de réponse adéquate de la recherche sur :
    - menaces de disparition du manioc suite à la mosaïque,
    - menaces sur les colocases et sur le bananier,
- différentes maladies des cultures industrielles principalement l'anthracnose pour le caféier,
- l'insécurité des dernières années qui a forcé les populations aux déplacements hors de leurs foyers et la détérioration de la qualité d'entretien de vergers.

Les potentialités relevées en matière agricole sont notamment :

- une gamme variée de spéculation agricole (riz, sorgho, haricot, …),
- une demande toujours croissante en produits agricoles,

- une main d'œuvre abondante et laborieuse,
- un retour de la paix avec possibilité de retour des financements

Les actions à mener pour plus produire sont de :

- varier les spéculations en orientant la recherche vers les cultures oléagineuses,
- réhabiliter les centres semenciers,
- organiser les agriculteurs en coopérative autour des productions facilement commercialisables (haricot, maïs, farine de manioc, riz).

II.4.6.2.Système d'élevage

Dans la commune Giteranyi, le système extensif est le principal mode de production animale, mais des systèmes semi-intensifs commencent à se développer sous l'effet de la pression démographique qui miniaturise les pâturages libres et le besoin d'intégrer l'élevage à l'agriculture pour la restauration et le maintien de la fertilité des sols. Le cheptel bovin de la commune est constitué de la race locale Ankolé, parfois croisé avec les races améliorées.

Les petits ruminants sont élevés presque exclusivement en mode extensif traditionnel, même si un début d'intégration commence à s'observer surtout pour les caprins distribués dans le cadre des projets. Quant aux systèmes d'élevage porcin, ils se répartissent en trois catégories à savoir l'élevage traditionnel, l'élevage semi-intensif et l'élevage intensif.

Les systèmes d'élevage avicole reposent exclusivement sur le système traditionnel où on élève le plus souvent en liberté quelques poules qui se cherchent de quoi manger surtout dans les jardins de case. L'élevage avicole traditionnel ne dégage pas de revenus importants, mais, en revanche, il coûte pratiquement rien pour encourager les bénéficiaires et ne requiert aucun travail particulier.

La guerre qui a éclaté en octobre 1993 a fortement touché le sous-secteur d'élevage, car dès le début de la crise, le bétail et les infrastructures d'élevage ont été les premières cibles.

Tableau n°17 : Evolution de l'élevage dans la commune Giteranyi/ par tête

Année	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles
2001	631	598	6794	1890	6410
2002	715	694	7048	2041	6849
2003	786	781	7451	2417	7041
2005	1114	567	27403	482	25650
Augmentation	483	-31	20609	-1408	19240
Pourcentage	7655	-5,18	303,34	-74,50	300,16
Total province 2005	12456	10230	151238	3689	114766
Pourcentage de la commune par rapport aux effectifs de la province	9	6	18	13	22
Classement dans la province	6ème	7ème	2ème	3ème	2ème

Source : Rapport annuel 2005, services de l'élevage, DPAE Muyinga.

Au cours de la période 2001 à 2005, les caprins et les volailles ont connu une stagnation des effectifs entre 2001 et 2003. A partir de 2004, les effectifs ont connu des taux de croissance de plus de 300%.

Les maladies les plus fréquentes sont la théléríose, la fasciolose, la diarrhée infectieuse et l'ecthyma contagieux. Les statistiques de l'année 2005 donnent le nombre de cas suivant :

Tableau n° 18 : Incidence des maladies du bétail / Nombre de cas

Nom de la maladie	Bovins	Caprins	Ovins	Porcs	Total
Diarrhée infectieuse	54	407	6	0	467
Ectyma contagieux	0	450	0	0	450
Kératoconjonctivite	3	18	0	0	21
Théiléríose	145	0	0	0	145
Fasciolose	0	0	0	0	0
Fièvre aphteuse	0	0	0	0	0

Source : Rapport annuel 2005, services de l'élevage, DPAE Muyinga.

Le fait de ne pas trouver des cas en 2005 ne signifie pas que la maladie n'existe pas. Cela veut dire que les cas n'ont pas été signalés en 2005 sinon la gravité de ces maladies est bien confirmée par les responsables de l'élevage de la province.

II.4.6.3. Contraintes

La baisse de la productivité du sous-secteur est due d'une part aux contraintes structurelles vieilles de plusieurs décennies et d'autre part aux contraintes conjoncturelles liées à la crise.

Comme contraintes structurelles :

- la pression démographique qui, liée aux régimes sociaux de succession, provoque l'atomisation et la surexploitation des propriétés familiales, ce qui conduit à la baisse de la fertilité des terres et au déclin de l'élevage traditionnel.
- la faible formation des agri-éleveurs, des chercheurs et des agents d'encadrement réduit le niveau du savoir-faire et des innovations technologiques.

Comme contraintes conjoncturelles : Les contraintes nées de la crise ont aggravé celles décrites ci-dessus et ont essentiellement :

- les difficultés d'approvisionner les populations rurales en intrants d'élevage manufacturés (produits et matériels vétérinaires) et les animaux de races améliorées,
- la perte du cheptel animal fournisseur d'aliments d'origine animale (vivrière, lait, œuf) et du fumier pour fertiliser les sols,

- la destruction et l'abandon des infrastructures d'élevage jadis répartis dans toutes les zones,
- la flambée vertigineuse des intrants et des denrées alimentaires.

II.4.6.4. Pêche et pisciculture

II.4.6.4.1. Pêche.

Dans la province de Muyinga, l'activité de pêche n'est signalée que sur le lac Rweru de cette commune qui pratique la pêche lacustre sur les plages de Nzove et Gishenyi dans la zone Ruzo. Quant à la production, la population parvient à pêcher 50 tonnes de différentes espèces de poissons malgré le matériel rudimentaire utilisé.

II.4.6.4.2. Pisciculture

La situation, en 2005, montre que de toutes les zones, seule la zone Giteranyi possède des étangs piscicoles encore fonctionnels. Ils étaient au nombre de 4 en 2004 et seulement 2 en 2005. La superficie couverte par ces étangs est de près de 7,5 ares avec une production estimée à 31 kg en 2005. L'espèce élevée est le Tilapia.

Les effets de la crise sur l'habitat rural furent des plus dramatiques. En effet, au niveau national, plus de 120.000 maisons ont été détruites et certaines populations (environ 10%) ont dû se regrouper dans des camps des déplacés tandis que d'autres ont fui le pays environ 6% et vivent dans des camps des réfugiés dans les pays voisins, surtout en Tanzanie.

II.4.6.4.3. Action sociale

Dans notre pays en général et dans la commune Giteranyi en particulier, beaucoup de familles rencontrent des difficultés de subsistance. Cela se remarque surtout quand on compte le nombre de différents groupes de gens malheureux à savoir les enfants orphelins du SIDA, les enfants vulnérables et légitimes, les sinistrés de guerre, les veufs/veuves et les personnes âgées, …donc, il est d'importance capitale que des actions spécifiques à ces groupes soient menées afin qu'il y ait un développement durable et harmonieux de la société. Les statistiques des différents groupes sont montrées dans le tableau suivant :

Tableau n°19 : Situation d'enfants en difficultés dans la commune.

Commune	Nombre d'enfants sinistrés de guerre		Nombre d'enfants dans la rue	Enfants orphelins de père et de mère			Enfants chefs de ménage	Enfants indigents	Enfants soldats
	Dans les camps	Dans les collines		Du guerre	Du sida	Naturel			
Giteranyi	0	17859	23	2290	66	1460	0	0	1
Total province	784	75940	212	6540	813	4753	296	3287	336

Source : Données collectées par CDF Muyinga.

II.4.6.4.4. Réintégration

La commune Giteranyi abrite un nombre important des personnes sinistrées de la guerre qu'a connu le Burundi. Ces personnes (à savoir toutes les personnes déplacées, regroupées sur sites, dispersées et rapatriées) constituent une autre catégorie de cas sociaux dépassant les capacités d'action de coordination du Ministère de la Solidarité Nationale, Droit de la personne Humaine et du Genre (CDF Muyinga).

II^{ème} PARTIE : CAPACITE DE REINTEGRATION DES DEPLACES DE GUERRE ET DES RAPATRIES DANS LE MILIEU RURAL.

CHAP.III : EFFET DE LA CRISE DANS LES ZONES D'ETUDE.

III.1. Introduction

Au Burundi, le règlement de la question des réfugiés et des déplacés est posé par les acteurs politiques burundais comme un facteur de réconciliation, un signe de sortie de crise et de début de reconstruction non seulement de la nation mais aussi de bonnes relations de coopération et de bon voisinage avec les pays voisins. Il est aussi un élément de renforcement des souverainetés nationales tant il est vrai que les déplacements de population au-delà des frontières ont entraîné un déplacement spatial des problèmes politiques nationaux. Ainsi, la question des réfugiés est considérée comme « le facteur clé de la crise ». Donc, le retour des réfugiés serait donc un signe symbolique et politique fort de la croyance ou la dynamique de paix en construction, une sorte de fonction entre la gestion politique et la décompression sociale.

La normalisation politique profonde et coûteuse qui s'est établie depuis la mi 1997 au niveau régional et 1998 au Burundi met un terme à ce climat de politisation outrancière des réfugiés et des déplacés ainsi qu'une période de trouble. Au Rwanda et en Ouganda, la sortie est passée par l'installation des régimes forts avec cependant une carence de débat sur la gestion politique des violences qui sont à l'origine de la naissance des réfugiés et des déplacés. Au Burundi et en RDC, la sortie s'est faite par la négociation, ce qui a eu pour conséquence de fragiliser les régimes (MRRDR, 1999).

Quant à la situation des réfugiés et déplacés burundais, les études réalisées dans le cadre de ce programme ainsi que d'autres recherches, mémoires, rapports ont rendu compte des conditions et des ressentiments que vivent les réfugiés et les déplacés ainsi que les relations nouvelles existantes entre les rapatriés et les populations restées sur place. Elles se sont également intéressées aux modalités de gestion de ces situations aussi bien par les humanitaires, les agences des Nations Unies que l'Etat.

III.1.1. Programme du Gouvernement

Le gouvernement du Burundi s'est doté d'un programme quinquennal pour la période 2005-2010. L'approche stratégique adoptée pour la réalisation de ce programme consiste en la mobilisation des ressources intérieures et celles consenties par la communauté internationale. Ce faisant, le Burundi compte s'associer aux initiatives privées pour mettre en place ses politiques publiques. Sur les onze chapitres de ce programme, deux concernent directement les rapatriés burundais :

- celui qui traite des mesures à mettre en œuvre pour renforcer la paix et la sécurité avec un volet spécifique sur le rapatriement des réfugiés et des déplacés, ainsi que sur la réintégration ;

- Celui qui concerne le secteur de l'agriculture et de l'élevage. Le secteur de l'agriculture, à lui seul, fournit plus de 90% des emplois à une population à majorité rurale et contribue à près de 50% au PIB, ainsi qu'à plus de 80% des recettes d'exportation.

Parmi les programmes en cours d'exécution en 2005 dans le secteur agricole, on peut citer :

- le programme cadre d'appui aux communautés (CPAC) financé par le PNUD dont l'objectif est de contribuer à la réintégration des populations affectées par la crise (rapatriés et déplacés) ;
- le programme de relance et de développement du monde rural (PRDMR) financé par le FIDA, qui vise l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'augmentation de la production vivrière et de la productivité du travail ainsi que la conservation des sols et l'intégration agro-sylvo-zootechnique.

Le PNUD vient également d'initier le programme de coopération 2005-2007 qui s'appuie sur les orientations du Plan Cadre d'Assistance des Nations Unies (UNDAP) et couvre trois domaines principaux à savoir la gouvernance, l'appui à la réintégration / réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté. Ce programme a pour objectif de renforcer les capacités du Gouvernement, de la société civile et des communautés pour l'accueil et la réintégration des sinistrés (rapatriés, déplacés et autres personnes vulnérables) et de jeter les bases d'un développement durable au Burundi.

III.1.2. Plan des opérations du pays pour l'an 2007.

Tableau n°20 : Cartographie et action des intervenants dans l'assistance socio-économique des sinistres

ONG et autres intervenants	Zone d'intervention	Activités
1. GTZ / BMZ (Deutche Gesellshaft Fur Techniseche Zusammmenarbeit)	Toutes les provinces	Transport / Logistique / Abri / Reboisement / Activités de réinsertion
2. Ministère de la solidarité Nationale, des Droits de la Personne, Droits de l'Homme et du Genre PARESI (Projet d'Appui au Rapatriement et à la Réinsertion des Sinistrés)	Toutes les provinces	Transport / Logistique / Abri / Accueil des Rapatriés / Identification et aménagement des terres des réinstallations
3. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : CNI et PAFE	Toutes les provinces	Octroi des cartes d'identité, Détermination de statut des réfugiés / Sécurité
4. Communita Impegno Servizio Volontariato (CISV)	Karuzi, Ngozi, Muyinga, Kayanza	Transport / Logistique / Abri / Reboisement / Aménagement des marais
5. Ligue Iteka	Bururi, Cankuzo, Gitega, Kirundo, Karuzi, Makamba, Muyinga, Ruyigi, Rutana	Cliniques juridiques et monitoring des rapatriés
6. ACCORD (African Centre for	Ruyigi, Bururi,	Clinique juridique mobile / Réconciliation

the Constructive Resolution of Disputes)	Makamba	et résolution des conflits / Formation
7. IRC (International Rescue Commitee)	Ruyigi, Makamba, Muyinga	Eau / Assainissement Centres de transit / Formation hygiène / Suivi des enfants non accompagnés / réunification familiale.
8. AFJ (Association des Femmes Juristes)	Muyinga, Karuzi, Kirundo	Clinique juridique mobile / Formation
9. AHA (African Humanitarian Action)	Cankuzo, Makamba, Muyinga, Rutana, Ruyigi, Gitega	Soins de santé aux rapatriés et aux demandeurs d'asile rwandais de Songore
10. WOI (World Outreach International)	Cankuzo, Ruyigi, Gitega	Abri / Reboisement
11. COPED (Conseil pour l'Education et le Développement)	Cankuzo, Ruyigi, Rutana	Abri / Reboisement
12. Transcultural Psychosocial Organisation (TPO) – Health Net International	Mwaro / Muyinga	IEC VIH sur tous les sites Santé mentale sur tous les sites Soins de santé aux réfugiés de Gasorwe et Gihinga
13. CNR (Conseil Norvégien Pour les Réfugiés)	Mwaro / Muyinga / Ngozi	Camp management sur tous les sites
14. JRS (Jesuit Refugee Services)	Bujumbura Mairie	Soins de santé aux réfugiés urbains, et gestion des activités génératrices de revenus / Alphabétisation

Source : http : www.unhcr.org/homme/PROTECTION/44 F547722.odf
consulté le 10/11/2008

III.2. Contexte et historique des sites

III.2.1. Données et statiques

Le Ministre à la Réinstallation et à la Réinsertion des déplacés et des rapatriés estimait en septembre 1999 l'effectif de « sinistrés intérieurs » c'est-à-dire les déplacés à 827.244 personnes réparties sur toutes les provinces du pays (MRRDR, 1999). A la même époque, la même autorité chiffrait les « sinistrés extérieurs » c'est-à-dire les réfugiés à 493.725 personnes dont 200.000 sont parties depuis les années 1970 dont la majorité se trouve en Tanzanie. Ces réfugiés étaient répartis sur plusieurs pays de la manière suivante : Rwanda : 457 ; RDC : 20.000 ; Tanzanie : 271.067 ; Congo Brazzaville : 274 ; Zambie : 1.164 ; etc. (International Crisis Group, Africa report 12, 1999).

En août 2000, on évaluait le nombre de populations réfugiées burundaises à près de 566.610 personnes et celui des populations déplacées à plus de 800.000 regroupées dans plus de 320 camps ou sites (NGAYIMPENDA, 2000).

Depuis 1996 et tout le long de 1997, un important rapatriement a été observé atteignant le nombre de 80.707 rapatriés. Mais par la suite, pour des raisons de conjonctures politiques intérieures et des visages de la géopolitique sous régionale, ce mouvement s'est considérablement ralenti jusqu'à tomber à 23.768 rapatriés en 1998 et 10.869 en 1999 (NGAYIMPENDA, 1999).

Les données les plus récentes concernant essentiellement les rapatriés et les déplacés trouvent deux sources différentes. Ainsi, le HCR chiffre le nombre de rapatriés jusqu'à la fin de l'année 2002 à 45.684 rapatriés sur un total estimé à 304.081 (HCR, 2002). Quant aux déplacés, l'OCHA estimait à la fin de l'an 2002 un nombre approximatif des déplacés de 387.469 personnes (OCHA, 2002).

III.2.2. Perception et aspiration des populations sinistrées

III.2.2.1. Les déplacés

L'Organisation des Nations Unies (ONU) définit les déplacés à l'intérieur de leur pays comme étant des «personnes ou groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou lieu de résidence habituel notamment en raison d'un conflit armé, de situation de violence généralisée, de violation des droits ou de catastrophe naturelle ou provoqués par l'homme ou pour éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat (MRRDR, 2001).

Cette définition coïncide parfaitement avec la situation qui prévaut au Burundi. La crise de guerre fratricide de 1993 qui a rongé le pays a contraint à une partie de la population à abandonner leurs domiciles pour trouver refuge dans des sites à l'abri de la violence et de l'insécurité. Le tableau suivant montre l'état des lieux des populations déplacées au 31 octobre 2002.

Tableau n°21 : Effectif des déplacés par province au 31/10/2002

Province	Nombre de ménages	Population sinistrée	Site temporaire %)	Site définitif
Bubanza	2725	8372	67	33
Bujumbura Mairie	1933	8857	50	50
Bujumbura rural	3807	21072	12	88
Bururi	21926	121306	65	35
Cibitoke	2070	6615	0	100
Gitega	4900	21073	18	82
Karuzi	1175	5688	0	100
Kayanza	6794	26989	12	88
Kirundo	3061	13380	0	100
Makamba	22513	112470	70	30
Muramvya	3473	18232	85	15
Mwaro	15	150	100	0
Muyinga	2733	13407	6	94
Ngozi	5068	21366	8	92
Rutana	852	4271	33	67
Ruyigi	275	1247	28	72
Total	83320	404495	554	1046

Source : Données disponibles au MRRDR (2002).

III. 2.2.2. Les rapatriés

Les rapatriés sont désormais définis comme des burundais qui ont fui le pays suite aux différents événements sanglants ayant marqué le pays et qui décident

volontairement de regagner leur patrie. On désigne deux catégories de rapatriés en tenant compte de leurs conditions de retour. Ainsi on a :

- les rapatriés « facilités » ou « organisés » bénéficiant de l'assistance du HCR qui a la mission d'assurer leur transport du pays d'exile jusque dans les communes d'origine ;
- les rapatriés spontanés sont ceux qui rentrent par leurs propres moyens. Ils ne dépendent de personne puisqu'ils prennent en charge leur voyage. Mais nombreux sont ceux qui viennent à pied. C'est le cas des réfugiés originaires des provinces frontalières avec la Tanzanie, cas de Muyinga pour notre travail. Ils sont enregistrés par l'autorité locale et présentés aux voisins pour leur sécurité et encadrement.

Selon le HCR, 2000, dans son plan d'urgence, le rapatriement des Burundais réfugiés en Tanzanie connaît des fluctuations distinctes. Après la signature d'Accord d'Arusha du 28 août 2000, les mouvements de rapatriement s'est intensifié jusqu'en 2001 et a chuté vers la fin de l'an 2002 où s'est rapatriés seulement 45.175 personnes sur un total estimatif de 542.000 réfugiés soit 8,33% (HCR Burundi, 2002).

A titre d'exemple, à la fin d'octobre 2002, la situation des rapatriés « facilités » et « spontanés » se présente comme suit :

Tableau n° 22: Effectif des rapatriés par province au 31 octobre 2002.

Province	Rapatriés facilités	Rapatriés spontanés	Population totale
Muyinga	15051	1025	16076
Kirundo	5075	846	5921
Ngozi	1288	255	1543
Kayanza	275	53	328
Ruyigi	383	5867	6250
Cankuzo	1261	145	1406
Mwaro	3	2	5
Karuzi	1325	506	1831
Gitega	1088	156	1244
Bujumbura Mairie	24	840	864
Bujumbura Rural	9	574	583
Bubanza	18	87	105
Muramvya	40	88	128
Bururi	8	2931	2939
Cibitoke	10	263	273
Rutana	290	1774	2064
Makamba	56	3555	3611
Sans adresse	3	1	4
Total	26207	18968	45175

Source : HCR Burundi, octobre 2002.

A l'exception de Gitega et Karuzi, les fortes concentrations des rapatriés se localisent dans les provinces qui font frontières avec les pays voisins en général et avec la Tanzanie en particulier.

III.3. Mode de vie des sinistrés de guerre avant et après la crise.

III.3.1. Habitation

La crise a créé d'énormes besoins dans ce domaine. Des maisons ont été détruites, condamnant les personnes déplacées et réfugiées à rester dans les sites ou l'errance. Dans les sites mêmes, les déplacés et les rapatriés vivent dans un habitat où les conditions hygiéniques sont déplorables. Dans beaucoup de cas, les sinistrés se sont contentés des « sheettings » octroyés par les humanitaires ou le HCR.

Là où les sites ont été transformés en camps - villages avec la construction de maisons, la promiscuité pose un problème d'hygiène et de la violation de l'intimité familiale : hommes, femmes et enfants (garçons et filles) s'agglutinent ensemble dans une petite hutte sans chambre. C'est cette promiscuité qui génère les conflits liés à la polygamie, à l'infidélité et à la crise d'autorité parentale.

Le problème de l'habitant est autrement posé chez les sinistrés en général, particulièrement chez les rapatriés, qui, à leurs arrivées, constatent que leurs maisons et propriétés ont été soit détruites ou occupées par d'autres, ce qui peut provoquer des tensions que pourraient dégénérer.

III.3.1.1. Action de M.R.R.D.R. et des humanitaires.

L'action de M.R.R.D.R. sur la réinstallation et la réintégration des sinistrés consiste exclusivement dans l'identification et l'aménagement des sites, l'appui à la construction et / ou reconstruction des maisons d'habitation par la fourniture de tôles, de clous, de portes et des fenêtres.

Les bénéficiaires s'engagent à ériger les murs, poser la charpente et apporter d'autres matériaux de constructions. Les données disponibles au MRRDR montrent qu'entre 1997 et 2004, le ministère a contribué à la construction et réhabilitation de plus de 30.000 maisons au moment où d'autres intervenants dans ce secteur ont appuyé la construction d'environ 20.000 maisons (MRRDR, 2005).

III.3.1.2. Situation de l’habitat dans les zones enquêtées

Tableau n°23 : Etat des lieux de l’habitation dans les zones enquêtées.

Commune	Maisons / Période	Bois + pailles	Bois + tuile s	Bois + tôles	Briques à daube + pailles	Briques à daube + tuiles	Briques à daube + tôles	Briques cuites + paille	Briques cuites + tuiles	Briques cuites + tôles	Maisons en sheeting	Toiture en sheeting
Kiremba	Déplacés avant la crise	1/2			2/2	4/2	2/2		1/2			
	Après la crise				2/2	6/3	1/3		1/2			
	Rapatriés avant la crise				1/2	6/2	2/2			½		
	Après la crise	2/2			1/2	4/3	1/3				2/3	
Bugabira	Déplacés avant	2/2		4/2			4/2					
	Déplacés avant la crise			6/3			2/3					
	Après la crise	3/2		3/2	1/2		3/2					
	Rapatriés avant la crise				1/2		6/3				1/3	2/2
Giteranyi	Déplacés avant la crise	4/2		3/2			2/2			½		
	Après la crise			4/3			5/3			1/2		
	Rapatriés avant la crise	3/2		5/2			1/2			1/2		
	Après la crise			2/2			4/3				3/3	1/3

NB : Les dénominateurs des fractions montrent le mode d’acquisition (les formulaires d’enquête en annexe).

Bois+paille	1
Bois+tuiles	2
Bois+tôles	3
Briques à dobe+ paille	4
Briques à dobe+ tuiles	5
Briques à dobe+ tôles	6
Briques cuites+ paille	7
Briques cuites+ tuiles	8
Briques cuites+ tôles	9

Comme le montre ce tableau, il y a une nette différence entre la période d'avant et d'après la crise, voire le mode d'acquisition des maisons. Ainsi, avant la crise, chaque ménage s'organise pour se construire une maison soit par les finances familiales ou soit par les efforts de certains des membres de la famille avec une contribution de 100%. Quant à la période post crise, environ 80% des maisons sont faites par l'action des humanitaires pour les déplacés et environ 73% pour les rapatriés.

III.3.1.2.1. Situation de l'habitat dans la commune Kiremba

La commune Kiremba est l'une des communes de la province Ngozi qui a subi les effets de la crise de 1993. Comme incidence de la crise sur l'habitat, plusieurs maisons ont été détruites et l'état de la reconstruction est loin d'être suffisante compte tenu du nombre des maisons détruites qui s'élèvent à 2019 maisons éparpillées dans la commune. Selon le rapport communal 2005, seules 50 maisons ont été reconstruites par le HCR. Cette situation s'explique par des contraintes comme le manque de crédits en faveur des producteurs de matériaux locaux de construction, l'absence de circuit de commercialisation de produit à base de terre cuite étant donné que la majeur partie des maisons visitées sont faites dans les matériaux locaux à base du sol ou d'argile respectivement les briques à dobe et les tuiles et rarement les briques cuites.

De la part des déplacés avant la crise, sur dix ménages enquêtés, toutes les maisons sont faites en matériaux locaux à part seulement 20% d'entre elles dont la toiture est constituée des tôles. Sinon, 40% de ces maisons sont faites en briques à dobes avec comme toiture en tuiles, 20% en briques à dobe avec des pailles, 10% en bois avec pailles et 10% en briques cuites avec tuiles et cela émane des efforts ou finances familiaux.

Après la crise par contre, 70% des ménages enquêtés proviennent de l'action des humanitaires ou ONGs. Toutes ces maisons sont construites en briques à dobe avec une toiture en tuiles. Seules 30% des maisons, dont 20% sont faites en briques à dobe avec pailles et 10% restantes en briques cuites avec tuiles, sont issues des efforts ou finances des familles.

Tableau n°24 : Situation de l'habitat chez les déplacés enquêtés dans la commune Kiremba

Pourcentage Matériaux	Avant la crise	Après la crise

Maison en	Bois	10	0
	Briques à daube	80	90
	Briques cuites	10	10
	Shiting	0	0
Toitures en	Pailles	30	20
	Tuiles	50	70
	Tôles	20	10
	Shiting	0	0
Mode d'acquisition : efforts / finances familiaux		100	30
Action des humanitaires		0	70

Les proportions ci-dessus montrent d'une part la rareté du bois dans cette contrée et d'autre part l'usage multiple du bois qui fait que le bois de construction manque. L'usage des briques à dobe est motivé par sa simplicité dans la construction et moins en d'autres matériaux que nécessite la construction en bois.

La situation est inverse en ce qui concerne le mode d'acquisition de ces maisons. Avant la crise, la totalité des constructions émanent des efforts ou finances des ménages. Après la crise par contre, la majorité des maisons sont issues de l'action des humanitaires ou des ONG's dans les proportions de 70% contre 30% issues des efforts et ou finances familiales.

Cette situation montre l'effet de la crise à l'endroit des déplacés qui, au début de la crise, ont manqué d'abri jusqu'à l'intervention de ces humanitaires. Ceci va plus loin si on considère la distance existant entre leurs collines d'origine et le site avec toutes les conséquences y relatives qui seront montrées dans les sous points qui vont suivre.

Les rapatriés quant à eux, leur situation est similaire à celle des déplacés si on tient compte des matériaux utilisés et le mode d'acquisition avant la crise. Après la crise, les rapatriés organisés bénéficient des avantages du HCR qui vont jusqu'à la construction des maisons et autres assistances en attendant la première récolte. Les rapatriés inorganisés par contre vivent dans des conditions très difficiles comme le manque d'abri, d'aliments et autres biens sociaux. Ils vivent dans des maisons très précaires en sheetings ou en pailles. Le tableau suivant montre les différentes proportions.

Tableau n° 25 : Situation de l'habitat dans chez les rapatriés enquêtés dans la commune Kiremba

Période		Avant la crise	Après la crise
Maison en	Bois	0	20
	Briques à daube	90	60
	Briques cuites	10	0
	Sheeting	0	20
Toitures en	Pailles	10	30
	Tuiles	60	40
	Tôles	30	10
	Sheeting	0	20
Mode d'acquisition : efforts / finances familiaux		100	30

Action des humanitaires		0	70

Source : Auteur.

Du point de vue matériaux de construction, une grande différence est remarquable sur les maisons en bois et / ou sheeiting avec comme toiture en pailles ou en sheeting. Pour les rapatriés non organisés qui viennent par leur propre volonté, ils ne bénéficient aucun privilège de HCR y compris le kit. Arrivés aux villages, ils se débrouillent seuls que ce soit pour se construire de maisons ou exploiter leurs champs. Sinon, avant la crise, aucune maison en bois ou en sheeting n'est enregistrée.

Du point de vue mode d'acquisition, une grande différence se remarque avant et après la crise. Toutes les maisons sont construites grâces aux finances ou efforts des ménages avant la crise alors qu'après la crise, 70% des maisons enquêtées sont des dons des humanitaires ou des ONG's.

Du point de vue toiture, l'effet de la crise est manifestement justifié par les toitures en pailles et l'usage des sheetings qui totalise ensemble 50%. Avant la crise par contre, 90% des ménages enquêtés sont d'une toiture améliorée c'est-à-dire en tuiles ou en tôles. Après la crise, c'est seulement 50%, ce qui fait manifester l'impact de la crise sur les sinistrés en général.

Une appréciation générale montre que la situation des rapatriés avant la crise est similaire à celle des déplacés. Cela étant, toutes les constructions proviennent des efforts ou finances des ménages avec des proportions presque égales en ce qui concerne les matériaux utilisés.

Dès retour de l'exile, d'une manière générale, les rapatriés « organisés » jouissent des conditions relativement bonnes de retour. Le défi consiste à installer tous les rapatriés soit dans leurs anciennes propriétés selon trois possibilités :

- réinstaller définitivement les sinistrés sur les sites en villages pour ceux qui ne peuvent ou ne veulent plus retourner chez eux,
- réinstaller provisoirement les sinistrés sur des sites proches de leurs anciennes propriétés,
- réinstaller définitivement les rapatriés sur leurs anciennes propriétés.

En attendant d'accéder à son droit de propriété, les rapatriés comme les déplacés ont besoin d'être installés convenablement dans un site de transit bien aménagé.

Quant aux accessoires, la situation est telle que sur 20 ménages enquêtés, avant la crise, 5% des ménages disposaient de chèvreries avec comme mode d'acquisition « achat », 15% des ménages disposaient de poulaillers issu des finances familiales, 5% disposaient de compostières établies grâce aux efforts physiques, 75% des ménages avaient des enclos établis grâce aux efforts physiques du ménage à part 5% d'enclos établis grâce aux finances du ménage et enfin 50% des ménages disposaient des cuisines construites majoritairement grâce aux efforts physiques des ménages exception faite seulement sur 10% construites grâce aux finances familiales.

Avec la crise, la situation s'est beaucoup détériorée. Un seul ménage disposait une étable, sinon avant la crise, les vaches dormaient à la belle étoile. Trois ménages disposaient d'enclos tous établis grâce aux efforts physiques et 14 ménages disposaient des cuisines dont 15% d'entre elles établies grâce aux finances, 5% comme un don.

III.3.1.2.2. Situation de l'habitant dans la commune de Bugabira

Avant la crise de 1993, le taux de maisons à toiture améliorée était d'environ 45%. Le taux de croissance annuelle dans le secteur de l'habitat était de 3,3% et il fallait doubler pour atteindre l'objectif d'un habitat décent pour tous à l'horizon 2000 que le gouvernement s'était fixé de 1989 à 2000.

Les effets de la crise sur l'habitat rural furent des plus dramatiques. En effet, plus de 32.000 maisons ont été détruites dans la seule province de Kirundo dont 12.000 dans la commune de Bugabira. Les populations ont dû se regrouper dans des camps des déplacés, tandis que d'autres ont fui le pays et vivant dans des camps des réfugiés dans les pays voisins, surtout en Tanzanie et au Rwanda (Planification, 2003).

La réinstallation et la réinsertion des sinistrés est une opération qui interpelle l'intervention de plusieurs acteurs : ONG's, Gouvernement, Société civile et autres. Une concertation de tous les intervenants dans ce domaine s'impose. Dans le contexte actuel de grave crise économique que traverse le pays, les humanitaires et ONG's doivent jouer le rôle de locomotive.

Comme pour la commune Kiremba, la situation des déplacés de la commune Bugabira diffère suivant qu'on est avant ou après la crise. Les matériaux de construction sont les même avant et après la crise et sont faits principalement du bois à raison de 60% contre 40% de briques à dobe. Pour les toitures, 20% des maisons sont en pailles et font la différence entre les périodes d'avant et après la crise. Les toitures en tôles font une différence avec celles de la commune Kiremba. 80% des ménages enquêtés avant la crise étaient d'une toiture en tôles contre 100% d'après la crise. Le tableau suivant montre l'état des lieux de l'habitat des déplacés :

Tableau n°26 : Situation de l'habitat chez les déplacés enquêtés dans la commune Bugabira

Matériaux		Avant la crise	Après la crise
Maison en	Bois	60	60
	Briques à daube	40	40
	Briques cuites	0	0
	Sheeting	0	0
Toitures	Pailles	20	0
	Tuiles	0	0
	Tôles	80	100
	Sheeting	0	0
Mode d'acquisition : efforts /		100	20

finances familiaux			
Action des humanitaires		0	80

Avant la crise, chaque ménage se prend en charge que ce soit dans l'achat des matériaux de construction ou autres frais y relatifs. Pour 80% des ménages enquêtés, les maisons sont construites grâce aux actions des humanitaires ou ONG's contre 20% construites grâce aux efforts et / ou finances des ménages. Sinon, avant la crise 100% des maisons sont faites grâce aux efforts et / ou finances des familles.

Quant aux accessoires, tous les ménages enquêtés, avant la crise, disposaient des enclos et des cuisines. Aucun ménage ne disposait d'étables ou chèvreries. Les vaches dormaient à la belle étoile et les chèvres quant à elles dormaient dans les cuisines. Pas de greniers, pas de compostières, les déjections sont entassées dans les jardins de case ainsi que les restes de cuisine ou de récolte. Ceci montre la non - amélioration des champs par la simple raison que les fertilisants ne sont pas bien gardés et protégés.

Quant aux rapatriés, une différence se remarque entre la situation d'avant et d'après la crise en ce qui concerne les matériaux utilisés dans la construction. Ainsi, avant la crise, les maisons en bois sont de l'ordre de 60% comme pour les déplacés, contre seulement 20% d'après la crise. Cette même différence s'observe aussi sur les maisons en briques à dobes qui sont de l'ordre de 40% avant la crise contre 70% après la crise. Une anomalie se remarque après la crise pour une maison faite en sheeiting.

Pour les toitures, une autre différence s'observe surtout sur des toitures en paille et en sheeting. Avant la crise, des toitures en paille sont de l'ordre de 40% contre 10% d'après la crise. Les toitures en sheeting sont quasiment inexistantes avant la crise alors qu'elles sont de 30% après la crise. Cette situation montre le retard des humanitaires en ce qui concerne les fournitures en tôles. Pour les rapatriés facilités, dès leur retour, sont demandés d'ériger seulement les murs et la charpente et que les tôles seront données par des humanitaires. En cas de retard, ils se contentent du sheeting donné par le HCR le jour où ils quittent les camps de refuge en Tanzanie. Corollairement, cette situation arrive souvent chez les rapatriés non organisés qui quittent les camps sans accord du HCR.

Quant au mode d'acquisition, c'est similaire à celui des déplacés par le fait qu'avant la crise, 100% des maisons pour les ménages enquêtés provenaient des efforts ou finances des familles contre 30% d'après la crise. Sinon, 70% des maisons, après la crise, provenaient de l'action des humanitaires ou ONG's. Le tableau suivant montre les différentes proportions :

Tableau n°27 : Situation de l'habitat chez les rapatriés enquêtés dans la commune Bugabira

Matériaux / mode d'acquisition		Avant la crise	Après la crise
Maison en	Bois	60	20
	Briques à daube	40	70
	Briques cuites	0	0
	Sheeting	0	10
Toitures	Pailles	40	10
	Tuiles	0	0
	Tôles	60	60
	Sheeting	0	30
Mode d'acquisition : efforts / finances familiaux		100	30
Action des humanitaires			70

Une comparaison entre ces deux groupes de vulnérables montre que les déplacés se sont depuis longtemps installés et leurs camps se sont transformés en camps - villages avec création des jardins de case. Sinon, les rapatriés éprouvent d'énormes besoins en matière de réinstallation et de réinsertion. Ils ont fortement besoin d'un soutien pour exploiter leurs propriétés surtout pour se construire des maisons.

III. 3.1.2.3. Situation de l'habitat dans la commune de Giteranyi.

Avant la crise de 1993, le taux des maisons à toiture améliorée était d'environ 45%. Le taux de croissance annuel comme dans toutes les communes du pays était de 3,3% dans le secteur de l'habitat. Il faut donc fournir beaucoup d'efforts pour arriver à l'objectif d'un habitat meilleur pour tous à l'horizon 2000 que le Gouvernement s'était fixé. Ce programme a été profondément affecté par les durs moments de 1993 voire la totalité des maisons détruites ou endommagées.

Dans la province de Muyinga, la destruction de l'habitat rural consécutif à la crise ont été très importantes. Environs 9.049 maisons ont été détruites dont 2.787 maisons dans la commune Giteranyi. Sur les 2.787 maisons, seulement 1.602 ont été reconstruites alors que les demandeurs s'élevaient à un nombre de 5.000 (administration locale). Parmi les demandeurs, il y a toutes les catégories de vulnérables dont les rapatriés, les déplacés, les indigents, les veufs/veuves et autres. En peu de mots, la commune de Giteranyi est la plus durement touchée par la crise après la commune Buhinyuza de la même province.

La situation de l'habitant pour les déplacés de cette commune est relativement similaire avec celle des déplacés de la commune Bugabira. La majorité des maisons construites avant la crise, pour les ménages enquêtés, était en briques à dobe à raison de 70% contre 40% d'après la crise. Les maisons en briques à dobe étaient de l'ordre de 20% contre 50% après la crise. Cette similarité trouve justification aussi pour les toitures. 40% des maisons étaient d'une toiture en pailles et 60% en tôles

avant la crise alors que 100% des ménages enquêtés sont d'une toiture améliorée donc en tôle. Le tableau suivant montre les différentes proportions ainsi que le mode d'acquisition :

Tableau n°28 : Situation de l'habitat chez les déplacés enquêtés dans la commune Giteranyi.

Matériaux / mode d'acquisition		Avant la crise	Après la crise
Maison en	Bois	70	40
	Briques à daube	20	50
	Briques cuites	10	10
	Sheeting	0	0
Toitures	Pailles	40	0
	Tuiles	0	0
	Tôles	60	100
	Sheeting	0	0
Mode d'acquisition : efforts / finances familiaux		100	10
Action des humanitaires		0	90

Comme le montre le tableau, le mode d'acquisition n'est pas particulier, c'est similaire aux autres modes ci-haut interpellés. La période d'avant la crise est caractérisée par la prise en charge des ménages en matière de construction à raison de 100% pour les cas étudiés. La situation s'inverse après la crise où 90% des maisons, pour les ménages enquêtés, proviennent de l'action des humanitaires ou ONG's.

Pour les rapatriés, la période d'avant la crise est similaire à celle des déplacés mais les périodes d'après la crise pour ces deux groupes sont notamment différentes. Cette nuance trouve justification sur les maisons en sheeting surtout.

Les maisons en bois restent dominantes avant la crise à raison de 70% contre 40% d'après la crise ; les maisons en briques à dobe dominent après la crise dans les proportions de 50% contre 20% d'avant la crise. Une justification peut être la rareté des bois de construction, l'usage multiple des bois ou la facile manipulation des briques à dobe ou cuites pendant le processus de construction.

Quant aux toitures, les tuiles sont totalement absentes et les tôles restent dominantes avant la crise. Les proportions diffèrent significativement. Ainsi, 100% des ménages visités ont des toitures en tôles après la crise alors qu'ils étaient de 60% avant la crise. Une autre différence très remarquable réside dans le mode d'acquisition. Ceci s'explique par les proportions qui vont de 100% pour les maisons issues des efforts et / ou finances des familles avant la crise contre 90% qui proviennent de l'action des bienfaiteurs ou ONG's après la crise. Seulement 10% émane des efforts et ou finances des ménages après la crise. Le tableau suivant montre l'étant des lieux dans l'habitat dans les ménages des déplacés et des rapatriés enquêtés dans la commune Giteranyi.

Tableau n°29 : Situation de l'habitat chez les rapatriés enquêtés dans la Commune Giteranyi

Matériaux / mode d'acquisition		Avant la crise	Après la crise
Maison en	Bois	80	20
	Briques à daube	10	50
	Briques cuites	10	0
	Sheeting	0	30
Toitures	Pailles	30	0
	Tuiles	0	0
	Tôles	70	60
	Sheeting	0	40
Mode d'acquisition : efforts / finances familiaux		100	20
Action des humanitaires		0	80

Source : Auteur.

On peut émettre une comparaison entre ces deux tendances à base des critères qu'on s'est fixé entre autres les matériaux, les toitures et le mode d'acquisition des maisons. Les pourcentages élevés des maisons en pailles avant la crise montrent une construction fondée sur la coutume. Les maisons en sheeting font différence entre les déplacés et les rapatriés en général et les rapatriés non facilités et le reste de sinistrés en particulier. Pour les déplacés, ils se sont longtemps installés et ont transformé leurs camps en camps - villages. Les rapatriés bénéficient en général des privilèges issus des humanitaires, du gouvernement ou autres bienfaiteurs dès leur retour au pays natal. Les rapatriés non facilités, par contre, éprouvent des conditions médiocres en matière de réinstallation et réinsertion dans les collines après avoir détruit leur maison dans les camps des réfugiés ; ce qui justifie le taux élevé des maisons ou toitures en sheeting.

III.3.2. Agriculture

Comme d'aucuns le savent, l'agriculture est la base de toute activité économique au Burundi. Elle occupe et nourrit à elle seule la quasi-totalité de la population. Ainsi, les obstacles à une bonne production agricole entraînent automatiquement des effets néfastes sur la production. Il faut citer ici les perturbations climatiques, les troubles liées à l'insécurité comme ça a été à partir des années 19993. L'agriculture est aussi un moteur de développement puisque son amélioration, avec surtout les fertilisants et les produits phytosanitaires, entraînent l'amélioration du revenu par tête, et par conséquent l'amélioration de la qualité de vie.

L'agriculture burundaise étant une agriculture de subsistance, la grande partie de la production vivrière est auto-consommée. La pression démographique élevée augmente aussi la part de la production qui est auto-consommée ce qui réduit en conséquence la production commerciale. La production alimentaire des communes enquêtées est surtout constituée de bananes, de haricots, de maïs, de manioc, de

patate douce, de pomme de terre dans une moindre mesure, de sorgho surtout en commune Bugabira et Giteranyi, d'arachide surtout dans Bugabira et Giteranyi et autres cultures locales comme les ignames, l'eleusine et le tabac. La culture de rente qui est principalement le café est secondé par le tournesol dans la commune de Bugabira. Les cultures maraîchères sont aussi localisées et s'expriment surtout en commune Kiremba. Les arbres fruitiers sont présents un peu partout mais sont moins appréciés en ce qui concerne le revenu et le mode de vie des ménages. Le tableau suivant montre en long et en large l'état des lieux des cultures dans les zones d'étude.

Tableau n°30 : Production moyenne des cultures dans les zones étudiées (Chaque fois c'est avant la crise et après la crise) : l'unité est en tonne.

Commune	Culture / Période	Haricot	Tabac	Maïs	Sorgho	Riz	Eleusine	P.pois	Manioc	P. de terre	Colocase	P.douce	Banane	Igname	Arachide	Culture maraîchère	Arbres fruitiers
Kiremba	Déplacés avant	2222	-	178	733	-	46	-	4000	389	7500	1055	700	-	88	120	30
	Moyenne	222,2	-	17,8	73,3	-	4,6	-	400	38,9	750	105,5	70	-	8,8	12	3
	Après	889	-	910	389	720	-	-	1220	467	-	8440	710	-	172	100	90
	Moyenne	88,9	-	91	38,9	72	-	-	122	46,7	-	844	71	-	17,2	10	10
	Rapatriés avant	1680	0	370	1040	150	0	0	4400	750	6530	2370	1040	0	87	210	48
	Moyenne	168	0	37	104	15	0	0	440	75	653	237	104	0	8,7	21	4,8
	Après	830	0	90	380	720	0	0	1300	150	60	5100	480	0	75	408	80
	Moyenne	83	0	9	38	72	0	0	130	15	6	510	48	0	7,5	40,8	8
Bugabira	Déplacés avant	4800	20	110	5800	0	0	0	3400	150	30	600	540	200	71	0	20
	Moyenne	480	2	11	580	0	0	0	340	15	3	60	54	20	7,1	0	2
	Après	2500	0	460	2800	0	0	0	800	40	0	1800	700	110	150	58	64
	Moyenne	250	0	46	280	0	0	0	80	4	0	180	70	11	15	5,8	6,4
	Rapatriés avant	4400	40	200	6400	0	0	0	4500	0	60	1250	210	0	117	49	37
	Moyenne	440	4	20	640	0	0	0	450	0	6	125	21	0	11,7	4,9	3,7
	Après	1780	50	970	3700	0	0	0	480	187	0	4250	320	50	37	230	69
	Moyenne	178	5	97	370	0	0	0	48	18,7	0	425	32	5	3,7	23	6,9
Giteranyi	Déplacés avant	5100	90	139	7200	0	10	0	3700	0	4750	1680	670	0	130	70	45
	Moyenne	510	9	13,9	720	0	1	0	370	0	475	168	67	0	13	7	4,5
	Après	3700	108	280	5900	0	42	0	1310	0	4200	2600	570	80	97	132	67
	Moyenne	370	10,8	28	590	0	4,2	0	131	0	420	260	57	8	9,7	13,2	6,7
	Rapatriés avant	6200	310	140	6100	0	0	0	5200	200	780	2800	430	0	97	0	33
	Moyenne	620	31	14	610	0	0	0	520	20	78	280	43	0	9,7	0	3,3
	Après	2100	100	570	3600	800	58	0	1750	0	2500	3200	450	0	60	150	70
	Moyenne	210	10	57	360	80	5,8	0	175	0	250	320	45	0	6	15	7

Le tableau ci-dessus est établi sur base des productions estimatoires que nous ont donné les enquêtés telle que le précise notre questionnaire d'enquête en son II^{ème} point qui montre la description de l'exploitation ainsi que les productions récoltées avant et après la crise. Ainsi nous avons fait une sommation des productions estimées par groupe de sinistre (déplacés/sinistrés et commune/commune) et nous avons fait une moyenne pour pouvoir dégager une comparaison selon la période dans laquelle on se trouve. C'est le même cas pour les biens sociaux, la situation de l'éducation (en rapport avec la distance parcourue avant et après la crise), l'état des matériels agricole, la situation des propriétés et leur mode d'acquisition, l'état de l'élevage et les revenus des ménages dans les zones enquêtées

III.3.2.1. Pratique culturale de la commune Kiremba.

Elle est du type traditionnel et est assurée essentiellement par des paysans selon les méthodes traditionnelles. Non améliorée et caractérisée par l'emblavement de petites superficies pour la majorité de la population, les déplacés comme les rapatriés subissent de lourds fardeaux en matière de production agricole. La situation d'avant et d'après la crise corollaire bien deux à deux pour les deux groupes de vulnérables, à part le riz et l'éleusine qui font la différence. Quelques ménages des déplacés pratiquaient le riz avant la crise et prennent fin à cette période et quelques ménages des rapatriés enquêtés faisaient le riz avant et après la crise ; ce qui n'est pas le cas pour les déplacés même après la crise. Ceci peut être justifié par le fait que le camp de déplacés est situé loin des bas-fonds, endroit apte à la culture du riz. Pour le reste des cultures, il y a une similarité en ce qui concerne la production sauf pour la pomme de terre, les patates douces, les cultures maraîchères et les bananes où la production pour les déplacés avant la crise est la moitié de celle des rapatriés.

Une différenciation se remarque entre les périodes d'avant et d'après la crise. Pour presque toutes les cultures, les produits agricoles diminuent de plus de la moitié sauf l'exception faite pour le maïs, qui, au lieu de diminuer, augmente ; la patate douce elle aussi augmente de huit fois et les arbres fruitiers augmentent de trois fois aussi la pomme de terre.

Par l'ordre de priorité vient la banane, le haricot, le riz, la patate douce, le manioc, le maïs, le sorgho, la pomme de terre, l'arachide, les cultures maraîchères surtout pour les rapatriés et les arbres fruitiers. Les autres cultures sont sous formes de traces. Il s'agit de l'éleusine, tabac, igname et colocase qui étaient jadis, très prolifère au même titre que le bananier, le riz ou le haricot.

En peu de mots, il y a une réduction progressive de la production ; ce qui montre d'une part, les effets néfastes de la guerre et d'autre part une dégradation progressive des propriétés. Une autre raison liée à la diminution de la production peut être fondée sur la coutume ou l'habitude alimentaire qui encourage certaines cultures et désactivent d'autres.

III.3.2.2. Pratique culturale de la commune de Bugabira.

Qualifiée du grenier du pays dans le temps, la province Kirundo en général et la commune Bugabira en particulier subissent d'une baisse progressive de la production agricole. L'agriculture occupe la majorité de la population qui se donne principalement à la production des cultures vivrières et industrielles (le café et le tournesol) et à moindre mesure aux cultures maraîchères surtout dans la vallée de la Kanyaru et aux arbres fruitiers.

Avant la crise, la commune Bugabira est caractérisée par une grande production pour diverses cultures comme le haricot, le sorgho, le manioc, la patate douce, l'arachide et le maïs. Le présent constat est valable pour les deux groupes cibles c'est-à-dire les déplacés et les rapatriés. Avec la crise, les choses se sont inversées et le constat est qu'il y a une diminution accentuée voire une moitié ou plus. A part le maïs et la patate douce qui gardent leur production croissante, les autres cultures subissent le sort ci-haut mentionné à l'exception de colocase, qui, après la crise, a complètement disparu.

La production agricole qui diminue d'année en année doit être considérée comme une anomalie qu'on peut régler ou prévoir. Ce phénomène peut être une conséquence de la guerre et des conditions climatiques inadéquates mais aussi peut être dû au non-usage des fertilisants et au manque d'encadrement.

Mon appréciation pointe du doigt les mauvaises conditions climatiques, le manque d'encadrement et le non-usage des fertilisants. Quant aux conséquences de la crise, ce n'est fondée qu'aux rapatriés seulement par le fait que la crise a secoué la commune Bugabira pendant les premiers moments et s'est vite terminée et la commune a retrouvé le calme en 1994-1995. Mais pour les rapatriés qui regagnent le pays dans ces dernières années, ils trouvent leurs biens détruits y compris les maisons. Ils sont donc obligés de recommencer le processus de reconstruction et d'exploitation des champs. Une fois que c'est un rapatrié « non facilité » il doit tout faire avec sa famille sans interventions des humanitaires reconnues dans ce processus. Toutefois, il peut bénéficier d'un appui des autorités locales ou des voisins mais à un niveau inférieur du seuil de la réinstallation et réinsertion reconnue.

Pour les conditions climatiques inadéquates, c'est bien clair et évident étant donné que la commune Bugabira se trouve dans son entièreté dans la région naturelle de Bugesera caractérisée par des périodes cycliques de sécheresse. Comme c'est dans une dépression, les perturbations climatiques qui s'expliquent par l'irrégularité des pluies pèse directement sur la production. Le manque d'encadrement va de pair avec le non-usage des fertilisants. Ceci dit que ce sont ces encadreurs qui influenceraient la fertilisation des propriétés (champs) et par conséquent l'augmentation de la production. Ni t'était cette irrégularité des pluies qui n'est pas prévisible, la production agricole serait facile à augmenter par une combinaison linéaire simple de ces facteurs ci-haut cités. On pourrait aussi évoquer les longues distances que font les déplacés pour arriver à leurs champs .Les vols, surtout nocturne, dans les champs n'encouragent en rien ces déplacés en ce qui est de l'amélioration de l'exploitation.

Par ordre de priorité, dans les ménages enquêtés, le haricot vient en première position, puis la banane, le sorgho, la patate douce, le maïs, le manioc, l'arachide, les cultures maraîchères et les arbres fruitiers. D'autres cultures sont sous forme de trace, il s'agit de colocase, d'ignames et de tabac.

III.3.2.3. Pratique culturale de la commune Giteranyi

Comme pour la commune Bugabira, la commune Giteranyi se situe dans la dépression mais s'étend dans les régions naturelles de Bugesera et Bweru. Cette dépression fait face à des périodes cycliques de sécheresse comme le cas de Bugabira. La production agricole est similaire à celle de la commune Bugabira pour certaines cultures comme le haricot, le sorgho, le maïs, le manioc, la patate douce et l'arachide. Une différence par contre s'observe sur le riz, la colocase et le tabac qui font partie des cultures industrielles dans cette commune.

Le système de production agricole n'est pas différent de celui des autres communes du pays par le fait qu'il repose sur une exploitation familiale des petits champs alors que la commune Giteranyi est la plus vaste de la province et la moins peuplée. Ceci dit qu'il y a encore une chance de trouver de propriétés fertiles moins exigeantes en fertilisant et par conséquent augmenter la production. Avant la crise, les productions sont de loin supérieures à celles d'après la crise. L'exception est faite seulement pour le maïs, le riz, l'éleusine et le tabac qui au lieu de diminuer leurs productions augmentent. Une justification à cela peut être l'habitude alimentaire qui, avant la crise, se bornait au régime alimentaire lié à la coutume et par conséquent ces cultures ne sont préférées mais qu'au fur et à mesure du déroulement de la crise. Suite aux diverses maladies et autres agresseurs de plantes, certaines cultures sont soit abandonnées ou détruites. Ce phénomène a provoqué une compensation entre cultures. A titre exemplatif, le manioc, la pomme de terre et le sorgho ont provoqué la relance sans précédent du maïs, de la colocase, de la patate douce et du riz pour certains ménages enquêtés.

Comme pour la commune Bugabira encore, la diminution de la production n'est pas sans justification. Cette dénivellation est la conséquence soit de la crise, de manque d'encadrement ou d'usage rare des fertilisants si pas inexistants. Comme l'on a vu dans le deuxième chapitre de la première partie, la crise a provoqué le déplacement de la population à l'intérieur du pays regroupée en camps de déplacés et à l'extérieur du pays, dans les pays limitrophes, en camps de réfugiés. Ces déplacements ont provoqué un déséquilibre lié à l'exploitation des champs. Certains champs deviennent quasiment inexploités surtout ceux appartenant aux réfugiés tandis que d'autres sont mal exploités à cause de la distance qui les sépare à ces propriétaires vivant dans les camps de déplacés. Cette situation a provoqué soit une disparition complète de certaines cultures comme le cas de pomme de terre.

Les autres facteurs comme les maladies et autres agresseurs des cultures, l'irrégularité climatique et le manque d'encadrement ne sont pas oubliés. Ils influent de part et d'autre de cette diminution. Pour le cas des maladies par exemple, il y a le manioc qui a fortement chuté à cause de la mosaïque du manioc, ainsi que les Taro. Etant dans la dépression, l'irrégularité climatique peut rendre à néant toute une saison ce qui diminuerait largement la production.

Le manque d'encadrement quant à lui s'explique par le non-usage d'engrais chimiques ou d'engrais verts et par conséquent une diminution de la production.

III.3.3. Situation de bien-être dans les zones enquêtées.

Ce sous point montre le niveau de bien-être de la zone d'enquête en général et des ménages enquêtés en particulier. Cette situation est appréciée en terme de distance pour accéder aux services sociaux entre autre l'eau potable, les centres de santé et aux gros de leurs propriétés. La distance est exprimée en kilomètre (km) comme le montre le tableau suivant et ce n'est qu'une moyenne pour les ménages visités (Ce ne sont que des moyennes conformément aux données récoltées).

Tableau n° 31: Etat des biens sociaux dans les zones enquêtées.

Commune	Service social / Période	Eau potable	Ecart	Centre de santé	Ecart	Gros de propriété	Ecart
Kiremba	Déplacé avant	2	1-4	5,7	2-9	0	0-0
	Après	2,3	1-4	7,8	6-9	3,1	4-6
	Rapatriés avant	1,4	1-2	6,3	2-13	0	-
	Après	1,6	1-3	6,2	2-13	0,7	1-3
	Moyenne						
Bugabira	Déplacé avant	2	0-4	6	5-7	0	-
	Après	7	6-10	3	2-5	3	2-5
	Rapatriés avant	3	1-4	6	5-8	0	-
	Après	6	4-7	5	4-7	0	-
	Moyenne						
Giteranyi	Déplacé avant	3	2-6	4	3-5	0	-
	Après	1	1-2	0,5	1-2	3	2-5
	Rapatriés avant	3	2-6	4	3-5	0	-
	Après	2	2-4	4	3-5	0	-
	Moyenne						

La philosophie du MRRDR en matière de réinsertion est de rendre celle-ci viable et durable. Il s'agit de permettre aux personnes sinistrées d'accéder aux services sociaux de base et de se prendre en charge progressivement. Les activités du MRRDR consistent dans la construction / reconstruction des écoles, de centres de santé, d'adduction d'eau et d'assainissement. La prise en charge des personnes sinistrées est promue à travers l'encadrement des activités génératrices de revenus.

C'est ainsi qu'en collaboration avec le HCR et le PNUD, à travers le projet d'appui aux communautés vulnérables (PCAC), le MRRDR a contribué à la construction / reconstruction de plus de 60 écoles primaires : 20 écoles primaires, 20 collèges communaux, 4 lycées, une dizaine de centre de santé, environ 300 km d'adduction d'eau potable, 300 bornes fontaines, 145 sources et à la réalisation d'une quarantaine de microprojets générateurs de revenus (MRRDR, 2002).

III.3.3.1. Commune Kiremba

Que ce soit pour les rapatriés ou pour les déplacés, l'eau potable est plus ou moins proche des utilisateurs dans la commune Kiremba. Avec une moyenne d'environ 1,6 km distant les ménages et les sources d'eau, les ménages enquêtés ne sentent pas de menaces en ce qui concerne l'approvisionnement en eau potable. Les écarts de distances entre les sources les plus proches et celles les plus éloignées sont de l'ordre de 1 à 4 km.

Pour les soins de santé, les ménages enquêtés souffrent énormément de distances qui les séparent des centres de santé et de l'hôpital de Kiremba. Pour les ménages enquêtés, c'est difficile voire impossible de transporter un patient à l'hôpital ou au centre de santé en cas d'urgence ou d'accident étant donné que cette distance est d'environ 6,5 km. Ce long trajet qui demande à peu près une heure et demie (1 h 30) de marche constitue un défi majeur pour accéder aux soins médicaux et au bon moment. Au cas où le transport n'est pas assuré, la victime peut succomber d'une mort inopinée due au manque de moyen ou d'assistance étant donné que l'écart de distance est de l'ordre de 2 à 13 km.

Quant aux propriétés, le problème est posé surtout aux déplacés qui ont quitté leurs anciennes propriétés à cause de la crise à une distance d'environ 3,1 km en moyenne. L'écart varie de 4 à 6 km. Les rapatriés ne présentent aucune menace de distance par le fait que cette distance est de l'ordre de 0,7 km en moyenne.

III.3.3.2. Commune Bugabira

La commune Bugabira éprouve d'énormes besoins en eau potable. Ainsi, à part quelques pompes à eau aménagées au bord des lacs et des bas-fonds, les ménages en général et ceux enquêtés en particulier se contentent des eaux de lacs ou de rivières. Avant la crise, que ce soit pour les rapatriés et les déplacés, les conditions d'obtention de l'eau ménagère étaient les mêmes avec une moyenne de 2,5 km.

Après la crise, pour les deux groupes ciblés, l'obtention de l'eau devient un casse-tête sur une distance d'environ 6,5 km. Des écarts importants s'observent après la crise où ils varient de 4 à 7 km pour les rapatriés et de 6 à 10 km pour les déplacés. La question de l'eau dans la commune Bugabira reste épineuse mais des efforts sont entrain d'être menés pour juguler définitivement à ce phénomène.

Avant la crise, pour les deux groupes enquêtés, les centres de santé sont trop éloignés voir les appréciations des enquêtés. Distant de 6 km, c'est difficile d'y arriver étant donné que les moyens de transport n'étaient pas bien assurés. Les déplacés enquêtés sont un peu soulagés après la crise par le fait que la distance moyenne est de 3 km en moyenne avec un écart allant de 2 à 5 km. Sinon avant la crise cet écart était varié de 5 à 7 km. Pour les rapatriés contactés, rien ne va pour la simple raison que la distance moyenne qui était de 6 km avec un écart allant de 5 à 8 km diminué de 1 km. Donc avec une distance moyenne de 5 km avec un écart de 4 à 7 km c'est difficile d'aller se faire soigner en cas d'urgence ou en cas d'un patient gravement malade surtout que ce trajet nécessite une heure de marche.

Quant aux propriétés, le problème est seulement posé chez les déplacés par le fait que la crise les a obligé de quitter le gros des propriétés pour aller se regrouper dans les camps de déplacés. Avec une distance de 3 km en moyenne et un écart de 2 à 5 km, le trajet effectué chaque matin et celui de retour affaiblit beaucoup les agriculteurs. Un autre problème qui hante ces déplacés est les vols de nuit dans les champs, ce qui peut même être à l'origine d'un manque de confiance de la population laissée au village.

III.3.3.3. Commune Giteranyi

A part le lac Rweru, la commune Giteranyi n'est pas fortement immergée dans l'eau à part quelques rivières de moindre importance. Différente de celle de la commune Bugabira, la disponibilité en eau potable, dans la commune Giteranyi, est plus ou moins potentielle voire la distance moyenne de 3 km avec des écarts allant de 2 à 6 km avant la crise. Après la crise, l'approvisionnement en eau potable est meilleur comparativement à la situation d'avant-guerre. Pour les déplacés, la distance est de 1 km avec un écart de 1 à 2 km tandis que pour les rapatriés, cette distance moyenne est de 2 km avec un écart de 2 à 4 km. Les déplacés ont plus des facilités par le fait que les fontaines d'eau sont installées tout près du camp – village et les rapatriés enquêtés avoisinent cette région.

Pour le moment, à part les déplacés qui sont tout près du centre de santé à environ 0,5 km avec un écart de 1 à 2 km, la situation est nettement différente à celle des rapatriés avant et après la crise et à celle des déplacés avant la crise. En moyenne, c'est à 4 km des ménages jusqu'au centre de santé avec un écart de 3 à 5 km. Là aussi, comme pour la commune Bugabira, le trajet exige environ une heure de marche. Il faut se rendre compte de l'état d'un malade effectuant ce trajet en cas d'urgence. Il y a moyen de succomber pour une maladie facilement guérissable faute de secours immédiat surtout lors du transport sur la palaquin.

Le gros de propriétés restent très proche des ménages pour la majorité des enquêtés à part les déplacés qui doivent marcher au moins 3 km en moyenne avec un écart allant de 2 à 5 km. Ce paramètre provoque une lenteur dans l'exploitation du champ. En effet, c'est difficile de transporter du fumier ou autres fertilisants à une distance qui demande à peu près 40 min de marche. Une conséquence à cela, c'est la diminution progressive de la production agricole.

III. 3.4. La scolarité

« Si vous faites des projets pour un an, plantez une graine. Si vous le faites pour dix ans, plantez un arbre. Et, si vous le faites pour cent ans, instruisez le peuple. Car, quand vous plantez une graine une fois, vous obtenez une seule et unique récolte. Quand vous instruisez les gens, vous en obtenez cent (K'UNG-TZU, 1991) ».

En effet, l'enseignement est un domaine qui doit être soutenu dans tous les sens compte tenu de son fruit. Avec la création des entités administratives communales, l'éducation a été placée parmi les priorités. Avant la crise, c'est-à-dire avant 1993, les écoles primaires étaient moins nombreuses, pires encore les écoles secondaires. Les collèges communaux qui, aujourd'hui poussent comme des champignons étaient quasiment inexistants avant la crise.

Le tableau suivant nous montre l'état des lieux de la scolarisation sur base de distance en km que les écoliers ou élèves font pour y arriver.

Tableau n°32 : Situation de l’éducation (toujours c’est avant la crise et après la crise).

Commune	Période		Ecole		Filles		Garçons		Total		Autres	
			Primaire	Secondaire	Primaire	Secondaire	Primaire	Secondaire	Primaire	Secondaire	Primaire	Secondaire
Kirundo	Déplacés	Avant	1,7	5,4	18	2	15	3	23	24	2	0
		Après	1,3	7,2								
	Rapatriés	Avant	1,36	5,8	12	5	14	2	18	17	4	0
		Après	1,46	5,8								
	Total				30	7	29	5	41	41	6	0
Bugabira	Déplacés	Avant	2,5	10	12	3	15	4	20	20	0	0
		Après	1	6								
	Rapatriés	Avant	2,5	10	10	1	12	2	21	22	0	0
		Après	2,5	2								
	Total				22	4	27	6	41	42	0	0
Giteranyi	Déplacés	Avant	2,7	10	11	3	14	4	22	23	1	0
		Après	0,3	0,3								
	Rapatriés	Avant	2,6	10	7	1	10	2	26	19	0	0
		Après	2,6	2,5								
	Total				18	4	24	6	48	42	1	0
Grand tatal					70	15	80	17	110	105	7	0

Le tableau ci-dessus montre le trajet qu'effectuent les élèves et écoliers pour quitter la maison et arriver à l'école. Le constat pour toutes les zones enquêtées est presque similaire. Ainsi pour les écoliers, ce trajet va de 0,3 km à 2,6 km ; ce qui prend environ 5 à 25 minutes. Donc que ce soit pour la commune Kiremba, la commune Bugabira et la commune Giteranyi, la situation montre une facilité pour tous les écoliers d'accéder à au moins une école proche. Une différence réside dans le taux de scolarisation entre communes et entre groupes enquêtés c'est-à-dire entre rapatriés et déplacés.

Les différentes zones d'étude présentent de pourcentages disproportionnés entre déplacés et rapatriés ou entre filles et garçons :

- pour la commune Kiremba, les proportions du primaire sont 75% pour les filles et 62,5% pour les garçons du côté des déplacés et 66% des filles contre 82% des garçons pour les rapatriés. Aucune anomalie en rapport avec le genre n'est signalée ;
- pour la commune Bugabira, nous avons 60% des filles contre 75% des garçons pour les déplacés et 48% des filles contre 54,5% des garçons pour les rapatriés. En ce point, il y a une différence entre déplacés et rapatriés et entre filles et garçons. Le taux de scolarisation chez les rapatriés est nettement inférieur à celui des déplacés. Une explication à cela serait que les rapatriés ne sont pas encore stables étant donné que la majorité a regagné son pays dans les années 2003-2005. Le taux de scolarisation élevé des garçons émane surtout de la coutume qui privilégie le sexe masculin ;
- pour la commune Giteranyi, nous avons 50% des filles contre 60% des garçons pour les déplacés et 27% des filles contre 52,5% des garçons pour les rapatriés. L'explication à cela ne diffère en rien à la situation de la commune Bugabira.

Les disparités entre les communes émanent du degré de sensibilisation et du développement d'une région. La commune Giteranyi est moins instruite comparée à ces deux autres puis suit Bugabira et enfin la commune Kiremba qui se classe première.

Pour les écoles secondaires, c'est inversement proportionnel à la situation qui règne au primaire. Il y a aussi des disparités entre les communes et entre les groupes ciblés (déplacés et rapatriés) :

- pour la commune Kiremba, nous avons 8% des filles contre 12,5% des garçons pour les déplacés et 27% des filles contre 11% de garçons. Ici, il y a un équilibre en ce qui est de la scolarisation des filles et garçons ;
- pour la commune Bugabira, nous avons 15% des filles contre 20% des garçons du côté des déplacés et 4% des filles contre 9% des garçons pour les rapatriés. L'explication est semblable à celle donnée pour l'école primaire où le taux de scolarisation des garçons dépasse de loin celui des filles. Nous remarquons aussi que le taux est plus élevé pour les déplacés. Tout simplement parce que ces derniers sont longtemps installés et que les rapatriés viennent de s'exiler très récemment c'est-à-dire 2004-2005 ;
- pour la commune Giteranyi, nous avons 30% des filles contre 40% des garçons chez les déplacés et 27% des filles contre 52,5% des garçons pour les rapatriés. Cette situation est semblable à celle de Bugabira.

Pour terminer, il y a lieu de signaler que dans les familles enquêtées figurent 7 filles toutes de l'école primaire qui ne sont que des adoptés dans les familles d'accueil. Aussi pour les 60 ménages visités, ils ont un total de 404 enfants c'est-à-dire en moyenne 6 à 7 enfants par ménage.

III.3.5. Aide alimentaire

Le conflit qui a déchiré le Burundi en 1993 a causé des destructions importantes à travers tout le pays. La persistance de la violence a entraîné des déplacements massifs de population et une détérioration significative de leur vie économique et sociale. Cette détérioration de la vie a provoqué une mendicité provenant de l'imputation des relations entre déplacés ou rapatriés et champs. Cette imputation a condamné les sinistrés de tourner les yeux vers les aides alimentaires. Dépourvu de tous les biens, les déplacés comme les rapatriés dans les camps de réfugiés ou de retour de l'exile bénéficient d'aide distribuée principalement par les humanitaires et ONG's avec l'appui du gouvernement qui assure surtout la coordination. Une particularité pour les réfugiés est qu'ils sont sous le contrôle du HCR.

L'aide alimentaire est une distribution des vivres, par le gouvernement, les humanitaires / ONG's ou qui qu'il soit, aux vulnérables qui en éprouvent les besoins. Pour le cas qui nous concerne, les vulnérables sont constitués des déplacés de guerre surtout dans les années 1993 jusqu'en 1999 et des rapatriés surtout dans les camps des réfugiés dans les pays d'accueil et au moment de retour de l'exile. Pour ce dernier cas, l'aide est distribuée sous forme de kit par PRASAB dans le cadre de la sous composante « appui à la réinsertion dans le programme d'appui d'urgence en faveur des rapatriés et des déplacés intérieurs dans les provinces de Kirundo, Ngozi et Muyinga. Au total 49.400 ménages ont été servis dont 17.300 ménages des Batwa.

Par kit agricole, il faut entendre une distribution du matériel agricole : houes, semences, intrants etc. Dans le même cadre, les activités suivantes ont été réalisées en 2005 :

- la collecte – actualisation de la base de données sur les ménages de personnes rapatriés et déplacées de l'intérieur à appuyer dans le cadre du PRASAB ;
- l'acquisition et distribution des kits agricoles pour la saison agricole 2005 B et 2006 A. Au total, 59.817 ménages de la zone d'intervention du PRASAB ont pu bénéficier d'un kit de la réinsertion agricole ;
- la réalisation d'une enquête sur l'évaluation de l'utilisation du kit agricole dont les résultats ont montré que le kit est globalement bien utilisé (BITOGA. J.P., 2006).

De critiques ne peuvent pas manquer en ce qui concerne la distribution de ces aides aux vulnérables. D'une part, ces aides alimentaires ne pèsent pas à la hauteur des besoins des sinistrés. Elles sont toujours déficitaires. L'intéressé est obligé d'aller à gauche et à droite pour compléter cette quantité insuffisante. Quand la distribution d'aide est programmée, le travail prévu par les bénéficiaires est perturbé soit pour aller se faire inscrire ou autre manœuvre comme la corruption aux chefs locaux. Le jour de distribution provoque une panique qui, en valeur, dépasse de loin ces quelques kilogrammes de vivres.

D’autre part, ces aides arrivent dans un ventre affamé avec une extrême pauvreté. Le cas échéant est celui du kit agricole; quelques matériaux sont soit vendus ou remboursés pour de dettes chez les voisins. Toutefois, des traits positifs d’aides alimentaires ou kits ne manquent pas et même sont les plus dominants dans la mesure où les sinistrés sont vulnérables de tout côté ; soit pour les aliments et matériels d’exploitation soit pour les besoins secondaires d’habitation ou d’accessoire.

III.3.6. Satisfaction en matériels d’exploitation (outillage agricole).

III.3.6.1. Distribution des kits de réinsertion, une réussite (Kirundo, Ngozi et Muyinga)

Au niveau des activités en direction des rapatriés, les personnes déplacées et les Batwa, le PRASAB contribue au Programme National d’urgence pour la réhabilitation des sinistrés de guerre dans le financement de kits de réinsertion agricole des ménages concernés afin de faciliter le redémarrage de leurs activités agricoles, étant entendu qu’ils peuvent ensuite s’organiser ou intégrer les structures associatives locales et bénéficier des appuis plus consistants prévus au titre des sous-projets.

Le nombre total de bénéficiaires des kits continue d’évoluer de manière constante, passant de 117.000 ménages en 2006 à 167.000 en fin 2007 pour toute la zone d’intervention du PRASAB. Les taux d’utilisation des kits à des fins agricoles sont relativement satisfaisants et varient entre 36 à 72% en fonction du type d’intrants et de conditions climatiques de la saison agricole.

L’étude d’impact réalisée en août 2007 par CURDES indique que le niveau de satisfaction des bénéficiaires dépasse 70% avec :

- un doublement des superficies occupées par le maïs et le haricot ;
- la satisfaction du seuil psychologique de deux repas par jour ;
- la possession d’au moins une houe en bon état par actif ;
- l’autofourniture ne semences (haricot) ;
- la réduction d’environ 18% du temps de travail rendu à l’extérieur.

III.3.6.2. Satisfaction en matériel d’exploitation dans les zones d’étude.

L’enquête réalisée dans les communes de Giteranyi, Bugabira et Kiremba respectivement dans les provinces de Muyinga, Kirundo et Ngozi nous a fait signe d’une liste de matériels agricoles utilisés. Il s’agit de houes, fourches, machettes, brouettes pour des cas isolés, vans, paniers, couteaux, sacs et corbeilles d’utilité abstractive. Le tableau suivant nous montre le nombre de matériels par ménage et les coûts moyens y relatifs.

Tableau n°33 : Situation du matériel agricole dans les ménages enquêtés (conformément aux paramètres du formulaire)

Commune	Matériel	Nombre		Coûts		Provenance						Observation
		Déplacés	Rapatriés	Déplacés	Rapatriés	Déplacés	Rapatriés		Rapatriés			
						Achat	Don	Prêt	Achat	Don	Prêt	
Kiremba	Houes	30	24	37.000	25.000	8	2	0	5	5	0	Tous en bon état
	Fourche	1	2	2.500	4.500	1	0	0	2	0	0	Tous en bon état
	Machette	12	11	16.900	10.500	10	0	0	6	4	0	Tous en bon état
	Brouette	1	2	0	0	0	1	0	0	2	0	1 en mauvais état
	Van	15	9	11.500	6.600	10	0	0	9	1	0	4 en mauvais état
	Panier	39	18	15.350	8.250	10	0	0	10	0	0	10 en mauvais état
	Couteau	15	16	2.300	2.750	10	0	0	10	0	0	Tous en bon état
	Sac	7	11	370	4.800	7	0	0	0	10	0	2 en mauvais état
	Corbeille	21	18	4.200	3.100	10	0	0	10	0	0	7 en mauvais état
Bugabira	Houes	34	20	40.800	2.700	10	0	0	3	7	0	Tous en bon état
	Fourche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Machette	15	10	2.100	8.000	10	0	0	4	6	0	5 en mauvais état
	Brouette	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	En bon état
	Van	17	11	15.000	9.400	10	0	0	10	0	0	8 en mauvais état
	Panier	21	23	10.300	13.000	10	0	0	10	0	0	5 en mauvais état
	Couteau	24	18	5.100	3.600	10	0	0	10	0	0	10 en mauvais état
	Sac	32	15	20.000	14.200	10	0	0	10	0	0	18 en mauvais état
	Corbeille	37	31	10.000	11.000	10	0	0	10	0	0	4 en mauvais état
Giteranyi	Houes	33	27	46.000	3.200	8	1	1	6	4	0	13 en mauvais état
	Fourche	2	0	5.000	0	2	0	0	0	0	0	Tous en mauvais état
	Machette	14	11	16.000	1.050	2	2	0	7	3	0	3 en mauvais état
	Brouette	1	2	0	0	0	1	0	0	2	0	Tous en bon état
	Van	14	12	13.200	11.400	10	0	0	10	0	0	5 en mauvais état
	Panier	31	29	15.400	13.100	10	0	0	10	0	0	15 en mauvais état
	Couteau	19	21	4.100	5.200	10	0	0	10	0	0	8 en mauvais état
	Sac	37	18	15.600	10.000	10	0	0	7	3	0	14 en mauvais état
	Corbeille	23	39	9.400	10.700	10	0	0	10	0	0	11 en mauvais état

Pour les trois communes enquêtées, le mode d'acquisition est différente chez les déplacés que chez les rapatriés. Pour la plupart des déplacés, les différents outils viennent des achats tandis que pour les rapatriés, ces outils sont soit achetés ou acquis comme un don. Il s'agit principalement des houes, des brouettes et à moindre mesure des machettes. Une tentative d'explication à cela est que les déplacés sont depuis longtemps installés dans les camps villages et se sont procurés petit à petit de ces divers matériaux. Autre indicatif, chaque ménage de déplacés a en moyenne 3,5 houes contre à peu près 2 pour celui des rapatriés.

Pour les rapatriés qui viennent de regagner leurs pays très récemment, ils n'ont pas assez de moyens pour s'en procurer. Pour la majorité, ils bénéficient d'aides entre autre les kits agricoles avant de regagner les anciens ménages. A part les kits agricoles, ils bénéficient aussi d'autres comme les vivres pour permettre aux bénéficiaires de supporter le choc en attendant la première récolte. Sinon, il n'y a pas d'anomalie remarquable entre les différentes zones enquêtées.

III.3.7. Disponibilité des propriétés et système d'exploitation des terres.

De façon générale, les études font état de la difficulté qu'ont les déplacés de pouvoir joindre leurs champs soit que ces derniers sont éloignés des sites, soit qu'ils n'ont pas assez de confiance liée à l'insécurité envers les anciens voisins. Mais le problème le plus délicat concerne les rapatriés qui ont vendu leurs terres lors de leur exile et surtout pour les rapatriés exilés en 1972 dont les propriétés ont été occupées par d'autres. « Si l'autorité ne fait pas grande attention, ce conflit pourrait entraîner une guerre civile majeure » (rapport sur Burundi, 2007).

Généralement, les attentes des rapatriés et partant de leur espoir de retrouver les conditions normales d'existence dans le pays d'origine est tributaire d'un facteur primordial : le recouvrement inconditionnel des biens notamment la terre. Parmi les réfugiés burundais qui regagnent leurs pays, il faut distinguer ceux de 1972, de 1988 et ceux récemment partis de 1993. Les réfugiés de récentes dates c'est-à-dire de 1988 et de 1993, regagnent directement leurs anciennes propriétés. En revanche, les réfugiés de 1972 ont les difficultés à recouvrer leurs anciennes terres de retour au pays il y a une trentaine d'année. Le tableau suivant nous montre les résultats recueillis sur terrain en rapport avec les propriétés, le nombre et étendu des champs par ménages, le mode d'acquisition et la localisation de ces propriétés que ce soit dans les marais, collines ou sites.

Tableau n°34 : Situation des propriétés dans les zones d'étude (avant la crise et après la crise).

Commune	Période		Champs	Provenance				Superficie (ha)	Localisation		
			Nombre	Héritage	Achat	Don	Location	Approximative	Site	Colline	Marais
Kiremba	Déplacés	Avant	13	10	3	0	0	16,5	0	13	0
		Après	27	10	10	1	6	14,4	12	15	0
	Rapatriés	Avant	24	14	8	0	2	17,6	0	20	4
		Après	25	11	1	7	6	17,9	0	15	10
	Moyenne	Avant	1,8	1,2	0,55	0	0,1	1,705	0	1,65	0,2
		Après	2,6	1,05	0,55	0,4	0,6	1,615	0,6	1,5	0,5
Bugabira	Déplacés	Avant	15	12	3	0	0	29,2	0	15	0
		Après	26	12	7	3	4	23	11	15	0
	Rapatriés	Avant	21	12	4	0	5	23,5	0	16	5
		Après	23	13	4	6	0	28,3	0	17	6
	Moyenne	Avant	1,8	1,2	0,35	0	0,25	2,635	0	1,55	0,25
		Après	2,45	1,25	0,55	0,45	0,2	2,565	0,55	1,6	0,3
Giteranyi	Déplacés	Avant	17	13	4	0	0	42,1	0	17	0
		Après	27	12	8	4	3	33,6	13	14	0
	Rapatriés	Avant	14	11	6	3	0	0	39,4	0	13
		Après	17	10	4	0	3	31,9	0	14	3
	Moyenne	Avant	1,55	1,2	0,35	0	0	4,075	0	1,5	0,05
		Après	2,2	1,1	0,6	0,2	0,3	3,275	0,65	1,4	0,15

Comme le montre ce tableau, il y a une disparité entre les communes d'une part et entre les différents groupes enquêtés d'autre part. Ainsi, la commune Giteranyi vient en tête si on tient compte de la superficie moyenne par habitant puis suit la commune Bugabira et en dernière position vient la commune Kiremba. En tenant compte de provenance des champs, la majorité vient de l'héritage (succession ancestrale), en deuxième position provient de l'achat et à moindre mesure provient soit de location ou soit de don. Les dons sont constitués soit par de petites parcelles octroyées aux déplacés ou par les champs de marais.

L'emplacement des champs dans les sites et aux alentours s'observe surtout après la crise chez les déplacés mais qui gardent aussi la majorité des propriétés restées sur colline. La diminution des champs en superficie et l'augmentation du nombre des champs après la crise ne sont pas sans signification. En effet, que ce soit pour les déplacés ou rapatriés, on observe une légère diminution des superficies après la crise à part la commune Giteranyi où l'écart est très énorme. Cette situation est due à la vente de certaines des propriétés pour en acheter d'autres où l'accessibilité est de garantie mais dont la valeur est inférieure à la valeur réelle par le fait qu'une partie de cette somme est consacrée à d'autres faits. Pour les déplacés, l'achat des parcelles dans les sites provoque aussi la vente d 'anciennes propriétés restées au village.

Quant à l'augmentation du nombre de champs, elle est liée au mode de vie qu'imposé la crise. Ainsi, avant la crise, la majorité des propriétés provenait de l'héritage et / ou de l'achat. Mais avec la crise, l'achat des parcelles dans les sites et aux alentours est devenu une nécessité. Ainsi, les dons et les locations des champs se sont multipliés surtout dans les marais ce qui explique l'augmentation du nombre des champs.

III.3.8. Elevage

L'activité d'élevage dans les zones d'études est conditionnée par plusieurs facteurs. Il s'agit ici de facteurs comme les ressources humaines, les ressources foncières ainsi que les conditions sanitaires du milieu. Contrairement à la région naturelle de Mugamba et autre qui sont propices à l'élevage du gros bétail, notre région d'étude reste moins appropriée voire l'accroissement démographique élevé qui limite les pâturages et le bétail (en nombre) comme le montre le tableau suivant.

Tableau n°35 : Etat de l'élevage dans les zones enquêtées (avant la crise et après la crise)

Commune	Période		Bovins	Caprin	Ovin	Porcin	Volaille	Abeille	Cobaye	Mode d'acquisition
Kiremba	Déplacés	Avant	12	19	0	0	18	0	0	1/3, 3/2, 1/5
		Après	7	40	0	0	28	0	0	4/2, 3/3
	Rapatriés	Avant	2	16	0		147	5	0	6/2, 1/3, 1/5
		Après	0	9	0	7	120	8	0	6/2, 4/3, 1/5
Bugabira	Déplacés	Avant	27	31	9	0	47	0	0	1/3, 4/2
		Après	8	22	2	0	89	0	0	2/3, 4/2
	Rapatriés	Avant	4	18	0	11	73	0	0	4/2, 1/5
		Après	0	13	0	7	21	3	0	2/3, 8/2, 1/5
Giteranyi	Déplacés	Avant	39	18	10	0	23	0	0	2/3, 7/2
		Après	18	17	0	1	19	0	0	4/3, 5/2, 1/5
	Rapatriés	Avant	9	13	0	7	18	10	0	4/3, 4/2, 1/5
		Après	0	14	0	5	27	13	21	2/3, 4/2, 3/5

NB : Le dénominateur montre le mode d'acquisition

1	Héritage
2	Achat
3	Don
4	Location
5	Autres (préciser)
6	Sans

Le présent tableau nous montre une disparité entre déplacés et rapatriés avant et après la guerre. Cette même disparité se remarque entre les communes.

Pour le cas de la commune Kiremba, la période d'après la crise se caractérise par une augmentation du cheptel à part les bovins qui décroissent. Pour les rapatriés par contre, c'est partout une diminution à par les ruches des abeilles qui augmentent en nombre et l'élevage porcin qui commence à être initié. Quant au mode d'acquisition, la période d'avant la crise est dominée par l'achat alors que le mode d'acquisition issu des donateurs domine après la crise. Pour notre cas, sur 5 et 8 cas, l'achat couvre à lui seul 60% et 75% respectivement aux déplacés et aux rapatriés. Contrairement à la période d'après-guerre, les donateurs couvrent 41% et 42% respectivement aux déplacés et aux rapatriés alors qu'ils sont de 25% et 12,5% dans les mêmes proportions avant la crise.

Pour la commune Bugabira, la situation est légèrement différente de celle de Kiremba par le fait qu'on a partout une diminution que ce soit chez les déplacés ou rapatriés à part seulement 3 ruches qui ont été initiées par un rapatrié. Quant au mode d'acquisition, la situation est presque similaire à celle de Kiremba. Ainsi, le mode achat domine l'avant crise tandis que les dons dominent la période poste crise. Une différence entre ces deux communes réside aux effectifs des cheptels. La commune Bugabira dispose plus d'animaux que Kiremba à part les caprins et les volailles.

Pour la commune Giteranyi, une diminution s'observe surtout chez les bovins où la crise a sensiblement baissé les effectifs. Pour les caprins, il y a un chevauchement entre l'avant et l'après crise. Les ovins quant à eux sont presque complètement disparus dans les ménages enquêtés au profit des porcs, des cobayes et des ruches pour les abeilles. Les volailles restent stables. Comme mode d'acquisition, c'est toujours l'achat qui domine avant la crise dans la proportion de 72% et 74% chez les déplacés et les rapatriés respectivement 28% et 13% d'après la crise. L'action des donateurs prend le devant après la crise, dans les proportions de 40% et 24%. Le mode d'acquisition lié à la force physique n'est pas à ignorer dans cette commune. Il représente 35% après la crise chez les rapatriés. Un autre constat est que les déplacés ont plus d'animaux en effectifs que les rapatriés à part les cobayes, les ruches pour abeilles et les porcs.

III.3.9. Maladies et ressources fourragères.

III.3.9.1. Les maladies

Dans les zones de recherche, les maladies ne sont pas bien connues par les chefs de famille enquêtés. Soit c'est par ignorance ou par manque de connaissance en la matière. Les quelques maladies signalées sont groupées suivant les espèces. Pour les bovins, c'est surtout la théilériose, les vers et enfin une maladie appelée « Amakore » qui provoque des tumeurs au niveau des jambes et du corps.

Pour les caprins, c'est surtout les vers. Pour les porcs, c'est surtout la peste porcine appelée en Kirundi « Ubupera ». Les volailles sont surtout menacées par « agasinziriza » ainsi que des diarrhées.

III. 3.9.2. Ressources fourragères

Les différentes communes diffèrent en ressources fourragères selon la pluviométrie de la région, la disponibilité en espaces et l'état d'exploitation des terres.

Globalement, les pâturages naturels sont très rares si pas inexistants. Ainsi, à part les volailles qui se nourrissent dans des jardins de cases, les ressources fourragères sont faites principalement par des parcours naturels surtout au bord des routes et à moindre mesure dans de prairies de petite taille coincées entre les champs (témoignage d'un enquêté de la commune Bugabira).

Que ce soit pour les déplacés ou rapatriés, l'amélioration est faite par des trypsacum en plein champ, du sétaria (rare), du leucena ou calliandra pour compléter la ration des chèvres et les restes des cuisines comme les pelures de banane ou autres ordures après les récoltes.

Pour le cas de Kiremba, les jardins de case restent une ressource principale pour les volailles et représentent 100% pour les ménages enquêtés. Le trypsacum en plein champs représente 48% des fourrages améliorés tandis que le leucena, le caliandra et le sétaria représentent 12%. Le reste est occupé par les pâturages.

Pour la commune Bugabira, les pâturages naturels priment beaucoup sur les améliorations dans les proportions suivantes :

- pâturages naturels 62% ;
- trispacum en plein champ 21% ;

- les autres ressources en aliments comme le sétaria, le leucena ou caliandra, les repousses de sorgho et maïs et les débris de culture restant sur-le-champ après la récolte occupent 17%.

Pour la commune Giteranyi, le gros des ressources en fourrage reste principalement les prairies naturelles mise à part les quelques initiatives d'amélioration. Ainsi, le tripsacum en plein champ occupe 15% tandis que les autres ressources comme les repousses de sorgho, maïs, autres végétaux et les restes de la cuisine ne représentent que 10%. Cette situation montre clairement que cette commune est moins peuplée et que les prairies existent et sont de grande taille. Elles représentent 75%.

CHAP.IV : IMPACT DE LA CRISE SUR LA REINTEGRATION EFFECTUEE DANS LES COLLINES D'ORIGINE.

IV.1. Introduction

Les tentatives d'insertion sociale des rapatriés et/ou déplacés sont manifestement complexes. Les défis sont à la hauteur même des besoins, des craintes et des espoirs. Dans les camps de réfugiés en Tanzanie comme dans les sites de déplacés et de rapatriés, les défis à relever sont les mêmes comme le dit NGAYIMPENDA, (1999) : il s'agit d'abord de « sortir les sinistrés de la torpeur, de la peur et du traumatisme des guerres afin d'établir un climat de confiance mutuelle. La paix et la réconciliation sont donc des préambules à l'établissement d'un environnement politique de rapatriement et de réinsertion des sinistrés. Pour les rapatriés, l'arrêt définitif de la guerre est revenu comme le facteur majeur de tout retour dans les propriétés originelles. Ceci est concrétisé par notre travail de recherche qui affirme avoir trouvé tous les rapatriés dans leurs collines d'origine.

Le défi ci-haut mentionné est directement lié à la problématique du rapatriement des réfugiés et de retour des déplacés dans leurs propriétés. Selon NIMUBONA (2004), « les réfugiés suspendent leurs décisions de rentrer à la disparition des sites des déplacés. Ceux-ci posent le retour des réfugiés comme gage de réussite de la sécurité, condition de retour dans leurs propriétés ». Ceci dit que le défi majeur du gouvernement est de réussir le rapatriement des réfugiés et la réinsertion des déplacés.

Certes, il serait nettement plus avantageux que l'Etat et les communes recouvrent à leurs réserves de terres constituant leurs domaines privés respectifs comme le montre GRADIS, « l'inventaire des terres domaniales a été fait sur pratiquement tout le territoire burundais. Des terres libres et habitables sont estimées à 141.266 ha ». Mais nul ne peut garantir qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à l'expropriation ne fut-ce qu'en bordure de ces terrains domaniaux pour compléter les superficies insuffisantes, comme le montre le chapitre dernier, là où ils s'avèrent nécessaires.

IV.2. Problématique de réintégration, l'insertion et réinstallation.

La problématique de réinsertion et de réhabilitation des sinistrés constitue un enjeu majeur eu égard l'effectif relativement important des populations concernées. Dans le chapitre précédent, les effectifs des sinistrés sont d'environ un sixième de la population totale. Ceci montre clairement que les moyens alloués pour assurer la réintégration, la réinstallation et l'insertion doivent être considérables.

Au centre de la perspective de réinstallation de réinsertion et de cohabitation pacifique, la gestion des propriétés (terres) apparaît comme un enjeu fondamental du fait que l'objectif est non seulement la restitution des terres aux rapatriés et / ou déplacés mais surtout l'usage de l'équité, la transparence et le bon sens dans les décisions y relatives garant de la réconciliation et la cohabitation entre différents groupes pour restaurer une paix durable (MRRDR, 2002).

IV.2.1. Perception et aspiration des populations sinistrées

Le défi majeur pour assurer la réinsertion et la réhabilitation des sinistrés peut être développé sous quatre axes principaux :

- l'assistance humanitaire d'urgence qui constitue à assurer la survie aux sinistrés dans l'attente de leur réinstallation et de leur réinsertion,
- la réinstallation qui consiste à réinstaller les déplacés et les rapatriés en tenant compte de la réinstallation définitive sur les sites pour ceux qui ne veulent plus retourner aux collines d'origine, de la réinstallation provisoire sur des sites tout près de leurs propriétés, cas qui concerne plus les rapatriés et la réinstallation définitive dans leurs anciennes propriétés.
- La réinsertion qui n'est autre chose que de rendre la réinstallation viable et durable en permettant aux sinistrés d'accéder aux services sociaux de base et d'initier de petits projets régénérateurs de revenus.

IV.2.2. Disponibilité en propriétés chez les sinistrés

Pour la majorité des enquêtés, les propriétés restent petites à voir le tableau indiquant les superficies. Pour les dix ménages du camp des déplacés, 80% éprouvent un besoin urgent en propriétés dans la commune Kiremba, soit huit sur dix ménages, 60% dans la commune Bugabira et 50% dans la commune Giteranyi. Même ceux qui en ont en suffisance ont d'autres difficultés très énormes liées à l'exploitation des champs. Dans la commune Kiremba, 9 sur 10 ménages ont du mal à exploiter convenablement leurs propriétés à cause de longues distances effectuées chaque jour matin – soir. Dans la commune Bugabira c'est 90% tandis que dans la commune Giteranyi c'est 7 sur 10 ménages soit 70%.

Faisant allusion à cela, 80% des ménages enquêtés dans la commune Kiremba n'ont pas assez d'argent pour s'acheter les semences et autres frais relatifs à l'exploitation. Dans la commune Bugabira, c'est aussi 80% et 70% dans la commune Giteranyi.

Les mêmes scénarios restent presque identiques chez les déplacés que chez les rapatriés. Pour les ménages des rapatriés enquêtés dans la commune Kiremba, 100% disent qu'ils n'ont pas assez de terres pour nourrir convenablement leurs familles. Dans la commune Bugabira, c'est aussi 100% tandis que dans la commune Giteranyi, ce taux diminue à 80%.

Quant aux distances entre ménages et champs, la situation est inverse à celle éprouvée par les déplacés. Alors que la majorité des rapatriés n'a aucune difficulté en ce qui est de distances entre ménages et champs, les déplacés quant à eux soufflent beaucoup au moment du labour et récolte. Pour la commune Kiremba, nous avons 40%, 50% pour la commune Bugabira et enfin 50% pour la commune Giteranyi.

La situation ci-dessus décrite colère bien avec la première hypothèse qui stipule que « le morcellement parcellaire des champs dus à la pression démographique élevé et l'instabilité politique sous divers angles constituent un frein important au non-retour des déplacés et de rapatriés dans leurs collines d'origine ». Mis à part l'instabilité politique, la question d'étroitesse des parcelles cultivables chez les déplacés que chez les rapatriés les obligent de rester dans les champs ou dans les pays d'exile sous prétexte que leur retour ne va rien changer.

Notre travail nous a fait remarquer que chez les rapatriés, leur intégration dans les collines ne pose aucun problème par le fait que presque la totalité arrive directement dans leurs anciens ménages là où les possibilités s'imposent. Par contre, la majorité des déplacés n'a pas envie de retourner dans la campagne malgré le long trajet d'accéder aux champs.

Ainsi, ce refus catégorique vient de deux raisons principales à savoir le voisinage resté sur collines qui est à l'origine de leur déplacement et la stabilité requise avec le nouveau voisinage présumé non hostile. Pour les dix ménages enquêtés de déplacés dans la commune Kiremba, 9 réfutent de retourner dans les collines d'origine soit disant que leur sécurité n'y est pas garante et que les présumés auteurs de crimes sont encore là. Il est quasiment impossible de placer de confiance en eux. C'est le même cas pour la commune Bugabira à raison de 70% soit 7 sur 10 ménages interrogés et 80% dans la commune Giteranyi soit 8 sur 10 ménages dans le site de Giteranyi. Ces différents témoignages vérifient toujours la première hypothèse sur le point évoquant l'instabilité politique qui peut être à l'origine de non-retour dans les collines surtout pour les déplacés.

Pour la question de stabilité dans le nouveau voisinage d'après ce que nous avons remarqué nous-même, les sites de déplacés visités se sont transformés en camps – villages avec création des jardins de case dans lesquels dominent surtout les bananiers. Pour les mêmes ménages visités et dans toutes les communes, ils nous ont révélé qu'ils ne peuvent pas détruire leurs maisons et tous les autres installations longtemps établies pour aller s'isoler dans la campagne étant donné que ces différentes maisons sont plus ou moins améliorées. Ceci dit une toiture en tôles ou en tuiles et des murs érigés en brique à dobe, cuite ou en bois. L'un d'entre eux nous a dit « je ne quitterai le site que par la force ». Un autre du site de Gakere nous a dit « Nisamburira inzu nahawe n'abagiraneza ngo ngende kuba mu karuri (maisonnette) kubana n'abanyirukanye ! Sinshobora ! » Ce témoignage reste unanime pour presque tous les déplacés dans les sites visités. A Kiremba, sur dix ménages visités, neuf d'entre eux ne veulent plus retourner à la campagne, soit 90%. Dans la commune Bugabira, c'est 70% du fait que deux des enquêtés se sont déjà installés à leurs collines d'origine mais tout près du camp (± 2 km) tandis que dans la commune Giteranyi c'est 100%.

Les différents témoignages ci-dessus confirment la deuxième hypothèse qui stipule que « déjà installés et habitués à une vie communautaire présumée non hostile, avec construction des maisons et création des jardins de case aux alentours des maisons, du site, ou du camps, les déplacés comme les rapatriés ont du mal à détruire tous les aménagements longtemps établis et surtout de quitter le nouveau voisinage pour commencer de nouveau une vie quelque fois solitaire dans la campagne ».

Notre enquête relève que à peu près 90% des personnes déplacés n'envisagent pas regagner leurs collines d'origine dans l'immédiat. Un préalable qui a trait à un règlement judiciaire constitue la condition la plus évoquée de retours sur les collines d'origine où vivent les présumés criminels. Ils affirment que ceux qui ont tué les leurs restent encore sur les collines, jouissent de l'impunité et que par conséquent personne ne les empêcherait de commettre le même forfait en cas de retour sur collines.

IV.2.3. Cohabitation pacifique

Dans certaines provinces, la cohabitation entre déplacés et rapatriés d'une part, entre ces derniers et les populations qui sont restées sur les collines sont bonnes. Les rapatriés sont mêmes chaleureusement accueillis et n'ont pas fortement besoin d'assistance humanitaire. C'est souvent dans les provinces qui n'ont pas ou peu connu les massacres de 1993 ou encore là où Hutu et Tutsi ont fui ensemble vers les mêmes sites «cas des provinces Makamba et Cankuzo ». Il n'empêche cependant que même dans ce cas, il y ait un climat de suspicion entre rapatriés et la population déplacée (GRADIS).

IV.3. Activités ménagères génératrices de revenus

Le défi majeur est de rendre l'intégration des sinistrés viable et durable. Il s'agit de permettre aux sinistrés d'accéder aux services sociaux de base et d'initier de petits projets générateurs de revenus afin que, progressivement, ils puissent se prendre en charge.

Pour de plus amples orientations, il s'agit de :

- contribuer à la réhabilitation et / ou construction des infrastructures sociales de base principalement dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau potable et de l'assainissement ;
- promouvoir des activités génératrices de revenus :
    - fourniture d'intrants agricoles : semences, houes, engrais, etc ;
    - relance de l'élevage en mettant l'accent sur le petit bétail, par exemple la chèvre qui présente plusieurs avantages ;
    - formation, encadrement et appui aux associations locales des agriculteurs ;

- contribuer à la réinsertion et à la reconversion socio-professionnelle des sinistrés. On imagine que tous les rapatriés ou même les déplacés ne pourront pas être occupés uniquement par l'agriculture étant donné la dégradation poussée des terres cultivables. C'est une stratégie qui permettrait de diminuer la pression sur la terre et augmenter enfin de compte les revenus des sinistrés. Le tableau suivant nous montre les différentes sources de revenus pour les ménages enquêtés dans toutes les communes visitées.

Tableau n°36: Source des revenus des ménages dans les zones enquêtées.

Commune	Période		Plantes industrielles (kg)	Produits agricoles (Nombre de ménage)	Arbres fruitiers	Cultures maraîchères (kg)	Produits d'élevage (Nombre de ménage)	Salaire	Commerce	Artisanat	Location terre
Kiremba	Déplacés	Avant	1550	8	31	0	3	0	1	0	0
		Après	1150	9	50	0	6	1	2	0	2
	Rapatriés	Avant	1900	10	40	350	5	0	1	0	0
		Après	1130	7	47	40	6	0	4	3	1
	Moyenne		1432,5	8,5	42	97,5	5	0,25	2	0,75	0,75
Bugabira	Déplacés	Avant	800	9	14	0	8	0	4	0	0
		Après	600	8	21	0	6	1	5	4	7
	Rapatriés	Avant	1748	9	18	0	4	0	2	0	0
		Après	687	6	25	120	3	0	3	0	0
	Moyenne		958,75	8	19,5	30	5,25	0,25	3,5	1	1,75
Giteranyi	Déplacés	Avant	1100	10	8	0	7	0	0	0	0
		Après	460	7	15	0	5	2	6	0	4
	Rapatriés	Avant	1510	10	12	80	3	0	2	0	0
		Après	267	6	17	100	4	0	4	6	1
	Moyenne		834,25	8,25	13	45	4,75	0,5	3	1,5	1,25

Source : Auteur

Le tableau ci-dessus nous renseigne sur des ressources avec lesquelles les ménages visités se procurent de l'argent. Pour plus de précision, le caféier représente les plantes industrielles, les avocatiers constituent les arbres fruitiers dans toutes les communes enquêtées mais s'ajoutent les manguiers dans la commune Bugabira et les fenesses dans la commune Giteranyi. Les cultures maraîchères sont exclusivement faites des choux tandis que l'artisanat est fait généralement des corbeilles surtout par les femmes ou filles. Quant au commerce, deux ménages disposent de boutiques tandis que d'autres achètent soit les régimes de banane et / ou du sorgho et fabriquent les boissons locales. D'autres encore achètent les produits agricoles au moment de la récolte ou avant même la maturation ce qu'on appelle « umurwazo » pour les vendre ultérieurement en période de pénurie comme celle de semis.

IV.4. Activités agro-sylvo-zootechniques génératrices de revenus

Le revenu dû aux produits agricoles vient soit des cultures vivrières, industrielles, maraîchères et arbres fruitiers. Pour les cultures vivrières, c'est notamment le bananier qui vient en tête, suit la patate douce, le riz, le sorgho, le manioc là où la mosaïque n'a pas beaucoup affecté la récolte, l'arachide à moindre mesure, rarement le haricot, le maïs, la pomme de terre et les taros. Pour les cultures industrielles, c'est surtout le caféier qui vient en aide pour la plupart des enquêtés pendant la campagne et finance certains travaux comme la construction ou la restauration de l'élevage. Les cultures maraîchères contribuent beaucoup à la monétarisation des ménages qui avoisinent les vallées ; c'est surtout les rapatriés qui exploitent ce potentiel. Quant aux arbres fruitiers, c'est surtout l'avocatier qui domine mais aussi le manguier, la papaye et les jacquiers. Toutefois, chacune des communes a ses spécialités.

Pour la commune Kiremba, c'est le bananier qui triomphe parmi les produits agricoles, suivi du riz, de la patate douce, des cultures maraîchères, rarement le maïs, le haricot, le manioc et autres. Le gros de revenus des ménages enquêtés vient des cultures industrielles en l'occurrence le caféier, voir la moyenne qui revient à chacun. Toutefois, le revenu reste insuffisant si on tient compte des tableaux indiquant la production du troisième chapitre. Ainsi, à part le caféier, les cultures maraîchères et arbres fruitiers à moindre mesure, les produits agricoles n'offrent qu'une très petite contribution tenant compte des moyennes du tableau précédant souvent inférieures à un.

L'élevage de la commune Kiremba contribue légèrement comme source de revenu et à la monétarisation du monde rural. Dans cette commune, l'élevage est dominé par celui de basse-cour et des caprins par la suite. Les bovins ne sont pas très représentés et par conséquent offrent moins d'avantages pour les ménages enquêtés.

Pour la commune Bugabira, la situation est nettement différente de celle rencontrée à Kiremba par le fait que le gros du revenu vient des produits agricoles et d'élevage que les cultures industrielles. Ainsi, par ordre de priorités vient en premier lieu les produits agricoles comme le sorgho, le bananier, le haricot principalement et manioc, patate douce, arachide à l'échelon inférieur. Les cultures maraîchères comme le montrent le tableau et les arbres fruitiers, revenus incertains, ne contribuent presque en rien en ce qui est du revenu ménager. Contrairement à la commune Kiremba, le caféier offre moins d'avantages et par conséquent est mal entretenu au profit du bananier et du sorgho qui sont très prolifères par le fait qu'ils donnent de la bière locale et contribuent largement à la monétarisation du monde rural en général et des ménages enquêtés en particulier.

L'élevage, dans la commune Bugabira, est le domaine le plus exploité derrière certains produits agricoles comme la banane, le sorgho, le haricot. Il est dominé principalement de petits ruminants et des volailles. Ces derniers sont très prolifères et par conséquent augmentent le revenu des ménages. Les bovins ne sont pas très exploités et même ne sont pas nombreux voir le tableau qui nous renseigne sur l'élevage.

Pour la commune Giteranyi, nous pouvons affirmer sans nous tromper qu'elle ressemble, pour la plupart des cas, à la commune Bugabira à voir les données du tableau ci-dessus décrit. Avant la crise, tous les ménages enquêtés exploitaient les produits agricoles comme source de revenu y compris le caféier. Mais avec la crise, la production surtout du caféier, pour les deux communes, est revue à la baisse, allant en dessous du seuil minimum. Les données issues des tableaux indiquant la production et les sources de revenu nous montrent que la production du sorgho et celui du haricot est élevé. Donc, la source principale de revenu de cette commune vient de la banane, du sorgho et du haricot pour la même raison que la commune Bugabira. Par ordre de priorité viennent la banane, le sorgho, le haricot, le caféier principalement et les autres produits comme le maïs, patate douce, arachides, pomme de terre à moindre mesure. Une spécialité pour cette commune est la production des taros qui augmentent à pas de géant et qui constitue actuellement une source de revenu important.

Pour les cultures maraîchères et les arbres fruitiers, leur contribution comme source de revenu est incertaine si pas inexistante voir la production indiquée dans le tableau ci-dessus. Les déplacés, dans toutes la commune, n'ont jamais eu le courage d'exploiter ces cultures. Même les rapatriés se soucient très peu de cette source de revenu. Les arbres fruitiers sont moins exploités à part les arbres fruitiers appelés « Jacquiers » qui commencent à se généraliser un peu partout.

Quant à l'élevage, il est dominé par les caprins et les volailles, ce qui montre leur contribution non négligeable étant donné que ces deux catégories d'animaux se reproduisent vite et ne nécessite pas un conseil de famille pour le sacrifier. En peu de mots, l'élevage fournit aux ménages enquêtés un revenu non négligeable si on tient compte des ménages qui s'y investissent.

IV. 5: Situation financière du ménage hors exploitation.

IV. 5.1 : Commerce

Le commerce est une activité à caractère économique basée sur l'échange des biens et des services. C'est aussi une activité dont le développement de tous ses aspects ne peut pas se faire en vase clos (BUDABUDA, 2007). On distingue deux sortes de commerce à savoir : le commerce licite qui est caractérisé par des échanges avec les voisins ou avec le marché et le commerce illicite qui est frauduleux caractérisé par des échanges avec les pays limitrophes sans contrôle douanier.

Pour le cas de notre travail de recherche, c'est le commerce licite qui est plus emprunté. Ce dernier concerne l'achat soit de régime de banane ou du sorgho pour fabriquer de boissons locales à vendre, soit d'acheter les produits agricoles au moment de la récolte et les vendre ultérieurement en cas de pénurie.

Pour la commune Bugabira, nous avons en moyenne 35%, parmi les ménages enquêtés, qui font le commerce licite, c'est-à-dire la fabrication de la boisson locale en échange de la monnaie. Pour la commune Kiremba, le commerce est basé sur la vente des avocats c'est-à-dire achats des avocats chez les voisins et après mûrissement, les vendre au marché ou aux autres bistrots. Un seul ménage dispose d'une boutique. Ainsi, nous avons un total de 20% de cas de commerce licite. Pour la commune Giteranyi, le commerce est fondé aussi sur les échanges des biens et des services. Nous avons un seul cas de ménage qui dispose d'une petite boutique et un autre qui fait un commerce illicite, donc, qui achète les produits agricoles au moment de la récolte et les acheminer vers le Rwanda dans la Préfecture de Kibungo (cas de fraude). Les autres cas identifiés sont ceux des ménages qui fabriquent et vendent les bières locales. Ce genre de commerce concerne surtout les femmes.

IV. 5.2 . Salaire

Les ménages enquêtés appartiennent tous aux cultivateurs (voir le nombre de salariés que nous montre le tableau ci-dessous) à l'exception d'un seul ménage de la commune Kiremba dont le chef est le veilleur à l'hôpital de Kiremba, un autre ménage de la commune Bugabira dont le chef est le planton au bureau de cette même commune et enfin deux ménages de la commune Giteranyi dont l'un est le planton à cette même commune et l'autre, le travailleur au centre de santé de Giteranyi.

IV.5.3. Artisanat

Les produits de l'artisanat sont très réduits étant donné l'effectif des ménages concernés par ces objets d'art. En effet, les objets de l'artisanat ne sont que des corbeilles confectionnées généralement par les femmes ou les filles à un coût relativement faible allant de 500 à 1.000 F par unité.

IV.6. Principale source de revenus

Comme nous l'avons déjà ci haut indiqué, les différents ménages visités ont plus besoin des moyens suffisants pour exploiter convenablement leurs propriétés ou subvenir aux multiples besoins secondaires comme les frais relatifs à la scolarisation des enfants et à la santé. A côté de cela, viennent les autres besoins primaires à savoir l'achat des vivres, construction et / ou reconstruction de maisons et / ou accessoires. Toute fois à voir nos résultats récoltés sur terrain, les besoins sont loin d'être satisfaisants.

Pour les différentes communes, chacune d'elles a ses spécialisations en terme de sources de revenu des ménages mais globalement, le gros de revenus provient des produits agricoles, soit vivriers, industriels ou maraîchers.

Ainsi, pour la commune Kiremba, la source principale de revenus est la vente des cerises de caféiers. En second lieu viennent le bananier dans tous ses aspects et le riz qui commence à emboîter le pas de caféier et de bananier. En dernier lieu viennent les autres produits à savoir le manioc là où il existe, la patate douce, l'arachide, les pommes de terre, les cultures maraîchères et les arbres fruitiers. Le revenu issu de l'élevage et du commerce est dérisoire voir les effectifs du cheptel et les ménages qui s'occupent du commerce.

Pour la commune Bugabira, la source principale de revenus est la vente des produits agricoles, mais une petite nuance la différencie de la commune Kiremba. Ainsi, c'est à base de la banane et du sorgho que les ménages visités aient de revenus. Toutefois, l'apport en revenus diffère d'un produit à l'autre. A priori, viennent la banane et le sorgho qui chevauchent, suit le haricot à large spectre. La part de l'élevage et du commerce n'est pas négligeable dans cette commune à voir le degré auquel les boissons locales sont consommées.

Pour la commune Giteranyi, la situation est similaire à celle de la commune Bugabira à part les taros qui contribuent une part non négligeable de revenus. Mis à part le commerce, c'est la banane qui vient au premier degré, puis viennent le sorgho et le haricot au second rang, et enfin le maïs, les taros, la patate douce et autres. Le commerce dans cette commune est un peu dynamique comparativement à celui des autres communes surtout qu'il y a quelqu'un qui fait même de commerce illicite.

Pour le revenu issu des salariés et de l'artisanat, c'est très dérisoire étant donné le nombre très réduit de fonctionnaires et des produits de l'artisanat qui ce ne sont que des corbeilles faites par des femmes ou des filles et à moindre coût.

IV.7. Etat des besoins dans les ménages enquêtés

Pour tous les ménages visités dans les différentes communes, les besoins sont loin d'être satisfaits voire les différentes réponses données sur les questions liées au rythme de repas et aux aides alimentaires.

Pour cette question liée au rythme des repas, la majorité de la population enquêtée a une fréquence de deux repas par jour qui n'est pas toujours respecté. Pour certains, ils ne mangent qu'une seule fois par jour surtout pendant la soirée ; ceci témoigne la non satisfaction en besoin étant donné que celui de manger est vital.

Pour les différentes communes visitées, les taux diffèrent d'un groupe à l'autre et du ménage à l'autre. Pour le cas de Kiremba par exemple, sur dix ménages de rapatriés 60% mangent une fois par jour et c'est devenu une habitude, 40% pour la commune Bugabira et 30% pour la commune Giteranyi. Cette situation montre clairement l'insatisfaction en besoins de ces ménages. Quant aux déplacés, c'est similaire aux rapatriés, 50% dans la commune Kiremba, 30% dans la commune Bugabira et 20% dans la commune Giteranyi.

Pour la question d'aides alimentaires ou matériels, ce ne sont que des minimes quantités qui ne peuvent pas, à elles seules, subvenir aux besoins ménagers.

IV.8. Etude socio-économique comparée : situation d'avant, pendant et d'après-guerre

Les données des différents tableaux du chapitre trois montrent une grande différence entre les périodes d'avant, pendant et d'après la crise.

Avant la crise, presque la totalité des ménages enquêtés se supportaient eux-mêmes en ce qui est de besoins vitaux ou secondaires comme l'autosuffisance alimentaire et les frais de santé et / ou de scolarisation. L'agriculture et l'élevage se complémentaient parfaitement même si le commerce, les salariés et les artistes étaient encore à l'état embryonnaire.

Pendant la crise, ce ne sont que des mouvements de la population, soit à l'intérieur du pays, soit à l'extérieur qui ont caractérisé cette période. A l'intérieur du pays, ladite période a été caractérisée par la formation des camps de déplacés en peu partout dans le pays. A l'extérieur du pays, se forment un nombre élevé des camps de réfugiés. Dans tous les cas, la vie quotidienne est menée grâce aux aides distribuées par les bienfaiteurs comme les ONG's, les projets divers ou le gouvernement. C'est partout de la misère qui pèse sur la population en général, particulièrement aux déplacés et aux rapatriés.

Après la crise, une forme d'adaptation commence à se faire sentir surtout chez les déplacés qui commencent à créer des jardins de case et l'exploitation des terres dans les collines d'origine suivant le retour de la sécurité. Chez les rapatriés, de mouvements de rapatriement s'observent un peu partout selon que la sécurité est de garantie.

Avec la destruction des divers objets ménagers, c'est difficile voire impossible de construire et / ou reconstruire les familles comme avant. Pour retrouver le souffre d'avant la crise, une multi intervention dans la matière de construction et / ou reconstruction des maisons et des cœurs s'avèrent indispensable.

Pour nous résumer, la période d'avant la crise est marquée par une autosuffisance en matériel et en aliments. La période de la crise correspond aux déplacements massifs de la population qui provoque une forme de mendicité, par conséquent, une pauvreté extrême. Quant à la période post-crise, elle est caractérisée par un processus continu de construction et / ou reconstruction, d'installation, d'insertion pour arriver à une intégration totale des sinistrés. C'est donc une période qui tend à stabiliser les sinistrés en matériel et en moral.

Un autre élément très important est la fluctuation des prix des denrées alimentaires sans cesse croissante en comparant la période d'avant et de post guerre comme le montre le tableau suivant.

Tableau n° 37 : Prix des denrées alimentaires en BIF

Denrées	Avril 1996	Octobre 1996	2006	2007	2008
Haricot ordinaire	150	150		450	
Haricot jaune	250	2350		450	
Farine de manioc	130	60		370	
Maïs / farine	150	130		370	
Riz	430	400		600	
Pomme de terre	70	70		200	
Patate douce	150	40		180	
Banane	70	60	220	190	200
Sorgho	150	140		200	
Café cerise			225	300	315

Source : ISTEBU, 2009

Un autre élément très important est la fluctuation des prix, sans cesse croissante, de certaines denrées alimentaires entre la période d'avant et post guerre. Pendant la crise à partir des années1996 certains denrées ont doublé ou même triplé surtout en 2007 et 2008. C'est notamment le cas du Haricot ordinaire, Farine de manioc, Farine de maïs, Pomme de terre, Banane et Sorgho. Avant la crise par contre, les prix étaient de loin inférieurs à ceux de1996 ce qui montre une dégradation de la vie pour la plupart de la population agricole qui ne dispose pas assez des moyens pour s'acheter les vivres au marché en cas de pénurie. Quant aux sinistrés, surtout les rapatriés c'est quasiment difficile voire impossible de s'approvisionner en aliments étant donné qu'ils viennent de l'exil sans moyens à part des assistances de certaines organisations.

CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS

Pour rendre effective la réinsertion socio-politico-économique des déplacés et des rapatriés il est indispensable de traiter le problème séparatiste des sinistrés tout en intégrant la population d'accueil. Les rapatriés comme les déplacés ont établi l'ordre des priorités des besoins urgents. Le premier concerne la qualité des soins d'accueil et l'assistance indifférenciée des sinistrés. Il faut donc tout faire de façon que l'ancien choc de quitter son pays sous contraintes ne soit doublé d'un retour tout aussi blessant. Le sentiment national et la cohabitation pacifique entre les sinistrés/déplacées et rapatriés et les voisins restés sur colline passent par ces gestes symbolique–affectifs, surtout quand les populations locales sont largement impliquées.

Corollairement à la qualité des soins d'accueils ci-haut indiquée, il faut éviter le traitement différentiel du côté des déplacés devant l'assistance en direction de ceux-ci. Ainsi, la réhabilitation des maisons détruites, la distribution des engrais et les semences, la prise en charge des soins de santé, le développement des activités génératrices de revenu et la certification de l'indigence à l'endroit des enfants scolarisés relèvent de l'urgence et ne doivent pas être traités différemment suivant les catégories des sinistrés.

Près de 90% de rapatriés, voire 100% regagnent spontanément leurs collines d'origines. Le Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Egalité du Genre doit inciter le rapatriement massif en mettant sur pieds des comités à tous les échelons de l'administration locale et en créant de bonnes conditions de retour. Les responsables administratifs doivent être sensibilisés pour normaliser toute forme de dérapage et d'obstacles au rapatriement comme :

- l'impunité et ses conséquences ;
- le manque de terre ;
- l'intimidation qui peut être faite par les voisins suite aux litiges qui peuvent les opposer.

En effet, sensibiliser les rapatriés de rentrer de l'exile et enfin les aider à pouvoir surmonter le choc en attendant les premières récoltes. Tout cela, c'est dans l'optique d'empêcher aux rapatriés qui font un mouvement de va et vient périodique vers la Tanzanie pour se « ravitailler ». Ce phénomène appelé « makanaki » est fréquent dans la province de Muyinga.

Bien que la problématique de rapatriement de réfugiés et de réhabilitation des sinistrés constitue un enjeu et un défi majeur pour l'avenir du pays. La question mérite encore d'être révisée et analysée en profondeur dans tous ses aspects précisément ceux de la gestion des terres et d'impunité.

L'analyse des politiques mises en œuvre par le gouvernement et ses partenaires montre que de questions d'une importance capitale telle la sécurité des sinistrés au moment de retour sur leur anciennes collines, la poursuite judiciaire des personnes présumées auteurs des crimes pendant la guerre, la compensation morale et matérielle comme les propriétés ou mobiliers pour les personnes ayant subi des préjudices, n'ont pas bénéficié de l'attention nécessaire à travers les actions des différents intervenants dans le domaine de la réinstallation et de la réinsertion des sinistrés.

Comme le disent HATUNGIMANA A. et al. (2003), dans le rapport dirigé par OAG commandité par MRRDR, au-delà des principes généraux énoncés dans l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation qui est la référence institutionnelle actuelle en matière des questions politiques pertinentes pour réussir la réinstallation définitive des rapatriés et des déplacés, ces défis et enjeux restent sans réponses. C'est notamment :

- la question de compensation de divers ordres, terres, biens, compte bancaire, etc. …
- le règlement des litiges issus de la crise : occupation et exploitation illégale des propriétés, usage ou vol des biens des déplacés ou des rapatriés pendant leur absence, etc. …
- la lutte contre l'impunité ; particulièrement la poursuite des crimes et délits commis au cours de la crise, avant ou après.

⇒ **Aux responsables du gouvernement :**

Outre la satisfaction des besoins les plus immédiats d'accéder à la terre, au logement et aux infrastructures sociales que réclament les sinistrés, surgit une autre interjection qui demande beaucoup d'efforts aux communautés d'accueil «l'intégration psychologique ». Il est alors indispensable d'organiser des échanges constructifs et pacifiques entre les différentes communautés à savoir les réfugiés, les rapatriés et les déplacés d'une part et la communauté d'accueil d'autre part afin d'adopter d'attitudes positives et surtout de bannir les mauvaises intentions de comportements divisionnistes. L'administration doit initier, coordonner, s'impliquer et assurer le suivi des actions de préparation psychosocial.

En effet, que ce soit pour les réfugiés, les rapatriés ou les déplacés, instaurer une politique de cohabitation pacifique puis fournir à ces populations des garanties nécessaires et complètes pour qu'ils puissent désormais vivre en paix et ne prennent plus jamais le chemin d'exile.

⇒ **Aux responsables de la société civile et des bailleurs de fonds**

Au regard des acteurs non gouvernementaux dans le domaine de la réinstallation et de la réinsertion des sinistrés ayant chacun des mandats et des spécificités propres, il est de grand intérêt de gérer avec le maximum d'efficacité les ressources disponibles afin de stabiliser les bénéficiaires et d'éviter autant que possible la dispersion d'efforts et de moyens. Il faut œuvrer à la sensibilisation de la population, à initier des micro-projets générateurs de revenus et les bonnes méthodes d'exploiter correctement les activités agro-sylvo-zootechniques.

⇒ **Aux déplacés, rapatriés et communautés d'accueil :**

- de prendre avec soins les infrastructures publiques mises à leur disposition ;
- de se respecter mutuellement et surtout de s'entraider chaque fois qu'il s'avère nécessaire;
- de suivre scrupuleusement les conseils et/ou formations issus des encadreurs de l'administration ou des ONGs pouvant les aider à exploiter correctement leurs propriétés et / ou leur cheptel ;

- d’ignorer les rumeurs surtout divisionnistes qui pourraient encore générer des conflits ethniques, régionaux ou raciaux afin de bannir une fois pour toute des déplacements intero-externes de la population ainsi que les conséquences qui s’en suivent ;
- de respecter et de se soumettre aux ordres des supérieurs entre autre leurs représentants, l’administration locale ou territoriale afin de résoudre à l’amiable les litiges qui surgissent.

BIBLIOGRAPHIE

A. Ouvrages généraux

BERGEN D. W. (1992): Contribution à la connaissance des régions naturelles du BURUNDI : données de superficies et de populations par collines de recensement, BUJUMBURA, P.252.

CEZENAVE-PIARROT F. (1979) : « Morphologie et Structure » in Atlas du Burundi, Edition Association pour Atlas du Burundi, Bordeaux, Planche 4.

GOUROU P. (1953): La densité de la population du Rwanda-Urundi : esquisse d'une étude géographique. Bruxelles ; Institut Royal COLONIAL Belge, P 107

MALDANT B. (1968) : Facteurs naturels, densité de population et production agricole : les phénomènes d'économie d'échelles dans les 28 pays de la zone franche, essai d'analyse statistique par coupe intemporelle « In tiers-Monde, 9(34), P. 338.

MERCOIRET M. R. : L'appui aux producteurs ruraux, P.350.

PRESSAT R. (1979) : Dictionnaire de démographie, Paris, PUF 1979, P 171.

SAUVY A. : « Elément de démographie » PUF, Paris, 1976, P 343.

B. Mémoires, témoignages et autres publications

AZOULAY G. et al. (1993) : La sécurité alimentaire en Afrique : Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies, P127

Banque Mondiale (1991), Rapport sur le développement dans le monde 1991, le déficit du développement, Washington, BM,

BEN HAMMOUDA, Cours de P.R.H, 2ème Licence, UB, FSEA, année académique 1990-1991.

BUCUMI G. (2003): Importance socio-économique du haricot dans le Bugesera : cas de la commune Bugabira, P 82.

BUDABUDA L. (2007): Impact de la crise d'Octobre 1993 sur la vie socio-économique d'une
commune rurale du Burundi : cas de la commune Giteranyi. P 84,

KAVAKURE L. (1982): Les famines et disettes au Burundi (fin 19ème siècle-1ère moitié de 20ème siècle), P 87.

MINANI E. : Les réponses paysannes à la démographie sur les terres ; cas de la région de Buyenzi, P 71.

MUNYAMPETA F. S. (2002) : L'impact de la sécheresse (1999-2000) sur la production agricole de la province Kirundo, P 88.

NGABONZIZA P. (2004): Situation actuelle de pêche dans le lac Cohoha : cas de la commune Bugabira, P 69.

NIYUNGEKO L. (1984) : Pression démographique et consommation du capital naturel au Burundi, P 76

RUKUNDO J. D. (1999) : Impact de la crise et de l'embargo sur les disponibilités alimentaires, P. 98

C. Journaux et rapports

ALASSANE S. (2007): PRASAB, Aide-Mémoire, Mission à Mi-Parcours, Décembre, P45.

BITOGA J. P (2006) : PRASAB, PV de la réunion du CTS, Avril, P 54.

Commune Giteranyi (2005), Rapport des chefs de collines, Janvier.

Commune Giteranyi (2005), Rapport de service d'élevage, Janvier.

Commune Bugabira (2007), Rapport des chefs de collines, Janvier.

Commune Kiremba (2005), Rapport de service d'élevage, Janvier.

CNUCED (1997) : Les pays les moins avancés cas du Burundi P. 63

Données issues d'une banque de données disponible au Ministère de la Solidarité Nationale et l'Egalité du Genre pour la période de 1999-2001.

DPAE Kirundo (2006) : Service d'élevage, Rapport de 2001-2005.

DPAE Ngozi : Rapport, 2006. P 18

FAO (1990-1991): La situation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation, P 62

HCR (2002), Plan d'urgence de rapatriement des burundais réfugiés en Tanzanie, Bujumbura, Août, P33.

HCR (2002): Sammary of burundian retournees (facilited and spontaneous) break down by province and commune, October 17th.

GRADIS.(2000) : Monographie sur la problématique des réfugiés et des déplacés burundais, P 35

International Crisis Group, Africa report 12, 1999 « Burundians refugees in Tanzania: the key factor to the Burundi peace progress ».

Mininter, (1991) : République du Burundi, Recensement de la population et de l'habitat de 1990, Bujumbura.

MRRDR (2000) : Burundi, population de 1990-2005, Bujumbura.

MRRDR, (1999): Evaluation des principales activités du Ministre de 1997 à 1999, Bujumbura, Novembre, P 42

NGAYIMPENDA E. (1993): « Crise socio-politique et déstructurations des ménages au Burundi » in cahiers démographiques du Burundi, n° 13, Bujumbura, Mars, P45.

NGAYIMPENDA E. (2000) : « Les populations sinistrés du Burundi sept ans après » in cahiers démographiques du Burundi, Bujumbura, Août, P 45

NIMUBONA J. (2004) : A.C.O.R.D, problématique des personnes déplacés et réfugiés du Burundi, rapport définitif, BUJUMBRA Avril. P 42.

OCHA (2002): Nombre de ménages et population par site de déplacés, Juillet.

Rapport sur le Burundi (2002), P 19.

SOGESTAL Kirundo-Muyinga, (2006) : Rapport sur la production 2003, 2004 et 2005 P. 22

Témoignage de l'Administrateur de la commune Bugabira.

ISABU, 2009

D. SITES WEB:

http: www.unhcr.org/homme/PROTECTION/44 F547722.odf consulté le 10/11/2008

Microsoft Encarta Junior, 2009 consulté le 27/4/2010.

ANNEXES

ANNEXE 1

QUESTIONNAIRES D'ENQUETE

I. IDENTIFICATON DE L'EXPLOITATION

- Province……Commune……
- Zone……

  Colline……site…….
- Nom et prénom du chef de ménage…….
- Age :…….sexe……Etat-civil : - Célibataire ☐

  - Marié(e) ☐
- Composition familiale et ressource en main d'œuvre (M.O.)

	Sexe	Niveau d'étude (Code 10)	M.O. familiale		M.O. extérieur	Activité hors exploitation
			Temps plein	Temps partiel		
Chef de ménage						
Epouse						
Enfants						
Autres						

- **Situation de bien-être**

Accès	Code 3		Distance	
	1	2	1	2
Eau potable				
Centre de santé				
Ecole primaire				
Ecole secondaire				
Gros des propriétés				

- Statut social.

Veuf / veuve		
Divorcé(e)		
Polygame		
Polyandre		
Ordinaire		
	1	2
	Code 3	

II. DESCRIPTION DE L'EXPLOITATION

- Propriété : Code 3

Mode d'acquisition	Nombre de champs		Superficie approximative		Site	Colline d'origine	Localisation (code 9)
	1	2	1	2			
Héritage							
Achat							
Don							
Location							
Autres							
Sans							

Superficie totale : ☐ **Code 1**

- Cultures vivrières : Code 3

Culture	Production (kg)		Semences				
	1	2	Réservées		Achetées (coûts)		Mode de semis
			1	2	1	2	
Haricot							
Petit pois							
Maïs							
Sorgho							
Riz							
Eleusine							
Blé							
Manioc							
Pomme de terre							
Colocase							
Patate douce							
Banane							
Igname							
Arbres fruitiers							
Cultures maraîchères							
Arachide							

- **Cultures pérennes : Code 3**

Culture	Production (kg)		Observation	
	1	2	1	2

- Cultures fourragères de plein champ : Code 3

Culture	Superficie		Observation	
	1	2	1	2

- Elevage : Code 3

Type	race	Nombre de mâles adultes		Nombre de femelles adultes		Jeunes non sevrés		Jeunes sevrés		Mode d'acquisition	
		1	2	1	2	1	2	1	2	1	2
Bovins											
Caprins											
Ovins											
Porcins											
Volailles											
Abeille											
Autres											

- **Type de maladies et produits vétérinaires fréquents.**

Type de maladie	Produits vétérinaires
1	
2	
3	
4	

- **Ressources fourragères.**

Fourrage	Epoque de disponibilité	Quantité récoltée	Durée de pâturage	Observation
Cultures fourragères …… …… ……				
Résidus de culture …… …… ……				
Pâturages				

Jachère				
Hors rotation				
Aliments concentrés				

III. SITUATION MATERIELLE DU MENAGE EXPLOITANT.

- **Habitation familiale.**

Code 4 / Code 3	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Mode d'acquisition Code 11
1											
2											

- **Accessoires**

Code 5 / Code 3	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	Mode d'acquisition Code 11
1											
2											

- **Outillages agricoles**

	Nombre	Coûts	Etat général
Houes			
Fourches			
Serpettes			
Machettes			
Brouettes			
Vans			
Paniers			
Couteaux			
Autres			

IV. SITUATION FINANCIERE DU MENAGE EXPLOITANT.

- Source de revenu en valeur.

Code 3	1	2
Vente des produits agricoles		
Vente des produits d'élevage		
Salaire		
Activité commerciale		

Location des terres		
Produits de l'artisanat		
Vente des fertilisants		
Autres		

- Evaluation des dépenses en valeur.

Code 3	1	2
Main d'œuvre		
Semences		
Equipement agricole		
Produits phytosanitaires		
Aliments de bétail		
Produits vétérinaires		
Location de la terre		
Dépenses alimentaires		
Construction		
Achat des fertilisants		
Autres dépenses (préciser)		

V.TECHNIQUE D'AMELIORATION DE L'EXPLOITATION

- **Agricole**

➡ Système de tambour : Code 6 [ ][ ][ ]

- ❑ Selon vous, quelle est la bonne méthode ? [ ]
- ❑ Distance du rugo [ ] min

➡ Fertilisants utilisés : Code 3

	Engrais	Fumier	Compost	Pesticides	Autres (préciser)	Sans
1						
2						

- Semences utilisées : Code 3

	Sélectionnées (origine)	Conservation	Autres (préciser)
1			
2			

- Encadrement : Code 3

	Visite (champ)	Haie anti-érosive	Courbe de niveau	Autres (préciser)
1				
2				

- **Questions ouvertes**
  - o Votre propriété vous suffit-elle ? Code 7 [ ]

- Si non, que comptez-vous faire pour résoudre définitivement ce problème ? ……..
- Trouvez-vous assez d'argent pour vous acheter les semences et les fertilisants ? Code 7 ☐
- Problèmes rencontrés :

- Elevage

Type	Logement	Vaccination	Mode de conduite	Injection	Autres soins
1					
2					
3					
4					

➡ Etes-vous satisfait de votre élevage ? Code 7 ☐

Si non, comment souhaiteriez-vous que ça devrait être pour en profiter au maximum ? ……

Quel mode de conduite appliquez-vous à votre élevage ? Code 8 ☐

Laquelle des méthodes préférez-vous pour votre satisfaction ? Code 8 ☐

VI. QUESTIONS DIVERSES.

1. Quelle période avez-vous pris refuge ? -Site ☐
   - Pays voisins ☐
- Quand êtes-vous rentrés d'exile ? ☐
- Voulez-vous regagner votre village ? Code 7 ☐
  Si non, pourquoi pas ?……
- Quand allez-vous quitter le camp (site) ? ☐
- Depuis quand vous êtes-vous incorporés dans le village ? ☐
- Comment appréciez-vous les relations avec les voisins ?……..

2. Bénéficiez-vous d'une aide des ONG's ou des projets ? Code 7 ☐
   Lesquelles ?…….
   Etes-vous membre d'une association ? Code 7 ☐
   Si non, pourquoi pas ?……

Si oui, en profitez-vous ?……

3. Sentez-vous un manque, côté finance, comparativement aux voisins préétablis ? Code 7 ☐

- Si oui, que proposeriez-vous pour vous rattraper ?……..
- Selon vous, comment l'intégration peut-elle être effective ?…….

3. Quel est le rythme des repas dans votre ménage par jour ?

		1	2	3
Code 3	1			
	2			

- Est-il arrivé que le ménage soit sans nourriture toute la journée ? Code 7 ☐

  Fréquence hebdomadaire ☐
- Arrive-t-il que le ménage passe une nuit sans manger ? Code 7 ☐

  Fréquence hebdomadaire ☐
- Comment organisez-vous les périodes de soudure ?……..

  ……

5. Comment avez-vous estimé l'accueil que vous ont fait les voisins ?…….

- N'y-t-il pas de menaces contre vous ou à votre famille ? Code 7 ☐
- Si oui, quelles stratégies avez-vous entreprises pour y rester ?……

  ……..

6. Y a-t-il un déséquilibre, côté finance, entre la situation d'avant la crise et l'état actuel ? Code 7 ☐

Si oui, quel remède ?…….

ANNEXE 2

CODES

Superficie : Code 1 :

1	=1 ha
2	< 1 ha
3	> 1 ha

Sexe : Code 2 :

1	Masculin
2	Féminin

:

Crise : Code 3 :

1	Avant la crise (1992)
2	Après la crise (2007)

Habitation familiale : Code 4

Bois+paille	1
Bois+tuiles	2
Bois+tôles	3
Briques à dobe+ paille	4
Briques à dobe+ tuiles	5
Briques à dobe+ tôles	6
Briques cuites+ paille	7
Briques cuites+ tuiles	8
Briques cuites+ tôles	9

Accessoires : Code 5 :

Etable	I
Chevrerie	II
Porcherie	III
Poulailler	IV
Ruches	V
Abreuvoirs	VI
Compostière	VII
Greniers	VIII
Anclos	IX

Cuisine	X

Système de labour : Code 6 :

1	Enfouissement des herbes et débris végétaux
2	En billon
3	En plan avec séchage d'herbes à la surface

Questions diverses : Code 7 :

Oui	1
Non	2

Mode de conduite : Code 8 :

1	Stabulation permanente
2	Stabulation semi permanente
3	Pâture libre

Localisation des champs : Code 9 :

1	Colline
2	Marais
3	Site

Niveau d'étude : Code 10 :

1	Yagamukama
2	Primaire
3	Secondaire
4	Universitaire
5	Sans

Mode d'acquisition : Code 11 :

1	Héritage
2	Achat
3	Don
4	Location
5	Autres (préciser)
6	Sans

ANNEXE 3

LISTE DES CHEFS DE MENAGE ENQUETES

Commune	Groupe	Nom et Prénom	Zone ou colline	Age
Bugabira	Déplacés	NDUWUMWE Prudence	KIGOMA	45
		NSAMABUYAGA Marie	KIGOMA	42
		NABUHIRA Léocadie	KIGOMA	75
		NAGATORE Annonciate	KIGOMA	60
		MUKASHARANGABO Annonciate	KIGOMA	43
		MINANI	NTEGA	62
		HAVYARIMANA	KIYONZA	49
		BWANAKWELI	KIYONZA	42
		RUGEMANGABO Sylvestre	KIRI	43
		SEBUHINJA	KIRI	51
	Rapatriés	BARUSANZE Marc	KIYONZA	55
		BARAMPANZE Célestin	KIYONZA	77
		MUHIZI Juvénal	KIYONZA	42
		BAMPORABUSA	KIYONZA	39
		MURYANGO Pascal	KIYONZA	52
		NYIRANUMA Angel	GATURANDA	72
		HATUNGIMANA Hilaire	NYABIKENKE	66
		KAGIGIRA Elias	KIYONZA	49
		NDANGAMYAMPI Pascal	KIRI	46
		MINANI Domitien	KIRI	55
Giteranyi	Déplacés	NSAVYUMUGANWA Déo	NYAMUTONGO	70
		NKURIKIYE Evariste	BISIGA	60
		MIGAMBI Oscar	BISIGA	42
		KARIHEZA Emmanuel	NYAMUTONGO	48
		MINANI Damien	BISIGA	55
		RUBADUHA Wesislas	BISIGA	53
		SEBUHINJA Joseph	BISIGA	60
		NDIBANJE Seleman	NYAMUTONGO	42
		RWANYONGA Fabien	BISIGA	43
		MISAGO André	BISIGA	70
	Rapatriés	RWASA Cyprien	GITERANYI	42
		NGENDAKUBWAYO Jean	GITERANYI	45
		NGENDA Kigombo	GITERANYI	48
		MACUMI Laurent	GITERANYI	56
		SIMBUGA Samuel	BISIGA	52
		NDAYISABA Salatière	BISIGA	41

		BAHANIBONA Antoine	GITERANYI	47
		MIBURO	BISIGA	43
		BARAHEKENWA Gaspard	BISIGA	50
		MBARUSHIMANA	GITERANYI	45
Kiremba	Déplacés	GAKUNDE Théodomir	GAKERE	70
		KABANYEGEYE Jean	KIYANGE	60
		NIRAGIRA Désiré	KIBANDE	42
		BUKURU Côme	KIBANDE	61
		NIBIZI Immaculée	SIGI	45
		MIBURO Dionisi	KIBANDE	57
		BAZOMBANZA Louis	GAKERE	43
		NKESHIMANA André	BWITONZI	41
		NKOBOYI François	GAKERE	47
		RUTAKE Marguerite	GAKERE	60
	Rapatriés	MBONEYEHO Pascal	CAYI	58
		MUKESHIMANA Séraphine	KIBEZI	44
		NTACONZOBA Michel	BUTAGANZWA	48
		MIBURO Spéciose	GISUKA	43
		CONGERA Félix	MUGONGO	51
		MANARIYO Odette	MASORO	57
		KAMARABA Sala	RUHATA	60
		CIZA Violette	RUHATA	42
		MANIRAMBONA Jacqueline	KIBEZI	49
		RUVUGO Thomas	MASORO	63